

Journal
belge
mondial!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

Gilets jaunes : la brèche...

Pages 9-14

**Diable,
voilà Macron**

David Tong • Page 15

**On ne peut pas
ignorer la pollution
lumineuse**

Paul Lannoye • Page 8

**Entretien avec
Jean-Pierre Lebrun**

Bernard Legros • Page 4

**Ecologie et critique
du numérique**

Robin Delobel • Page 16



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Illustration: Giulia Gallino

SOMMAIRE

Vouloir réussir sur le plan financier et matériel serait-il pathologique ?

Jean-Christophe Giuliani / Page 3

De quoi la mutation est-elle le nom ?

Entretien avec Jean-Pierre Lebrun / Pages 4-5-6

Ce printemps, enfin !

Jean-Pierre L. Collignon / Page 7

On ne peut pas ignorer la pollution lumineuse

Paul Lannoye / Page 8

Dossier

Gilets jaunes : la brèche...

Coordonné par Alexandre Penasse / Pages 9-14

Gilets jaunes : nous leur laissons la parole, ils veulent les faire taire

Entretien de Andrea Mai / Pages 10 à 12

Gilets jaunes : peuple ou prolétariat ?

Jean-Claude Paye et Tülay Umay / Pages 13-14

Diable, voilà Macron !

David Tong / Page 15

Intégrer la critique du numérique dans l'écologie

Robin Delobel / Pages 16-17

Du besoin de boucler la boucle

Noé Vandevoorde / Pages 18-19

La recherche sur les ondes Électromagnétiques censurée par les universités

Interview de Marie-France Cammaerts / Pages 20-21

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 22

Recensions

Pages 22-23

Illu libre / Annonce / brèves

Page 24

PLUS LE RÉEL LES DÉSAVOUE,
PLUS ILS « RÊVENT »

Justifiant les horreurs qui ont permis l'état actuel de ce monde qu'aujourd'hui ils vénèrent, occultant la misère sociale et la ponction perpétuelle sur la nature qu'ils entretiennent, encore et toujours plus, les héros de ce monde fait pour eux voient toutefois que leurs discours et le réel se heurtent, ce qui risque de réveiller les consciences qui pourraient, qui sait, passer à l'acte. C'est qu'entre ce qu'ils disent et ce que les plus lucides observent se forme comme quelque chose de profond, un gouffre. Leur utopie productiviste, fantasme hors-sol, en vient donc progressivement à buter sur le réel et il fallait se trouver le nouveau mythe qui allait leur permettre de reprendre force et vigueur. Ce fut cette fois la rutilante et glorieuse « transition énergétique », celle de la 5G et des compteurs communicants¹, celle qui permettrait de perpétuer ce monde inégal et destructeur tout en faisant miroiter l'illusion qu'elle allait ouvrir encore de nouvelles opportunités « pour tous », dont le mythe du progrès avait fait son leitmotiv, signant cette fois l'« happy end » d'une « société écologique authentique » : « Nous vivrons probablement, si les citoyens en font le choix, dans des villes végétalisées conviviales, avec des permacultures sur les toits et terrasses, des marchés avec des produits locaux, des piétons, de l'air pur, des pistes cyclables partout, une mobilité partagée, mais ces cités seront bourrées d'électronique (sic) pour faire tourner les vastes systèmes d'intelligence artificielle optimisant leur fonctionnement. »²

Oui, la folie a pris le pouvoir et s'écrit dans les pages d'un quotidien, *La Libre Belgique*, faut-il le rappeler propriété de la famille Le Hodey, 410^{ème} fortune belge (35.841.000€), qui détient également 100% des parts de Traxxéo, spécialiste de l'internet des objets dans le secteur BTP, gérant des ressources via des nouvelles technologies qui collectent des données et contrôlent à distance les ouvriers, les machines, les véhicules, les équipements³. On y verrait dès lors mal ces « hérétiques » désireux de promouvoir une société harmonieuse dire tout le mal qu'ils pensent du monde numérique. Les terroristes productivistes, cerveaux malades ne voyant même plus l'in vraisemblance de leurs propos, persévèrent dans la fable : « *Le circuit-court présuppose les circuits longs de la mondialisation. L'économie collaborative ressuscite convivialité et proximité mais s'appuie sur des plateformes numériques, des serveurs, des GPS, des smartphones dont les innombrables composantes sont extraites et assemblées aux quatre coins du monde* ». Allez !, on creuse les enfants, dans les mines de cobalt et cadmium, pendant qu'ici on fait du circuit-court-long. Dans le capitalisme, aucune idée ne se perd ou ne se crée, toutes se transforment. Avec en toile de fond une même religion totalitaire : celle de l'argent et du profit.

De leur côté, les employés politiques des multinationales continuent comme avant : plus ils parlent, moins ils disent ; plus ils promettent, plus ils se désengagent ; plus ils citent, plus ils taisent ; plus ils évoquent le bien-être « citoyen », moins ils revendiquent le bien commun ; plus ils disent aider à comprendre, plus ils nous empêchent de saisir ; plus ils expliquent prendre en compte les avis de tous, plus ils font le jeu d'une minorité prédatrice. Leurs slogans sonnent comme de vastes filets qu'ils jettent pour attraper du poisson électoral. Les réserves halieutiques se faisant de plus en plus rares, ils rivalisent dans le domaine du vide : « *Avec le MR, c'est possible* » ; « *Autrement. Maintenant* » (cdH) ; « *Clairement plus juste* » (Défi) ; « *Au cœur du changement* » (Ecolo) ; « *Un toit et un emploi pour tous* » (PS). Enfin, aujourd'hui, devant le désastre social et écologique : « *C'est possible de faire autrement, en étant clairement plus juste et au cœur du changement* ». Enfin, d'ici à là, on est sûr que certains auront un emploi – même quand ils n'en ont plus – et un toit, quand on sait que, par exemple, Laurette Onkelinx (PS) bénéficiera de 458.448€ brut d'indemnités parlementaires de sortie quand elle quittera l'hémicycle. Pourtant, quand Raoul Hedebouw demande de mettre à l'ordre du



Illustration: Julie Dall'Arche

jour ces primes de départ, pas un doigt ne se lève dans l'assemblée⁴. « *Autrement* », « *changement* », « *juste* », veulent dire autre chose pour eux.

Dont acte. Plus ils parleront du climat, moins ils parleront de la vie ; plus ils montreront du doigt les responsabilités individuelles, moins ils laisseront voir les responsabilités collectives déterminantes, celles de ces quelques centaines de multinationales qui périssent tout, inscrivant leur date de fin sur la vie. Ils demanderont aux gilets jaunes de payer plus cher leur carburant pour aller travailler loin pendant qu'ils autoriseront les firmes à payer moins cher pour polluer plus.

Curieux alors que depuis 7 ans, malgré de multiples et variés auteurs, dossiers, thèmes, enquêtes, notre journal n'a jamais été approché par les puissances médiatiques et politiques... Ne serait-ce pas une preuve de notre intégrité, car si nous nous étions fixés le seul objectif d'être reconnus, cela aurait été au détriment de nos idées, non ? Nous serions partis comme de preux chevaliers, pour petit à petit nous compromettre, oublier les fondements de départ et ne plus savoir ce qu'est l'intégrité, devenant des êtres malléables en fonction de nos intérêts. Il est grisant le pouvoir et, aujourd'hui, il suffit de quelques semaines pour que les « *révoltés du climat* » se rangent sans broncher à côté d'un parterre de patrons le soir du lancement de Sign for my future, alors que la seule option aurait été de boycotter leur *business as usual*. Les autres, ceux qui sortent du cadre, ne peuvent exister dans la réalité médiatique dominante. À vous, à nous de faire entendre une voix qui dérange et pourfende le désordre établi.

Alexandre Penasse

1. Voir respectivement « L'illusion technocratique à la lumière de la 5G », *Kairos* février-mars 2019, « Je refuse qu'on installe un compteur « intelligent » chez moi », *Kairos*, février-mars 2018.
2. « Sans notre modèle économique et technologique, il sera impossible d'atteindre l'excellence écologique », *La Libre*, 23 avril 2019, <https://www.lalibre.be/debats/opinions/sans-notre-modele-economique-et-technologique-il-sera-impossible-d-atteindre-l-excellence-ecologique-5cb9a0519978e253477936bf>.
3. Voir « Le système Libre cadennassé », *Kairos*, septembre-octobre 2018.
4. <https://www.youtube.com/watch?v=nxo-JYM5Mw>

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospress.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril,
juin, septembre, novembre + un n° spécial à
parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage: ce numéro a été
tiré à 2.000 exemplaires

Routage: Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospress.be
www.kairospress.be
T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain, Patrick

Gestion
Guillaume D.



Notre publication bénéficie de l'aide à la
presse périodique de la Communauté
Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs

Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.),
Jean-Pierre Léon Collignon, Alain Adriaens
(A.A.), Robin Delobel, Jean-Christophe Giuliani

Ont contribué à ce numéro

Jean-Pierre Lebrun, Andrea Mai, David Tong,
Noé Vandevoorde, Marie-Claire Cammaerts

Stagiaire
Adrien Bleton

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera
jamais tomber!

Illustrations

Giulia Gallino, Julie Dall'Arche, Lison De Rid-
der, Gabrielle Lacombe, Léa Décan, Léonora
Frenois, Blandine Denis, Léa Viana Ferreira,
Olivier Spinewine, Clémence Godier, Pierre
Mercier, Adèle Jolivard, Nadia Berz, Juliette
Framorando, Anir Amsky

VOULOIR RÉUSSIR SUR LE PLAN FINANCIER ET MATÉRIEL SERAIT-IL PATHOLOGIQUE ?

Le développement économique nous a permis d'accéder à un niveau de confort matériel sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Malgré ce bien-être matériel, nous continuons à produire et à consommer toujours plus de biens et de services marchands. En réchauffant le climat et en épuisant l'écosystème, ce mode de vie menace notre qualité de vie, notre processus démocratique et la survie de l'humanité. L'imminence d'une catastrophe annoncée, qui est révélée par la fréquence et l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes, des sécheresses, des pics de pollution, etc., impose un changement de mode de vie et une transformation sociale en moins de 10 ans.

Afin d'accompagner ces changements, il apparaît nécessaire de répondre à une question qui ne semble pas préoccuper les économistes : pourquoi sommes-nous motivés à accumuler toujours plus d'argent et de biens matériels ? Indépendamment du fait qu'il est nécessaire de gagner de l'argent pour assurer sa subsistance et un minimum de confort matériel, à quoi peut bien servir l'agitation à en avoir toujours plus qui épuise les organismes et la planète ?

Au XVIII^e siècle, Adam Smith questionnait déjà la motivation à s'enrichir¹. En étudiant le but de la poursuite des richesses et de l'amélioration des conditions, il a constaté que les individus étaient davantage motivés par le fait d'être reconnus et considérés avec sympathie qu'à gagner de l'argent. Ce n'est donc pas la raison, l'instinct de propriété et l'intérêt personnel, mais la vanité, la recherche du prestige et de la reconnaissance qui sont à l'origine de l'agitation du monde et du réchauffement climatique.

À la fin du XIX^e siècle, Thorsten Veblen décrivait les finalités de la consommation ostentatoire. « Pour attirer et conserver l'estime des hommes, il ne suffit pas de posséder simplement richesse ou pouvoir : il faut encore les mettre en évidence, car c'est à l'évidence seule que va l'estime. En mettant sa richesse bien en vue, non seulement on fait sentir son importance aux autres, non seulement on aiguise et tient en éveil le sentiment qu'ils ont de cette importance, mais encore, chose à peine moins utile, on affermit et préserve toutes raisons d'être satisfait de soi. »² La consommation ostentatoire n'est donc pas destinée à assurer un confort matériel, mais à montrer son statut, à affirmer sa réussite et à se distinguer pour être aimé, admiré et envié. Non seulement cette quête de distinction n'a pas de limite, mais elle n'a pas non plus d'aboutissement possible. « Si comme on l'a parfois soutenu, l'aiguillon de l'accumulation était le besoin de moyen de subsistance ou de confort physique, alors on pourrait concevoir que les progrès de l'industrie satisfassent peu ou prou les besoins économiques collectifs ; mais du fait que la lutte est en réalité une course à l'estime, à la comparaison provocante, il n'est pas d'aboutissement possible. »³ La course à l'estime étant la principale motivation, l'égalité des conditions matérielles ne permettra jamais de combler le besoin de distinction sociale. Imaginons que nous ayons tous les moyens de nous payer une Renault Scenic neuve. Notre objectif n'étant pas de disposer d'un moyen de transport, mais de nous distinguer les uns des autres, posséder une Scenic perdrait toute valeur à nos yeux. En effet, si tout le monde en possédait une, nous continuerions à réclamer une augmentation de salaire pour nous payer une Audi Q4. Quel que soit le montant de son revenu, l'individu imagine que s'il gagnait plus, il serait plus admiré, plus aimé et plus respecté par autrui et donc, qu'il serait plus heureux. Puisqu'il sera toujours confronté à une personne qui gagnera plus que lui, il sera toujours frustré par celui qui aura les moyens de se payer une voiture, une maison, etc..., plus grande, plus puissante et plus moderne que la sienne.

Celui qui suscite de l'intérêt pour son argent et ses biens matériels est davantage reconnu pour ce qu'il « a » que pour ce qu'il « est ». Pour nourrir son estime, il est dépendant de la jalousie, de la convoitise et de l'envie d'individus aussi soumis et dépendants que lui au mode « avoir »⁴. Sigmund Freud invite à questionner la



Illustration : Lison De Ridder

volonté exclusive de réussir sur le mode « avoir ». « C'est qu'après avoir traversé, pendant la première enfance, une phase de réceptivité purement passive, suivie d'une phase de réceptivité agressive/exploitative, tous les enfants, avant d'atteindre la maturité, passent par une phase que Freud qualifiait d' " anale-érotique ". Il découvrit que cette phase continue souvent d'être dominante au cours du développement d'un individu et que, dans ce cas, se manifeste le caractère anal, c'est-à-dire, le caractère d'une personne dont presque toute l'énergie vitale est orientée vers l'avoir, l'épargne et l'accumulation de l'argent et des biens matériels, comme sont également orientés ses sentiments, ses gestes, ses paroles, son activité. [...] Ce qui importe, c'est l'idée freudienne que l'orientation prédominante vers la possession intervient au cours de la période qui précède l'accomplissement de la totale maturité, est qu'elle devient pathologique si elle reste permanente. Pour Freud, autrement dit, la personne exclusivement concernée par l'avoir et la possession est un névrosé et un malade mental ; il s'ensuit qu'une société dont la majorité des membres a un caractère anal est une société malade »⁵.

Souvent, derrière la volonté de réussir sur le mode « avoir » se cache le symptôme d'un manque affectif lié à l'enfance. Étant le symptôme d'un manque, d'une frustration ou d'un vide intérieur, celui qui n'en prend pas conscience risque de gaspiller son temps à les combler grâce à la réussite financière et matérielle. À terme, s'il « a » réussi, il aura peut-être le respect d'autrui pour ce qu'il « a », mais il aura des difficultés à susciter l'amour et l'amitié pour ce qu'il « est ». La volonté exclusive d'accumuler toujours plus d'argent et de biens matériels apparaît donc comme le symptôme d'une pathologie psychique, d'un arrêt du développement et d'un manque de maturité. Autrement dit, l'individu exclusivement concerné par le mode « avoir » est un névrosé immature sur

le plan émotionnel, psychologique et affectif. Il s'ensuit qu'une société qui mobilise l'énergie vitale et le temps de sa population pour favoriser l'accumulation sur le mode « avoir » est également une société malade et immature.

L'accumulation d'argent et de biens matériels étant un moyen de combler un manque, pour inverser les processus écologiques et climatiques, comme l'affirmait John Maynard Keynes, il serait nécessaire d'inviter les économistes, les politiques, les industriels et les banquiers à considérer l'amour de l'argent comme une inclination plus ou moins pathologique et morbide à remettre entre les mains d'un psychiatre⁶. Mais, surtout, que les individus aient les moyens temporels de nourrir l'estime de soi autrement que par l'activité professionnelle et la consommation.

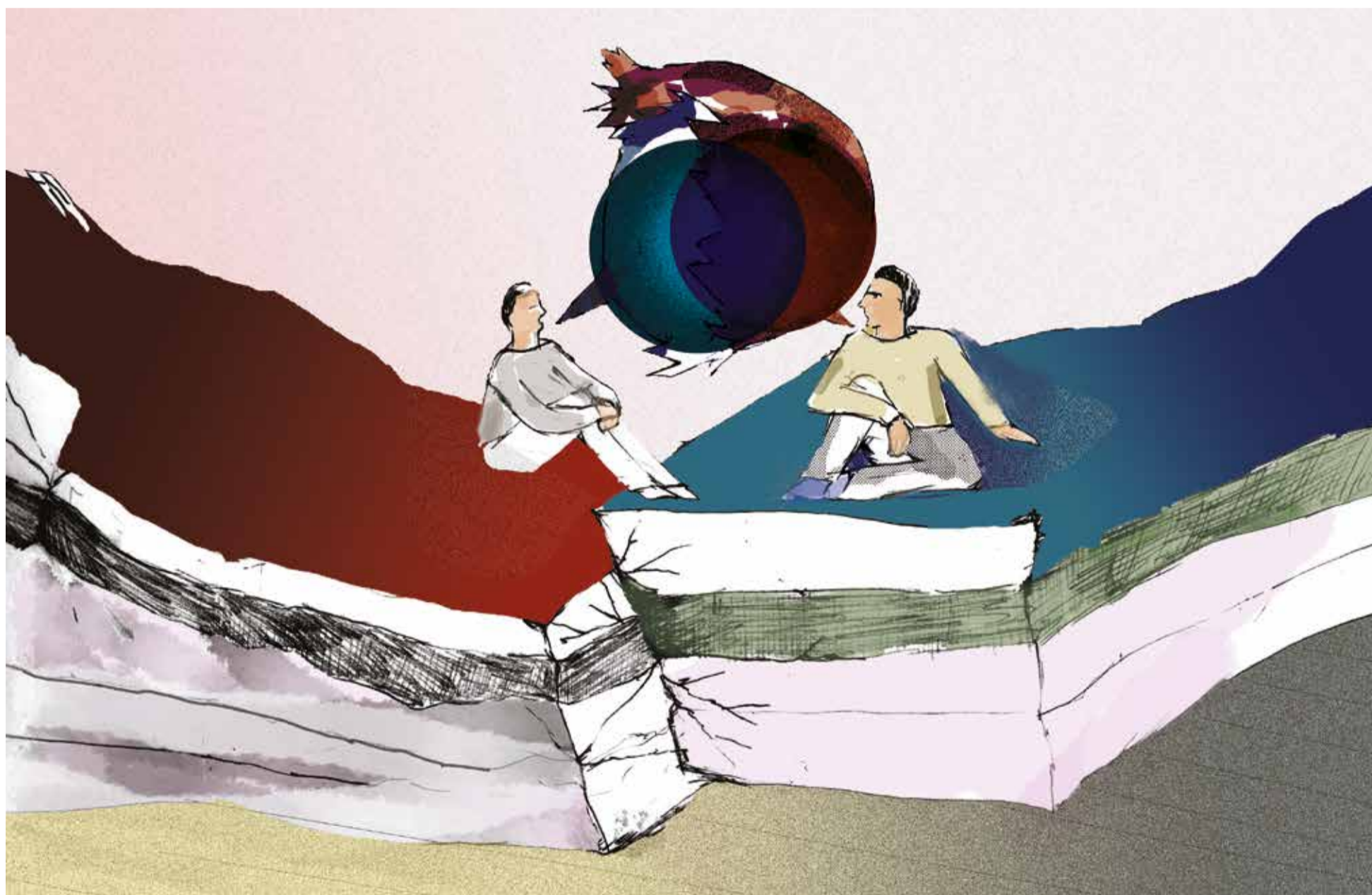
Jean-Christophe Giuliani

1. Smith Adam, *Théorie des sentiments moraux*, Paris, Payot & Rivages, 2006, p.136.
2. Veblen Thorstein, *Théorie de la classe de loisir*, Paris, Gallimard, 1970, p.27.
3. *Ibid.*, p.23.
4. Fromm Erich, *Avoir ou être : Un choix dont dépend l'avenir de l'homme*, Paris, Robert Laffont, 1978, page 89.
5. *Ibid.*, page 104.
6. Keynes John Maynard, *Essais de persuasion*, [En ligne], 2^{ème} édition, Paris, Gallimard, 1933, page 176, (consulté le 1 avril 2019), http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/essais_de_persuasion/keynes_essais_persuasion.pdf

DE QUOI LA MUTATION EST-ELLE LE NOM ?

Jean-Pierre Lebrun, psychiatre et psychanalyste, ancien président de l'Association freudienne internationale, est l'auteur de plusieurs essais, dont Un monde sans limite (Érès-poche, 1997), La perversion ordinaire (collection Champs, Flammarion), Les couleurs de l'inceste (Denoël, 2013). Bernard Legros l'a rencontré et interviewé à Bruxelles en novembre 2018.

Illustration : Gabrielle Lacombe



B. L. : Depuis quelque temps, la psychanalyse est attaquée de toute part, les coups proviennent de la psychologie comportementaliste, des médias, du monde intellectuel. Quelle en est l'explication ?

J.-P. L. : Il y a plusieurs raisons à cette méfiance, voire même à ce rejet. Parmi les plus déterminantes, il y a d'abord que ce que la psychanalyse soutient ne correspond pas à l'air du temps, qu'elle lui est même antagoniste. Ainsi, la parole y a un statut qui ne se réduit pas à la communication, comme c'est souvent le cas aujourd'hui. Ensuite, il y a aussi une raison dont on parle moins, c'est que les psychanalystes, au moment des années de leur gloire, se sont montrés très souvent arrogants et, de ce fait, il y a une revanche à prendre. Mais au-delà de ces raisons, il est aussi légitime de se demander si, après tout, la psychanalyse va être capable de se confronter à l'époque actuelle et de perdurer ; c'est une vraie question !

Justement, à propos de l'évolution psycho-sociétale, le thérapeute Jean-Paul Gaillard désigne comme « mutants » ces jeunes, représentant une majorité, qui ne fonctionnent plus cognitivement et mentalement comme leurs aînés. En avez-vous entendu parler ?

Oui, les « mutants » sont justement ceux qui adhèrent aux impératifs d'aujourd'hui. Charles Melman a parlé de « nouvelle économie psychique » pour désigner le fait de vouloir atteindre la jouissance plutôt que de soutenir un désir. Il s'agit là effectivement d'un déplacement de l'axe de l'organisation psychique qui aujourd'hui fait quasiment nouvelle normalité. Elle n'est pas pour autant sans souffrance. Ladite mutation est à l'œuvre depuis, disons une quarantaine d'années ; elle va de pair avec la montée au zénith de l'objet de consommation, mais ce n'est que très récemment qu'on peut la constater dans son effectivité. Nous sommes en effet arrivés à la troisième génération de sujets pour qui ce qu'on peut appeler la « loi du père » ne fait plus recette et pour qui l'individu autonome est désormais prévalent. Au fond, coexistent aujourd'hui deux mondes qui, comme des plaques tectoniques, se heurtent et s'entrechoquent. Celle des gens encore formatés sur l'ancien monde, pyramidal, socialement organisé sur le modèle de la religion avec, pour assurer sa transmission, ce levier de la « loi du père », qui avait la charge de faire admettre à chacun les traits de ce qu'exigeait la condition humaine. Et celle des nouvelles générations pour qui le nouveau monde est organisé autour de l'horizontalité, visant l'égalité, que ce soit celle des sexes ou des statuts, et dans lequel se développer comme individu autonome est

prévalent. Il ne s'agit pas que d'un conflit de générations, car ce sont véritablement deux mondes qui trop souvent s'affrontent sans travailler à repérer la nouvelle voie qui est pourtant à l'œuvre et qui est en train de nous reconfigurer. Car devant cette mutation aux impacts considérables, la question ne peut pas consister à continuer comme avant – ce serait une naïveté délétère – mais ce serait une autre naïveté que de croire que ce que soutiennent les mutants soit sans difficultés spécifiques. Ce serait d'ailleurs là que la psychanalyse pourrait contribuer à éclairer ce qui se passe : car en fin du compte, les deux discours ont leur part de vérité : le changement qui s'opère est colossal et inédit – il suffit de penser que nous pouvons désormais faire des enfants sans en passer par la relation sexuelle, du jamais vu ! – et en même temps la condition humaine reste ce qu'elle est : des sujets contraints de vivre leur vie en parlant, qui subjectivent ce qui leur arrive par le langage.

Le modèle du patriarcat est-il toujours aussi prégnant en 2019 ?

Non, mais il faut bien garder en tête que nos sociétés occidentales ne sont pas les seules au monde, pour ne pas dire qu'elles sont éminemment minoritaires. Il ne faut pas aller très loin pour voir le



patriarcat, familialement ou/et politiquement, toujours à l'œuvre. Prenez par exemple, à nos portes, la Turquie. À cet égard, il ne faut pas oublier qu'une partie seulement de l'Europe et l'Amérique du nord sont la pointe avancée de la mutation anthropologique et sociétale qui est en cours et que, même dans ces sociétés, il reste que l'ancien modèle subsiste encore dans un nombre important de familles. Mais ailleurs dans le monde, c'est certainement le patriarcat qui toujours prévaut.

Comment se fait-il qu'en Occident les féministes libérales continuent à clamer que « tout reste à faire », 50 ans après Mai 68, moment où la condition de la femme s'est nettement améliorée ?

Je crois qu'il est beaucoup plus facile de perpétuer une posture de contestation qui a et aura toujours sa légitimité à l'encontre du patriarcat plutôt que de se demander si celui-ci recouvrirait uniquement ce dont nous ne voulons plus, à savoir ses abus, ses inégalités, la mise au silence des femmes, etc. Il devrait plutôt s'agir de reconnaître que ce patriarcat, à une époque où nous ne disposions pas des ressources de la science, organisait le monde d'une façon qui, assurément et à juste titre, ne nous satisfait plus. Dans mon livre *Les couleurs de l'inceste* j'ai montré que, dès la tragédie grecque, la fonction de la prévalence accordée au père n'était pas que d'asservir la femme, mais aussi de donner la prévalence au régime de la parole. À une époque où seule la parole pouvait organiser le monde, les femmes prenaient sur elles la reproduction biologique et les hommes la transmission de la culture. Nous ne sommes plus à cette époque et c'est là notre possibilité de progrès : il est tout à fait légitime de vouloir aujourd'hui mener les choses plus loin, mais il s'avère tout aussi important de nous demander comment nous allons aujourd'hui opérer la transmission de l'humain. Pour le dire trop rapidement, la « loi du père » véhiculait d'emblée une légitimation de l'exception et donc ouvrait à des abus qui n'ont pas manqué, mais elle avait aussi la charge de canaliser la pulsionnalité de l'enfant pour qu'il puisse être capable de subjectiver au travers des mots, en un mot, la charge de l'humaniser. Aujourd'hui, c'est comme si on déniait cette double polarité, simplement parce que la reconnaître pourrait équivaloir à ne pas rejeter avec la vigueur qu'il faudrait le modèle du patriarcat, et donc l'asymétrie et la domination qu'il implique. On préfère alors simplifier la lecture et continuer à rejeter d'un bloc tout ce que recouvrait la domination patriarcale. Pourtant, cela ne nous facilitera pas la tâche. Car, même si d'aucuns en ont abusé, la domination patriarcale et masculine n'était pas qu'au service des mâles, elle était au service de l'humanité. Ceci, rappelons-le, ne justifie pas pour autant que cela se perpétue aujourd'hui.

Nous avons raison de ne plus être d'accord avec cette façon de faire et c'est une voie de progrès. Mais ce modèle allait au-delà de la prétention du père à ordonner le monde, il introduisait l'enfant à l'usage de la dimension symbolique. Cette « loi du père » était le levier dont nos ancêtres disposaient pour transmettre la condition d'être parlants. Comme je le disais, une fois que cette « loi du père » a été jugée obsolète, nous n'avons pas trop voulu savoir que cela délégitimait du

même coup les parents dans leur tâche d'inscrire leurs enfants dans cette condition d'être parlants. Et nous avons aujourd'hui affaire aux conséquences de cette délégitimation. Des parents ne savent plus ce qu'implique d'être parents, ceci valant surtout pour la fonction du père. Car la délégitimation dont je parle a évidemment opéré surtout sur l'intervention du père. En plus, nous sommes et restons dans le déni de cette difficulté, tant cela serait considéré comme tentative de remettre en place l'ordre patriarcal. S'ensuit par exemple, ce qu'on qualifie aujourd'hui de *burn-out* parental qui concerne de plus en plus de parents. La société s'est alors mise à riposter en mettant en place des soutiens à la parentalité. Mais on oublie que depuis que le monde est monde, être parent, cela allait de soi : c'était dès le milieu familial que les enfants avaient à intégrer leur futur métier d'humains. Toute cette organisation anthropologique qui a fonctionné durant des siècles se retrouve aujourd'hui battue en brèche, et cela aboutit à des impasses, car nous ne disposons plus du levier qui, hier, nous permettait de transmettre ce qu'exige l'humanisation. Il ne s'agit pas ici de seulement regretter la chose, il nous faut simplement la constater, et sereinement, sans non plus d'emblée nous interdire de la penser, sous le prétexte que ceci équivaldrait à vouloir restaurer le patriarcat. Devant ce fait, nous avons à nous demander comment nous allons transmettre la condition humaine, car nous sommes et resterons des êtres de langage. C'est ce qui définit notre espèce.

Que pensez-vous de ce mot d'ordre de « mettre fin à toutes les dominations » ?

C'est justement un avatar supplémentaire de notre méprise. Ce n'est pas parce que l'on mettra fin à la domination patriarcale ou masculine que la domination en tant que telle disparaîtra. Qui d'ailleurs pourrait soutenir qu'il nous soit possible de supprimer la domination ? Celle-ci se montre partout, dans le couple, dans l'école, au travail, dans les classes sociales... La domination existe du fait que les individus sont inmanquablement tous différents et, de plus, à des places différentes. Par exemple, pendant que je parle, vous vous taisez. La domination – en tout cas la prévalence de l'un sur l'autre – est donc déjà inscrite dans la structure de l'être parlant. Pas question de penser l'évacuer, mais par contre, nous pouvons et devons la relativiser... Mais justement, en laissant croire qu'il est possible d'abolir toute domination, on entretient un vœu pieux et, en supposant qu'elle puisse ne pas être, on se prive de construire les armes pour la combattre. En exigeant l'antiracisme, on prépare le racisme comme jamais, puisqu'on fait croire qu'il pourrait n'y avoir plus ce racisme, alors qu'il est indéracinable et présent chez chacun et que c'est seulement par le lent travail de la culture que nous pouvons nous en distancer.

Ne risque-t-on pas également de tomber d'une domination à une autre, de celle du patriarcat à celle de la technoscience ?

Vous avez entièrement raison parce que ce que nous ne voulons pas savoir, c'est qu'en nous référant à la technoscience, nous nous

rendons de moins en moins capables de soutenir une place de notre propre chef, et nous allons de plus en plus nous en remettre à ce qu'on appelle, par exemple, les procédures. C'en sera fini de quelqu'un que l'on rencontre, d'un interlocuteur à qui parler, on devra se contenter de lutter contre des procédures, des algorithmes, des évaluations chiffrées, des statistiques... toutes plus anonymes les unes que les autres. Bref du système présenté comme acéphale. Et ceci n'est pas une moindre domination ; elle pourrait plutôt s'avérer pire puisque nous n'aurons plus accès à celui ou à ceux qui l'auront produite...

Revenons au langage. Dans la postmodernité, la parole tourne à vide et en vient à se substituer aux faits, aboutissant aux délires de la « post-vérité ». La psychanalyse, qui a toujours défendu la capacité de langage du sujet, se verrait-elle dépassée sur son propre terrain ? Comment rétablir la vérité et donner droit au réel ? Le discours de la science serait-il un remède ?

Nous nous trouvons devant un problème identique à celui que je viens de vous évoquer. Hier, la vérité devait être et rester intangible car elle était la seule à dire ce qui était. Ainsi, par exemple, l'enfant était l'enfant de la mère, ça se savait indubitablement à l'accouchement, mais qui alors était le père ? Celui, bien sûr, que la parole de la mère désignait, mais aussi et surtout celui que la société légitimait. En l'occurrence, le mari de la mère. Nous savions pourtant bien que souvent ce n'était pas là, la vérité. Mais il a fallu attendre les avancées de la science pour pouvoir relativiser cette vérité-là et donner de la consistance à la réalité des faits qui était plus vraie que celle dite par la loi. On entend donc bien que cela peut être un progrès que de pouvoir relativiser la Vérité d'hier écrite avec une majuscule. Et que cela n'est possible qu'avec les avancées de la science qui aujourd'hui sont capables d'identifier le géniteur et éventuellement de contester une paternité. Mais une chose est de tenir compte de cette réalité nouvelle et de soutenir l'incertitude que la relativisation de la Vérité introduit, une autre est d'enlever, au nom de la post-vérité, toute valeur à la vérité, sous le prétexte qu'elle devrait plier face aux lectures subjectives. En ce sens, le discours de la science n'est certainement pas un remède. Je dirais qu'il permet certainement de relativiser une parole qui s'est souvent fait passer pour vraie sans supporter de remise en question. Mais ce faisant, il ne fait pas disparaître le trou – un réel – dont se soutient toujours une énonciation. Ce qu'exige une parole qui se soutienne, c'est de devoir toujours assumer ce « trou », et donc la négativité, le réel, l'absence de certitude, l'impossible. Mais aujourd'hui, c'est comme si le discours sociétal voulait faire disparaître la présence de ce trou et ainsi le lien entre le vrai et la réalité. Mais, comme l'avait très bien vu Orwell avec ce qu'il appelait « *la décence commune* », sa disparition ne peut que rendre le monde commun inhabitable. Car, comment faire monde commun si vérité et réalité ne constituent pas des ingrédients incontournables ? On est quand même frappé aujourd'hui de ce que toutes les opinions se valent. Au point que dans l'air ambiant, il devient parfois difficile à quelqu'un d'autorisé de soutenir ce qu'il pense tant il risque l'opprobre. Aujourd'hui, c'est votre parole contre



quement et économiquement prouvés, il n'y aurait plus besoin de parler, de s'engager dans sa parole ; communiquer suffirait. On le voit bien dans la politique actuelle, qui ne soutient plus vraiment le champ de ce qui s'appelle la politique lorsqu'elle se met sous la férule de l'économique. La génération de ceux qui ont, à juste titre, ébranlé la « loi du père » ne veut pas vraiment prendre en compte qu'elle a ainsi contribué elle-même à autoriser ce modèle de priorité à l'économique en se débarrassant de tout ce qui, de près ou de loin, désignait la place d'exception. Autrement dit, en croyant qu'au tout vertical d'hier, il s'agissait d'opposer un tout horizontal et en ne percevant pas qu'il fallait plutôt lire ce qui se passait comme le passage d'un « pastout » vertical vers un « pastout » horizontal.

Plus les normes et les règles s'imposent à nous, plus le subjectivisme s'exacerbe...

Vous avez certainement raison ; cela devient une manière de penser pouvoir se mettre à l'abri de ce qui est implicitement imposé. Mon ressenti devient alors mon apparente boussole, mais le problème, c'est qu'elle n'indique plus le nord. J'entends par nord le fait de vivre dans le collectif et de s'y référer, autrement dit de garder présente un peu de verticalité.

Se sentant totalement dominé par une technostucture, l'individu compense par une subjectivité débridée...

Oui, mais c'est alors une subjectivité appauvrie, limitée à la sensibilité, hors élaboration et hors lien au collectif. Elle n'est qu'individualiste, valorisant le ressenti immédiat ; elle n'est alors plus en dialogue avec les autres pour arriver à se faire entendre. Quand, en plus, vous savez qu'elle pourra se légitimer par le droit, vous comprenez que, mine de rien, elle ne peut qu'inciter au ressentiment, à la haine et donc tôt ou tard, si rien ne l'arrête, à la guerre civile.

Ce subjectivisme est le signe d'une désubjectivation, finalement...

Oui, car le sujet ne se réfère plus à une collectivité et perd la dimension de la vraie subjectivité qui est toujours en lien avec le collectif. Au fond, le « *C'est mon droit de penser comme ça* » va toujours de pair avec le « *Je ne pense pas vraiment* ». Nous sommes du coup dans la république des faux selfs. S'il suffit de revendiquer le droit de porter des cravates rouges, quel appauvrissement de la subjectivité ! Le modèle ancien introduisait d'abord des contraintes, mais une fois que l'enfant les avait acceptées, il avait le droit de dire son désaccord en vertu de sa singularité ; ceci lui demandait néanmoins un travail pour apporter ainsi sa pierre à l'universel. Aujourd'hui, on veut faire disparaître les contraintes car il faut d'abord reconnaître la singularité potentielle de l'enfant. Cela ne l'aide pas à trouver sa voie, et encore moins à la tracer mieux. Le sujet vient d'emblée avec le droit d'avoir une singularité qui ne doit alors plus se construire sur une opposition. Il n'a dès lors plus d'interlocuteur contre qui s'appuyer pour construire et soutenir sa singularité. C'est ce qui fait dire au philosophe coréen Byung Chul Han que nous sommes dans une société de la positivité, et non plus de la négativité, et que cela change la donne. L'implicité de la mutation fait que le social n'est plus positionné avant l'individu ; contrairement à jadis, il n'est plus cause, il est effet. Mais si le sujet prévaut aujourd'hui, comment fait-on pour « vivre ensemble » ? Ce n'est pas pour rien que cette expression s'entend aujourd'hui partout. Mais nous sommes toujours constitués d'abord par les autres, ne fût-ce que dans notre usage de la langue.

On parle souvent du sentiment de honte qu'éprouverait l'individu contemporain face à l'empire de la technique, à la bureaucratie et à la réalité post-coloniale, entre autres. Même si cela n'est pas faux, je soutiens au contraire que le sujet néolibéral est arrogant, fier de lui-même et de ses choix de vie, est complaisant envers ses propres agissements...

Je crains que vous n'ayez raison.

L'individualisme des Lumières n'a-t-il pas muté aujourd'hui en hyper-individualisme ? Le cas échéant, quelle différence faites-vous entre les deux ?

La question de l'individualisme est liée à cette bascule. Jadis, le modèle était transmis presque sans aucune possibilité de le modifier. C'était l'hétéronomie, la toute-puissance du collectif ; elle a été attaquée à partir du XVI^e siècle ; ce n'est qu'à partir des années 1970 qu'elle a été définitivement balayée. Aujourd'hui, l'individu prévaut. Un individualisme spontané s'est même mis en place, et personne n'y échappe. Mais une fois que l'on est individualiste, on ouvre la voie à tous les excès de l'individu, comme par exemple le transhumanisme, qui promet de guérir toutes les souffrances de l'humanité. Autrement dit, *l'hubris* s'est démocratisée.

Les menaces globales devraient nous ouvrir les yeux et nous amener à réfléchir à notre soif de libertés individuelles...

Certes, mais comme chacun donne surtout crédit à ses envies personnelles, nous sommes plutôt mal partis !

Sens de l'effort et soustraction de jouissance, ne sont-ce pas deux conditions d'un nouveau pacte social ?

On peut le dire comme ça, mais reconnaissez que ces deux choses ne sont pas au programme ! À propos de soustraction de jouissance, c'est le propre de l'humain de se fonder sur une limite non pas tant interdictrice que constituante, comme l'avait avancé Camus à propos d'un dire de son père : « *Un homme, ça s'empêche !* », formulation qui dit ce qu'implique l'humain et pas seulement le patriarcal ! Mais le problème du mutant, c'est qu'il peut n'avoir plus cela à son programme. Comment remettre cette exigence à l'ordre du jour ? Ce serait là que résiderait le vrai progrès. S'en suivrait l'intérêt du sens de l'effort. Donner de l'importance à l'horizontal est en soi un projet qui pourrait davantage être respectueux de la singularité, mais pas au prix d'abaisser la verticalité. Quelque chose nous dépasse tous et reste à jamais inatteignable, ce que j'appelle une transcendance immanente.

L'idéologie libérale semble avoir conquis définitivement les esprits. Comment pourrait-elle refluer autrement que par une démarche thérapeutique individuelle ?

En principe, ce devrait être la tâche du politique d'impulser cela. Mais pour ce faire, il faut qu'il dispose d'autorité. Lutter contre les dérèglements climatiques à l'échelon individuel, c'est gêné mais insuffisant. On pourrait avancer que l'idée même d'individu est un mensonge. Il n'y a qu'un sujet marqué par le social dont il vient, à partir duquel il a constitué au mieux sa singularité, par individuation, ce que j'appelle l'aut(r)onomie. C'est ce qui doit se mettre en place dans l'enfance d'un sujet. Cet apprentissage si on peut le dire ainsi, fonctionne par fenêtre temporelle. Il y a un âge pour apprendre à lire, entre 5 et 8 ans. Après, ça devient immensément plus compliqué.

Cette notion de fenêtre temporelle est niée actuellement, notamment dans le cas des parentalités tardives qui sont décidées au nom de l'amour, sorte de mot magique qui assurerait que tout va très bien se passer...

L'amour, il faut savoir ce que l'on vise par là ! Cela reste une valeur déterminante, mais à la condition que ce ne soit pas que l'amour maternant, inconditionnel, qui soit désigné. Or, n'est-ce pas un peu ce que l'on est en train de valoriser aujourd'hui ? Dans le film *Beautiful Boy* de Félix Van Groeningen, un père aime inconditionnellement son fils tombé dans la drogue, essaie de l'aider constamment et par tous les moyens à sortir de son addiction. Mais plus le père redouble d'attention, plus le fils s'enfoncé dans son problème. C'est quand il reconnaît son impuissance et lui signifie que chacun, à un moment donné, est responsable de son existence, que les choses commencent à s'améliorer pour le fils, certes au risque de sa mort. La spécificité de ce qu'apportait la « loi du père », c'était de présentifier l'absence ; cela est donc étroitement lié au langage. Parler, c'est rendre présent ce qui est absent. Aujourd'hui, seule la présence compte et sans cesse l'on voit des personnes espérer obtenir par un supplément de présence ce qui ne peut s'obtenir que par de l'absence. C'est tout le modèle actuel de l'accompagnement, certes important, mais le moment de lâcher la main l'est tout autant !

Le clivage droite/gauche fait-il toujours sens pour vous ?

Il est ébranlé, en tout cas. Gauche et droite ont opté pour la défense du libéralisme, la première s'occupant du versant culturel et la seconde du versant économique, pour aller vite et pour faire référence aux travaux de Jean-Claude Michéa. Ce bouleversement est lié à la mutation que je viens d'évoquer, je pense. La sensibilité de gauche existe toujours, celle qui veut prendre en considération les gens les moins favorisés. Mais l'individualisme a changé cela. À droite, il signifie « *mon argent, mes affaires* », à gauche, « *ma singularité, mon identité* ». Je ne me reconnais pas dans cette dualité-là. Y a-t-il une alternative, une autre façon de faire ? Je n'ai pas la réponse...

Propos recueillis par Bernard Legros, novembre 2018

la mienne, la mienne contre la vôtre ! Il y a là à l'œuvre une dégradation du statut de la parole. Celle-ci doit pourtant continuer à engager la subjectivité et en même temps accepter de se confronter à ceux qui la contestent.

Chez mes élèves adolescents, il y a fréquemment confusion entre faits et opinions...

C'est la conséquence de cette relativisation sans bornes. La vérité du fait devrait désormais céder devant la vérité du ressenti singulier. Toute opposition ne peut alors que devenir blessure narcissique et ceci ne peut que s'aggraver chaque jour davantage, en même temps que la réalité du fait est de plus en plus estompée. Nous devrions d'ailleurs être attentifs à ce que cela ne peut qu'engendrer de la violence supplémentaire. C'est une conséquence de ce que nous voulons être tous sur le même pied, à égalité, dans un monde purement horizontal, le résultat de notre croyance implicite dans un système qui peut entièrement se passer de la place d'exception, autrement dit, d'un minimum de verticalité. Ceci engendre que chacun a non seulement droit au chapitre, comme on le disait, mais fait chapitre à lui tout seul, face à d'autres qui eux aussi font chapitre. Nous voilà alors paradoxalement tous devenus des exceptions ! Mais comment en ce cas faire encore monde commun ? On se trouve à nouveau devant deux possibles ; soit on reconnaît qu'il s'agit de relativiser la Vérité, soit l'on pense que toutes les vérités, fussent-elles subjectives, désormais se valent. La chose se complique encore si à chaque fois que je rappelle la réalité imparable des faits, ceci est entendu comme une volonté de résurgence de la Vérité d'hier.

Comment expliquer ce fait apparemment paradoxal : l'objectivation de la vie sociale, sous la férule de l'économie et de la technoscience, génère en retour un subjectivisme débridé, au point que l'on peut parler d'une tyrannie des vies privées et des subjectivités qui s'impose à la sphère publique. Ce subjectivisme n'est-il pas d'ailleurs le signe d'une désubjectivation ?

Vous pouvez effectivement le dire comme cela. L'économie et la technoscience, qui objectivent la vie sociale, entérinent en effet le processus de dérélition de la parole. Devant des faits scientifi-

CE PRINTEMPS, ENFIN !

« Au printemps de quoi rêvais-tu,
Vieux monde clos comme une orange,
Faites que quelque chose change,
Et l'on croisait des inconnus
Riant aux anges ».

Jean Ferrat

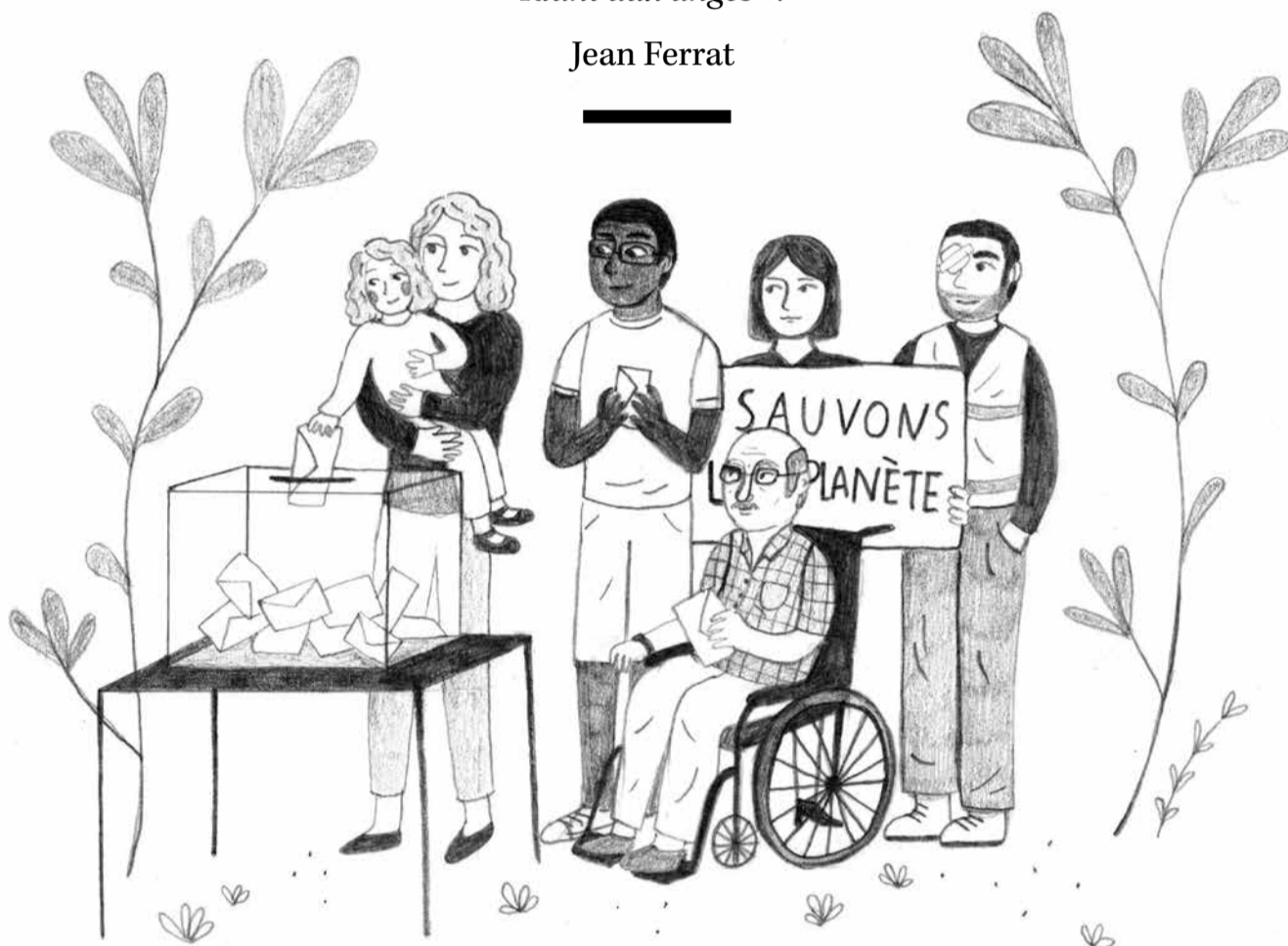


Illustration: Léa Décan

Nombreux étions-nous à trépigner d'impatience, l'an dernier, lorsqu'était évoqué le printemps de 68. Tout cela, cette attente de « quelque chose » en souvenir de ce mois de mai de légende, quitte à ce que ce soit n'importe quoi ou à peu près, était au fond bien puéril, j'en suis parfaitement conscient. Mais enfin, comme le dit la sagesse populaire, « on ne se refait pas » ; et il y a des rêves et des espérances qui ont du mal à s'effacer. Et, parfois, sans crier gare « quelque chose » survient, à quoi nul ne pouvait s'attendre ; comme une comète venue de nulle part, illuminant la nuit et répandant partout une lumière fraîche et joyeuse.

Ainsi de ces infatigables gilets jaunes, qui depuis de déjà longues semaines, de samedi en samedi dans toutes les villes, sur les ronds-points de France et de Navarre, à la Une des gazettes, sur les plateaux des télévisions et les réseaux sociaux, occupent le devant d'une scène où se jouait, depuis si longtemps, trop longtemps, un spectacle devenu par trop contre toute attente, il arrive que les rêves reprennent corps, que des événements surgissent, comme venus de nulle part. Nombreux sont ceux qui observent, analysent et décortiquent avec le plus grand sérieux un mouvement qui n'a d'équivalent que dans la grande révolution de 1789, le front populaire ou les mois de mai-juin 1968. Tous s'accordent aussi pour dire et dénoncer une répression de grande ampleur qui ne tient pas seulement aux multiples exactions des forces de police mais, aussi, au caractère de plus en plus autoritaire d'un pouvoir qui n'a de cesse de promouvoir lois et consignes qui ont pour objet la criminalisation et la judiciaire de toute forme de contestation sociale. Par certains côtés, la chose est même parfois cocasse quand on voit que le simple fait de décrocher le portrait du président des murs des mairies est passible de peines absolument disproportionnées, on en viendrait à souhaiter que le ridicule tue. Mais, assurément, les coups, les blessures, les menaces de toutes sortes n'ont que peu d'effet sur la détermination des gilets jaunes qui en sont à imaginer, lors de rassemblements où la parole

est reine, une foule d'actions parallèlement aux démonstrations de rue qui restent à l'ordre du jour, malgré les intimidations de toutes sortes. Il ne fait aucun doute – malgré les chiffres fantaisistes du ministère de l'intérieur – que le mouvement est loin de s'essouffler ; les images venant de partout et visibles sur les réseaux sociaux sont là pour en témoigner. Mais attendons la suite. Lorsque vous aurez cette chronique sous les yeux, le temps aura passé, le président Macron y sera allé de grandes et, qui sait, surprenantes déclarations et promesses, consécutives à la synthèse du Grand Débat, les élections européennes seront en vue avec, peut-être, là aussi, des surprises de taille, qui réduiront à rien les innombrables sondages qui auront précédé, bref, nous aurons de quoi nous réjouir ; ou non.

ILS NOUS PRENNENT POUR DES CONS !

En attendant, revenons « chez nous » et à nos petites affaires... Nous aurons assisté, avec soulagement pour beaucoup d'entre nous, à la fin du tristement célèbre gouvernement Michel-De Wever et, concomitamment, au lancement de la campagne pour les prochaines législatives et, accessoirement, européennes, avec son lot de cocasseries et d'outrances de toutes sortes. Où l'on voit que ces « gens-là » nous prennent littéralement pour des demeurés, voire même pour des cons, mais ce n'est pas nouveau. Voyez le Mouvement Réformateur qui effectue un virage à 180° – plus ce n'est pas possible et on s'en réjouira – passant, comme par magie, de l'hyper-libéralisme au gauchisme le plus débridé, (les détails sont visibles sur internet en attendant les tracts, affiches et autres supports papier qui ne vont pas manquer d'envahir nos boîtes à lettres). Reste à espérer que les électeurs n'aient pas oublié les innombrables attaques menées contre les plus fragiles, les malades et

autres assistés et au détricotage de ce qui nous restait de services publics. Mais enfin, à les en croire, tout ça c'est terminé ! Place à la justice sociale, aides accrues à ceux qui en ont le plus besoin, fin des discriminations de toute nature, guerre à la fraude fiscale des méchants riches et j'en passe – et pardon si j'en mets une couche mais tout cela est vraiment trop drôle ! Et je vais être honnête et ne pas passer sous silence la non moins rigolote campagne du parti à la rose au poing-mais-pas-dans-la-gueule, restons courtois malgré ce qui nous différencie – si peu – de ces vilains libéraux ; nous allons revenir aux fondamentaux et redevenir LE parti des travailleurs et ce ne sont pas ces dangereux Marxistes-Léninistes-Mao-Spontex du PTB qui prendront notre place, il ne faut pas exagérer. Encore que, là... il y aura sûrement des surprises. Pour le reste, ne manquons pas de signaler à nos lectrices et lecteurs le confortable pantouflage à venir de nombreux élus du MR et du cdH recasés dare-dare dans telles et telles structures publiques.

Pour en terminer, toutes mes félicitations et l'expression de mon plus profond mépris à ces « décideurs », qui, ces derniers temps et un peu partout dans les villes et villages du Royaume, le long des voies ferrées et des autoroutes, ont entrepris avec une fougue peu commune, l'abattage de centaines voire de milliers d'arbres parfaitement innocents. Cela, dans la foulée des démonstrations des jeunes et moins jeunes en faveur d'une Loi Climat qui, soit dit en passant, n'aurait constitué qu'une possible et éventuelle piste d'envol pour des projets et décisions d'importance dont on voit mal comment nos chers élus, toujours en retard d'une guerre, auraient pu mesurer l'ampleur.

Allez ! Rendez-vous dans les isolements, faites les meilleurs choix possibles en vos âmes et consciences ; on reparlera de tout cela dans le 40^{ème} numéro de notre cher et irremplaçable *Kairos* !

Jean-Pierre L. Collignon

ON NE PEUT PAS IGNORER LA POLLUTION LUMINEUSE

Depuis un peu plus d'un siècle, l'éclairage artificiel fait partie intégrante de notre mode de vie. Au cours des dernières décennies, l'éclairage d'intérieur comme l'éclairage public se sont développés à un rythme accéléré. Les activités humaines sont le plus souvent inséparables de l'éclairage artificiel au point que, mis à part en rase campagne, l'obscurité est devenue rare. Si cela accroît en principe le sentiment de sécurité pour les humains, les conséquences pour les espèces animales adaptées à la vie nocturne ne peuvent être sous-estimées. À l'heure où les cris d'alarme se multiplient concernant l'effondrement de la biodiversité, il n'est pas inutile d'attirer l'attention sur les perturbations provoquées par l'éclairage artificiel sur la faune sauvage, oiseaux et insectes en particulier.

Évoquons en priorité les oiseaux migrateurs qui, pour la majorité d'entre eux, se déplacent la nuit. Des espèces comme les passereaux et les canards utilisent comme repères, outre le champ magnétique terrestre, la position des étoiles dans le ciel nocturne pour s'orienter en suivant des corridors bien déterminés. La lumière nocturne et les halos lumineux qui se forment autour des villes font perdre leur capacité d'orientation aux oiseaux, provoquant des collisions entre eux ou avec les structures urbaines. Ils sont, à proprement parler, déboussolés.

Les insectes, quant à eux, sont touchés du fait de leur attrait pour la lumière. Le cas des papillons de nuit est bien documenté. C'est ainsi que le sphinx tête de mort, un des plus grands papillons d'Europe s'est fortement raréfié, victime certes des insecticides mais aussi de la pollution lumineuse. On ne peut évidemment oublier d'évoquer aussi les lucioles qui communiquent entre elles en émettant leur propre lumière. L'éclairage nocturne perturbe leur comportement et met en péril leur capacité de reproduction. Une autre espèce souffre aussi particulièrement de la lumière nocturne ; celle-ci perturbe en effet ses habitudes de chasse. Il s'agit du grand rhinolophe, une chauve-souris, incapable de chasser lorsque l'obscurité n'est pas totale.

LE MIRACLE DES LED'S ?

On voit bien que la réduction de l'éclairage nocturne par élimination des équipements et infrastructures superflus et surtout par autolimitation des besoins non essentiels, comme les illuminations prolongées ou les enseignes commerciales en fonctionnement ininterrompu, devient un choix politique écologiquement justifié. La politique actuellement évoquée pour réduire la demande en électricité n'évoque pourtant pas ce type de réponse. Elle consiste plutôt à se tourner vers les nouvelles technologies réputées plus performantes, en termes d'efficacité énergétique. Il s'agit des LED'S (lampes à diode électroluminescente) présentées comme dotées de nombreux atouts, le principal étant un rendement énergétique élevé. Les LED'S ont par ailleurs une durée de vie annoncée a priori largement supérieure à celle des autres moyens d'éclairage en plus de divers avantages techniques qui expliquent leur succès grandissant. Aujourd'hui, les LED'S ont conquis le marché tant pour nos usages domestiques que pour l'éclairage public et les applications commerciales.

S'agit-il d'une solution miracle ? On serait tenté de le croire. J'avoue avoir été moi-même séduit par une technique si prometteuse au plan énergétique. Cependant, il faut tempérer son enthousiasme et prendre en considération l'aspect qualitatif de la lumière émise par les LED'S. Comme le déclarait déjà l'ANSES en 2010 dans un rapport d'expertise¹, l'éclairage LED se distingue totalement des autres techniques d'éclairage par ses aspects sanitaires. D'une part, les LED'S présentent une luminance beaucoup plus élevée que les autres sources lumineuses² du fait de leur caractère ponctuel (la luminance est l'intensité lumineuse par unité de surface émettrice). Cette forte luminance peut provoquer des situations d'éblouissement potentiellement dangereuses pour l'œil. Il est donc indispensable d'éviter toute utilisation des LED'S qui ne masque pas les LED'S à la vue directe des usagers. D'autre part, le spectre de la lumière émise se caractérise par un déséquilibre dans la partie bleue où apparaît un pic d'intensité important. Or la lumière bleue

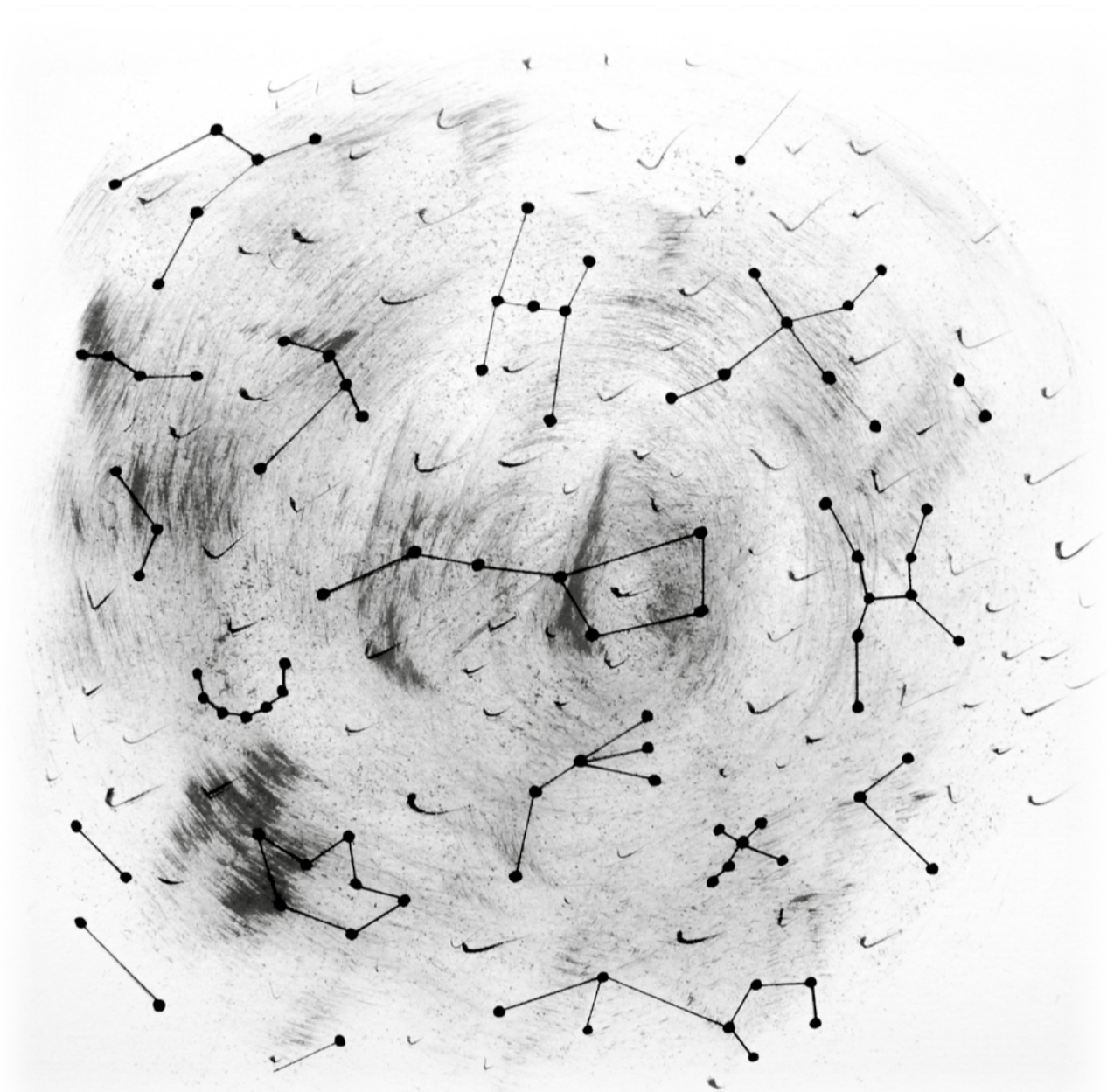


Illustration: Léonore Frenois

est particulièrement phototoxique pour l'œil. Par ailleurs, la lumière des LED'S, fondamentalement différente de la lumière naturelle, avec son déséquilibre dans la partie bleue, expose à un risque de dérèglement de l'horloge biologique et par conséquent des rythmes circadiens. Ce dérèglement de l'horloge biologique peut induire des effets métaboliques et thymiques (dépression, troubles de l'humeur, insomnies...). Pour ce qui est de l'éclairage public, il est à mon avis non pertinent de se précipiter dans une politique de recours généralisé aux LED'S.

Comme le faisait judicieusement remarquer Francis Leboutte³, l'annonce faite par le Ministre wallon en charge de l'énergie de remplacer les luminaires équipés de lampes à décharge par des luminaires LED sur le réseau routier wallon ne se justifie en aucun cas en termes de choix énergétique. Il aggrave en outre la situation en termes de protection de la biodiversité. Des scientifiques allemands, comparant les avantages et les inconvénients des différents types d'éclairage routier ont montré que les effets sur les insectes de la qualité de l'éclairage sont importants. En particulier, les lampes à vapeur de sodium, celles qui devraient céder la place aux LED'S s'avèreraient même bénéfiques avec leur lumière orange...

Pour les applications domestiques, le choix des LED'S mérite réflexion au vu des inconvénients qualitatifs mis en évidence d'autant plus que la technologie évolue très vite, ce qui justifie a fortiori la prudence. Cette prudence, il s'agit de la pratiquer également en ce qui concerne l'exposition aux écrans. En effet, les LED'S, en raison de leurs performances mais aussi de leur petite taille et de leur résistance aux chocs sont utilisés de façon généralisée pour le rétroéclairage des écrans d'ordinateurs, des téléphones portables, des téléviseurs, tablettes numériques et smartphones.

Plusieurs études publiées récemment (2017-2018) font état de la chute de sécrétion de la mélatonine, l'hormone de l'horloge bio-

logique, chez les étudiants et les enfants exposés en soirée aux écrans des tablettes et smartphones, avec en conséquence, un sommeil fortement perturbé. On est confrontés à un grave problème de santé. Les enfants et les adolescents d'aujourd'hui passent beaucoup trop de temps devant les écrans. Pour certains, cela entraîne une véritable addiction, très dommageable potentiellement pour leur santé⁴. Si aux risques déjà bien documentés dus à l'exposition aux micro-ondes et à la surcharge cognitive s'ajoutent les risques pour la vision et la perturbation du rythme circadien, il y a urgence à agir par une campagne d'information sérieuse. Il y a aussi urgence à se réinterroger sur le bien-fondé d'une éducation en milieu scolaire basée sur le recours permanent aux écrans et aux technologies numériques.

On voit bien que la pollution lumineuse, plutôt que de régresser, est en voie de s'accroître et de toucher en premier les enfants, c'est-à-dire les plus vulnérables d'entre nous.

Une dernière remarque pour signaler que les valeurs limites d'exposition en vigueur relatives au risque lié à la lumière bleue sont définies pour éviter des lésions aiguës de la rétine. Elles ne sont pas adaptées pour protéger les populations des effets sanitaires liés à des expositions répétées et sur de longues périodes.

Paul Lannoye, président du Grappe

1. ANSES : LED- Diodes électroluminescentes. Effets sanitaires des systèmes d'éclairage utilisant des diodes électroluminescentes ; octobre 2010, <https://www.anses.fr/fr/content/led-diodes-%C3%A9lectroluminescentes>.
 2. La luminance des LED'S est au moins 1000 fois plus élevée que celle des sources classiques.
 3. Voir *Kairos* de février-mars 2019, p.24.
 4. Voir « Les écrans ou la fabrication de l'autisme », *Kairos* février-mars 2018.

GILETS JAUNES, LA BRÈCHE...

Si le combat de la lutte des classes « s'est déroulé sans haine, ni violence, ni conflit, [c'est grâce] à un travail discret et méthodique qui a visé à rendre ces trois décennies totalement invisible la majorité des catégories populaires, c'est-à-dire la majorité de la population ». (...) « La manifestation, la lutte avec les corps intermédiaires, les syndicats ne modifieront en rien les rapports de force. Et ce pour une bonne raison : les classes dominantes ont intégré depuis longtemps toutes ces formes de contestation »¹.

En une nuit, des centaines de millions d'euros récoltés pour Notre-Dame embrasée, en provenance directe des comptes bancaires des plus grosses fortunes et autres multinationales, friandes d'évasions et paradis fiscaux : Arnault, Pinault, Bettencourt, Total, Bouygues et autres mécènes ultra-riches. Si le contraste avec la misère de millions de Français frappe, comme à l'habitude la caste médiatique ne s'en offusquera pas. Leur silence est à la mesure de leur acceptation tacite du monde tel qu'il est et va. Porte-parole de la pensée bourgeoise, ils ne perçoivent pas, dans leur tour d'argent, à l'abri de toutes idées réfractaires et de la misère du monde galopante, le ver qui est dans le fruit, s'occupant seulement de faire blinquer la surface d'un système nocif et corrompu. Pour eux, « tout n'est pas parfait dans notre petit royaume. Mais, globalement, il fait bon vivre en Belgique »². Certes, les murs de leurs habitations et, surtout, ceux de leur esprit, protègent ces « couches supérieures intégrées » du gouffre entre « leur » monde et la réalité cinglante de celui des classes sociales défavorisées : « Pour 68% des cadres, la mondialisation est une opportunité alors qu'elle est perçue comme une menace par 74% des ouvriers. De même, pour près de trois cadres sur quatre (72%), la France doit s'ouvrir davantage au monde d'aujourd'hui alors que 75% des ouvriers pensent qu'elle doit s'en protéger. La fracture avec le politique est encore plus nette dans les classes populaires. 87% des ouvriers pensent que le système démocratique fonctionne mal et que leurs idées ne sont pas bien représentées, alors que cette idée est stable chez les cadres à 65% »³.

La soumission de la Belgique, de la France et de la planète entière aux lois du marché ne pouvait mener à une démocratisation de ses effets « modernes »⁴. Là où les uns profitaient de la mobilité, de la libre circulation, de la ville, d'écoles et d'hôpitaux de qualité, d'espaces verts..., les autres, une majorité, subissaient de plein fouet les dégâts collatéraux d'un système profondément inégal, relégués aux périphéries de ce spectacle démocratique. Avec comme effet d'opérer la complète disparition des classes populaires des radars politiques et médiatiques⁵ : « L'adaptation de l'économie française aux règles de l'économie-monde, à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des hommes a donc un coût dissimulé : celui de la mise à l'écart des classes populaires. En quelques décennies, la mondialisation a permis aux classes dominantes de se délester, en douceur et sans contestation majeure, des catégories désormais inutiles au nouveau modèle économique »⁶. Et lorsque ces « catégories inutiles », délaissées par une gauche qui dès 1984 en France se focalisera sur les combats sociétaux au détriment de la défense du prolétariat, se retranchera sur le vote FN, la caste dominante n'y verra qu'un retour de la « bête immonde », sans même imaginer que « la montée de l'abstention ou du vote FN ne sont pas des indicateurs d'anomie, ou le signe d'une progression irrationnelle du « populisme », mais la preuve d'une émancipation par le bas d'une part majoritaire de la population. Ces « affranchis » sont en train de remettre en cause l'essentiel de la doxa des classes dirigeantes qui n'ont toujours pas pris la mesure du gouffre idéologique et culturel qui les sépare désormais des classes les plus modestes. Ces dernières, qui n'acceptent plus aucune forme de tutorat ni politique ni intellectuel, développent le propre diagnostic de la société : le « populisme » selon la terminologie des élites. Mais se poser la question du populisme, c'est déjà tomber dans le piège de la mise à distance des classes populaires. Ce a priori récurrent depuis une trentaine d'années permet de délégitimer leur discours. En effet, l'approche de la crise par le « populisme » vise à décrédibiliser les réactions des classes populaires et, pour finir, à occulter les causes du rejet des classes dirigeantes. Cette rhétorique aboutit à exonérer la responsabilité des partis de droite et de gauche.

Il s'agit, en fait, de rendre illégitime la contestation des choix économiques et sociétaux effectués par les organisations ayant exercé le pouvoir, quelles que soient leurs étiquettes »⁷.

« RAS LE BOL DES ANTI-TOUT. VOUS N'ARRÊTEREZ PAS LE PROGRÈS »

Incontestables aussi, les choix technologiques faits par les élites. Ceux qui oseront les critiquer et dénoncer l'illusion numérique qui ne nous sauvera pas, ont droit aux mêmes diatribes, cynisme et condescendance des élites politico-médiatiques porteuses de la bonne parole du progrès. N'est-ce pas Michel De Muelenaere, journaliste au *Soir* depuis 1992 qui, alors que les organisateurs d'une conférence sur les compteurs communicants lui transmettaient le communiqué de presse⁸, répondra « Ras le bol des anti-tout. Vous n'arrêterez pas le progrès ». On n'arrêtera pas le progrès, certes, surtout tant qu'il y aura autant de héros comme lui pour le propager et taire ses dommages intrinsèques.

Ceux qui remettent en question le progrès dérangent profondément les certitudes des dominants et des sous-fifres médiatiques qui les servent. Leur morgue n'est dès lors qu'une forme d'atténuation publique de leur haine profonde vis-à-vis des classes dominées, et il en faudrait peu pour qu'ils répètent l'histoire des meurtres de masse dont l'Occident n'a tiré aucun enseignement. Yves Calvi dira, évoquant les gilets jaunes : « Et ces gens-là, à un moment, l'acte de police consiste à aller mettre ces gens... la seule solution c'est dans un stade, avec tout ce que ça provoque sur le plan historique et imaginaire. Après, on pourrait dire qu'aujourd'hui ils sont prévenus »⁹. Lequels de ces chiens de garde, médias, politiques et intellectuels, employés du capital, se plaindraient qu'on élimine en douce ces empêcheurs de progresser en rond ?¹⁰ Oui, ils sont prévenus, et s'ils ne l'entendent pas et persistent à ne pas voir comment ce monde est bon, ils périront « dans des stades », que les policiers « se servent de leur arme une bonne fois, ça suffit » (dixit Luc Ferry). Cela peut étonner, pourtant c'est la réalité quotidienne d'un monde qui a érigé l'inégalité en valeur et la course au profit en principe. N'est-ce pas Macron qui disait qu'« il faut des jeunes Français qui aient envie de devenir milliardaires » ? Et pour cela il faut des êtres qui crèvent dans la misère.

Dans ce contexte, il devient dès lors indécent d'oser encore débattre sans rappeler d'emblée la réalité de la fuite fiscale, de l'écart de richesses ou du pouvoir destructeur des multinationales. Pour éluder ces questions dérangeantes, les philanthropistes, qui participent chaque jour un peu plus à la destruction du monde, proposeront via leur porte-parole présidentiel, de réparer la Notre-Dame en 5 ans ; ils ne feront pas de même pour la nature ou la société. On nous focalisera alors sur ces symboles qui créent l'unité : le terrorisme comme Notre-Dame, tout le monde s'y retrouve. Leur générosité n'est pourtant que spectacle servant à occulter leur avarice et leurs rapines. Donner, ça rapporte : « Le secteur de la charité est une des industries les plus florissantes de l'économie mondialisée [...]. Ce déluge de philanthropie a contribué à l'avènement d'un monde où les milliardaires concentrent toujours plus de pouvoir sur les politiques d'éducation, l'agriculture mondiale et la santé comme jamais auparavant »¹¹.



Illustration : Blandine Denis

L'État redoublera dès lors de violence à l'égard des pourfendeurs de l'illusion démocratique, tout en continuant à alimenter le spectacle. « J'assume parfaitement de mentir pour protéger le président », nous disait Sibeth Ndiaye, directrice du service de presse à *L'Express* (Juillet 2017). L'arrestation de Julian Assange¹² marque de ce fait dans cette période historique la volonté de museler la vérité en faisant des victimes qui serviront d'exemple. Notre longue interview de ce dossier avec Andrea, gilet jaune belge, met en évidence en Belgique cette même volonté, ici en étouffant dans l'oeuf la contestation et la réprimant avant qu'elle ait même lieu, par une arrestation préventive sur base de propos tenus sur Facebook. Le second article, celui de Jean-Claude Paye, montre à son tour la place de la police dans la contre-insurrection étatique, poussant également la réflexion sur ce que l'auteur considère comme une disparition de la dimension de classe, avec une autre couche prolétaire, au rapport de force, selon l'auteur, beaucoup plus faible.

Il est à souhaiter qu'à un moment, une fraction de la classe moyenne choisisse son camp, décidant de ne plus tomber dans ce mépris de classe ignoble qui ne sert qu'à occulter l'inégalité profonde de ce monde et éviter que ceux qui en sont le plus victimes ne se réveillent.

Alexandre Penasse

1. Christophe Guilluy, *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion, 2014, respectivement p.10 et p. 130.
2. Introduction à une conférence donnée par l'éditorialiste en chef du quotidien la Libre Belgique, Francis Van de Woestyne.
3. Christophe Guilluy, *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*, Ibid., p. 75-76.
4. Nous ne développerons pas ce sujet ici, mais comme l'indique Christophe Guilluy, par exemple dans le domaine de la mobilité : « Le discours consensuel sur le « droit à la mobilité » masque une réalité incontournable : si les catégories modestes se déplaçaient autant et aussi loin que les catégories supérieures, ce serait le « week-end du 15 août tous les jours » ! Personne ne le souhaite. Si les « prolos » étaient aussi mobiles que les catégories supérieures, les axes routiers seraient saturés, les grandes villes paralysées, les sites touristiques deviendraient inaccessibles... », Ibid., p.118.
5. Sauf pour les railler sous les traits du « beauf », dans diverses émissions télévisées.
6. Christophe Guilluy, *La France périphérique, comment on a sacrifié les classes populaires*, Ibid., p. 129.
7. Ibid., p. 89-90. Il est intéressant à ce sujet de voir comme le FN devient, selon la conjoncture, parfois fréquentable, même hautement. Voir à ce sujet Médiacritique(s), avril-juin 2019.
8. Communiqué de presse : « Pourquoi veulent-ils jeter nos compteurs d'électricité? », 18 avril 2019.
9. Pour un florilège de cette haine médiatique du gilet jaune, voir « Gilets jaunes : chez les vrais incendiaires », 22 avril 2019, www.la-bas.org.
10. Voir « Petit à petit en arriver à justifier qu'on tue les gilets jaunes... démocratiquement, cela va de soi », http://www.kairospress.be/article/petit-petit-en-arriver-justifier-quoi-tue-les-gilets-jaunes-démocratiquement-cela-va-de-soi
11. Lindsey McGoe, cité dans *L'art de la fausse générosité. La fondation Bill et Melinda Gates*, Lionel Astruc, Actes Sud, 2019.
12. Comme, à un autre niveau, celle de Gaspard Glanz, le 20 avril lors de l'acte 23 des gilets jaunes.

GILETS JAUNES : NOUS LEUR LAISSONS LA PAROLE, ILS VEULENT LES FAIRE TAIRE

Nous avons rencontré Andrea Mai lors d'une manifestation des gilets jaunes à Bruxelles, alors qu'il interpellait un policier, exprimant sa révolte et ses peurs sur ce monde invivable qui se dessine chaque jour. Nous l'avons revu pour une interview. Ses propos témoignent d'une grande lucidité, celle-là même qui est absente des cénacles de ce pouvoir qui exècre les gilets jaunes.

Andréa, on s'est rencontrés le 15 décembre. C'est toi qu'on voit sur cette vidéo que Kairos a réalisée. Explique-nous ce qu'il s'était passé...

Pour moi, le mouvement a commencé le 15 novembre, dès les premiers appels à la manifestation. Nombreux ont pris ce combat à bras-le-corps en partageant sur les réseaux, on en a discuté entre nous, des groupes se sont créés...

Suite à ce qui s'est passé en France ?

Les blocages ont commencé le 16 novembre en Belgique, alors que les actes du samedi avaient débuté en France. C'est à partir du 7 décembre qu'il y a eu des manifestations chez nous, ce jour où les deux voitures de police ont été brûlées. Je m'y étais rendu avec un ami, nous avons vu les manifestants bloqués face aux autopompes. Il était évident que les premières hostilités n'avaient pas été lancées par les gilets jaunes.

Qu'est-ce que tu défends en allant à ces manifestations ?

Ma fille a 6 ans, et je ne veux pas la laisser dans ce monde-ci. Il y a de la corruption partout ! Pour le moment une chose magnifique est en train de se passer. La première revendication, c'était la taxe essence, sur laquelle les médias ont insisté. Mais au fil des rassemblements, on a découvert ensemble que le problème était bien plus vaste et qu'il concernait la politique en général, les lobbies industriels, pharmaceutiques, les banques... Le mouvement se rapproche maintenant plus d'une révolution populaire.

Tu ressens un début de révolte en Belgique autant qu'en France ?

Oui, mais il faut comprendre que nous sommes à Bruxelles, la capitale de l'Union européenne, celle qui a voulu l'oppression des peuples. Depuis, toutes les taxes sont tombées, beaucoup de lois ont été changées. Donc, c'est normal que ce soit plus difficile, ici à Bruxelles, de se faire entendre qu'à Liège, Namur ou Charleroi, où ils n'ont pas ces problèmes-là. C'est pour ça que j'essaie d'amener les gens ici. Le premier week-end, nous étions environ 3.000 personnes, mais ça a diminué ensuite, à cause de la désinformation, mais aussi du fait des arrestations et des manifestants mis dans les écuries à Etterbeek. Pourtant, Bruxelles est le plus beau signe, en tant que gilet jaune. S'il n'y a plus de révolte ici, il n'y aura plus que des manifestations autorisées comme dans les autres villes, ce qui n'apportera rien. La seule chose qu'on a soi-disant gagnée, c'est la démission de Charles Michel, mais elle n'est en rien due aux gilets jaunes. C'est la N-VA qui a quitté le gouvernement pour essayer de prendre l'avantage pour les élections en mai.

Tu penses que les gilets jaunes ne gagnent pas parce qu'ils ne sont pas assez nombreux ?

Oui, car si nous étions plus nombreux nous pourrions affirmer que nous représentons le peuple. Je pense qu'on représente vraiment les classes sociales les plus défavorisées. Moi-même j'éleve seul ma fille. J'ai conscience de la difficulté de la vie, ce que d'autres ne connaissent pas ou beaucoup moins, parce qu'ils sont en couple, qu'ils ont deux salaires qui rentrent... Pourtant, on se bat pour tout le monde. Pour le moment, c'est nous qui sommes dans l'embarras et dans les problèmes d'argent, mais si on laisse faire, c'est toute la classe populaire qui mourra plus tard.

Quand tu dis « nous », il y a beaucoup de gens qui vivent difficilement, un enfant sur quatre qui vit sous le seuil de pauvreté...

Oui, mais alors ils sont où, ces gens-là ? On a besoin d'eux ! Parce que nous, on fatigue aussi, depuis le 16 novembre !

Ils sont où, tu crois ?

À mon avis, ils font la sourde oreille, se complaisent dans leurs petites habitudes parce qu'ils peuvent encore se le permettre. Quand tu compares le Black Friday et le nombre de gens qui se bougent pour faire entendre leur voix, il y a un différentiel incompréhensible et on se sent seul, on se demande pourquoi, nous, on voit ces choses-là et les autres pas. S'ils les voyaient, ils seraient dans la rue avec nous, à coup sûr.

Le 15, quand la police a canalisé les manifestants vers Rogier, elle a, à un moment donné, sécurisé la rue Neuve. Ils ont tout fait pour empêcher que les manifestants perturbent les consommateurs dans leurs achats...

Ça se fait depuis le début... Le meilleur ratio qu'il y ait eu pour nous, c'est un manifestant pour deux policiers la première semaine, au moment où nous étions les plus nombreux ; malgré ça, ils étaient le double de nous, avec autopompes, chevaux, brigade anti-émeutes, policiers en civil... On aimerait bien faire comme en France, mais on est en sous-effectif !

Vous communiquez essentiellement via Facebook. Qu'est-ce qui se passe pour l'instant à ce niveau-là ?

Une loi est facilement passée en 2015 après les attentats terroristes, car les citoyens avaient peur et voulaient donner toutes les armes au politique pour éviter que ça se reproduise. Mais il y a quelques semaines, en relisant toutes les clauses de ce texte de loi, j'ai vu que ce qui est considéré comme attentat terroriste est trop large. Par exemple, le fait que je relaie des informations réelles et justes par rapport aux agissements des politiques sur Facebook est un motif pour me surveiller.

Tu as été arrêté ?

J'ai été rapidement arrêté la deuxième semaine. Le vendredi 1er décembre, j'ai réussi à aller à la manifestation, même jusqu'à me rendre au Parlement européen, où on était à peu près 150, pacifiquement. Mais à cause du fait d'être à cet endroit, on a été chargés par la police avec du gaz lacrymogène. Puis elle nous a entourés et interpellés arbitrairement. C'est pourquoi en rentrant chez nous, on a voulu trouver une solution pour que les gens puissent arriver sur le lieu de manifestation. Ayant beaucoup de contacts avec le mouvement sur les réseaux sociaux, j'ai lancé un petit statut en donnant des conseils aux gens pour ne pas se faire arrêter.

Le procès-verbal, c'est quand tu as été arrêté à la manifestation ?

Non, parce que ça n'a pas été le cas. Nous étions une centaine le premier vendredi, et sommes presque tous rentrés chez nous sans problème. Ils ne savaient pas qui j'étais, ni que j'étais là. Dès que je rentre chez moi, je prépare avec des amis les manifestations de la semaine d'après. Le 5 décembre, je vois sur Facebook que deux personnes souvent présentes à Liège avec les gilets jaunes se sont fait

arrêter : Cédric Zachariou et Max « Le Belge ». Étant aussi présent qu'eux sur les réseaux et ayant parlé à énormément de personnes à ce moment-là, je sens que quelque chose va me tomber dessus, que la police va venir chez moi. Avant d'aller dormir, je publie un statut sur Facebook pour donner des nouvelles à tous mes amis, gilets jaunes et autres, et à ma famille évidemment... Le lendemain à 10h40, ça sonne chez moi, pendant que je dormais. Au parlophone, un inspecteur m'invite à sortir. Alors la pièce tombe et je métonne d'avoir eu raison à ce point-là ! Je savais qu'on avait tout saisi chez deux autres interpellés avant moi : téléphone, ordinateur, tout ce qui aurait pu servir à communiquer.

Alors à ce moment-là, tu sors ?

J'ai eu la présence d'esprit de prendre mes clés parce que je sens bien qu'ils veulent perquisitionner et je ne voulais pas leur laisser la possibilité de le faire directement. Il y a deux inspecteurs de police et deux de l'antiterrorisme.

De la brigade antiterroriste ! ?

Oui, parce que ceux qui nous surveillent sur les réseaux sociaux, c'est la brigade antiterroriste. Ils étaient fermés et durs. C'est eux qui s'occupent des gilets jaunes, pourtant pas des terroristes, mais des gens normaux. Cela veut dire beaucoup de choses.

Aurais-tu pu ne pas sortir ? Ils avaient un mandat d'arrêt ?

Pas à ce moment-là. Ils m'ont juste demandé de venir à la porte. Je leur ai demandé innocemment ce qu'il se passait, entouré par ces quatre hommes qui m'ont demandé de les suivre au commissariat, me faisant comprendre que c'était obligatoire. C'est par les réseaux, surtout Facebook, qu'ils avaient eu mon nom. Il y a des groupes où ils sont particulièrement présents, m'a dit l'inspecteur. Par exemple, le groupe d'Edgard Dache qui s'appelle Police Control Belgium. Lui, c'est un monsieur un petit peu limite, il est très ami avec les politiques... L'inspecteur me l'a dit lui-même : ils me connaissent parce qu'ils ont une vision totale sur ce groupe-là.

Et donc tu les suis ?

Moi je les suis gentiment. Je leur dis que je vais m'habiller et que je reviens. Avant ça, ils me demandent si je consens à une perquisition, que je peux accepter ou non.

Une perquisition à l'amiable !

Voilà. Là je leur dis que je ne suis pas d'accord. Ils renchérisent directement : « Monsieur, nous pouvons avoir un mandat, donc ce n'est pas parce que vous dites non que nous n'allons pas venir ». J'ai quand même refusé, pensant les contrarier, mais 10 minutes après, ils l'avaient, sur base de ce qui était présent sur mon mur Facebook et des discussions que j'avais eues avec les différents gilets jaunes sur le Net, en particulier deux publications, sur lesquelles je vais revenir, et qui sont pour eux les preuves évidentes pour m'arrêter, mais qui pour moi sont totalement arbitraires. Donc en allant vers la voiture, 3 des hommes se mettent devant moi, le 4ème, de l'antiterrorisme, reste derrière moi. Arrivés à la voiture, mon voisin du dessus regardait parce qu'il s'inquiétait, et un homme m'a pris les bras, sans me le demander. Je ne comprends pas pourquoi ils font ça, je n'ai été ni incisé ni violent. Il me met les menottes et je commence



« Un arbre qui tombe fait plus de bruit qu'une forêt qui pousse »



un peu à m'énerver en leur demandant pourquoi. Rien ne le justifie. L'autre type de l'antiterrorisme me dit que c'est la procédure. J'essaie donc de garder mon calme, même s'ils me serrent les menottes très fort, ce qui me fait mal aux poignets. Dans la voiture, j'ai insisté en demandant pourquoi. Celui qui me les avait mises me dit : « Tais-toi ! »

Ils sont donc devenus progressivement plus agressifs ?

Oui. Alors je me suis un peu énervé, disant que je ne me tairais pas, que je bénéficiais de la liberté d'expression. Un des inspecteurs s'est tourné vers moi et m'a dit : « Écoute, nous on n'a pas envie que ça parte en ville ou de devoir être violent avec toi, donc essaie de rester calme

jusqu'à ce qu'on arrive au poste. Là, on t'enlèvera les menottes. » Je me suis tu. Arrivé au commissariat, rue de la Bouteille, je suis interrogé par les deux inspecteurs. Juste avant de rentrer dans la pièce, j'ai l'occasion de voir le lieu de travail de la brigade antiterroriste, qui est la pièce juste à côté du bureau où j'étais. Ça m'a aussi interpellé : il y avait une grande table avec 4 ordinateurs et 8 personnes autour. C'était sans doute la totalité de la brigade antiterroriste de Seraing. C'est sûrement eux qui sont chargés de surveiller les réseaux. De là s'ensuit un interrogatoire sur tout ce qui se trouve sur mon mur, dont des vidéos et des publications.

Ils avaient tout listé ?

Oui et en fait la plainte venait de Charleroi, ce que je n'ai pas compris. Je pense que j'étais surveillé sur Facebook et certainement ailleurs. Mais va savoir jusqu'où ils peuvent aller... J'ai commencé à me justifier sur tout ce que j'avais écrit, par exemple des publications anodines partagées des milliers de fois. Ils se sont basés plus précisément sur deux publications pour venir m'arrêter. La première, c'est une courte vidéo où j'écris en commentaire : « *e préfère voir des voitures brûlées que voir des gens mourir à côté de moi* », parce que dans cette vidéo, on voit les CRS qui reculent devant les manifestants pendant 15 à 20 secondes. Par mon commentaire j'ai voulu dire qu'en Belgique, il fallait qu'on réagisse de la même façon, qu'on ne se

laisse pas faire. Mais dans cette même vidéo, il y avait 10 secondes où étaient montrées les voitures brûlées à Bruxelles. Ça a donc été utilisé pour m'accuser d'attiser la haine. Je n'ai pourtant jamais dit de brûler une voiture, de frapper un policier ou de casser quoi que ce soit. J'ai simplement incité les gens à se réveiller et à faire entendre leur voix. Ce commentaire est leur « preuve » la plus concrète. Sur cette vidéo de 3 minutes 30, ils se basent sur 10 secondes pour me piéger. Je trouve ça un peu spécial ! La deuxième « preuve », c'est une discussion que j'ai eue avec une dame sur Facebook. Elle dit son désaccord avec les destructions de biens. Sur le coup de l'énerverment, je lui réponds : « *Je préfère voir des voitures brûlées que voir des gens mourir à côté de moi, comme en France.* » C'est ma phrase très précise. Qui ne serait pas d'accord avec ça ? Pour la police, par contre, c'est de l'incitation à la haine. Je n'ai jamais dit : « *Brûlez des voitures !* ». Ils m'ont aussi interpellé pour 4 ou 5 autres statuts ou vidéos, pourtant sans commentaire agressif de ma part. Leur but était vraiment de faire en sorte que je me trahisse en disant que je voulais tout casser, mais ils n'ont pas réussi. Ce jour-là, j'ai été interrogé deux fois. Pendant le premier interrogatoire, qui a duré 1h30, la perquisition n'avait pas encore eu lieu. On m'a alors annoncé que j'avais droit au cachot. Je n'y avais jamais été et ça m'a énervé. Je n'avais pas été violent, j'avais répondu à toutes les questions. Je leur ai demandé si je pouvais rester dans le bureau en attendant que la perquisition soit faite. Mais non, je suis resté au cachot 2h30 sans eau, sans la possibilité d'appeler. Il n'y avait aucune raison pour moi d'être là. En plus, je suis claustrophobe, ce que j'ai signalé aux policiers. Après ces 2h30, les inspecteurs sont revenus. Je n'ai rien à dire sur eux, ils ont été sympathiques, ils m'ont donné à boire et à manger, puis ramené dans le bureau pour me parler de tout ce qu'ils avaient trouvé chez moi : mon téléphone, mon ordinateur, des cagoules que j'utilisais quand je travaillais à la poste... Les cagoules, en hiver, quand on était en scooter avec la neige qui tombait, on en avait réellement besoin ! Et malheur pour moi, ils ont trouvé autre chose. C'est là que je leur ai donné un bâton pour me taper : une des personnes proches des gilets jaunes avait fait des recherches sur internet pour trouver comment fabriquer artisanalement des fumigènes à base de sucre et d'engrais. Rien d'explosif. J'avais juste ça sur papier, je m'étais dit que ça pouvait être utile au cas où on devrait se défendre un minimum face aux attaques de la police.

Ils t'en ont parlé ?

Ils l'ont saisi aussi. Mais plus inquiétant encore : j'écris du rap depuis 4 ans. Je préparais des textes sur les gilets jaunes, ils ont même été saisis ça... des textes ! Pourquoi saisir ces textes, alors que je fais très attention à ce que je dis ? Je ne veux pas être agressif ni amener les gens à l'être.

Et après, ils te libèrent ?

Avant ma première écoute avec les inspecteurs, j'avais été en contact avec une organisation de défense des Droits de l'Homme. La juriste m'avait conseillé de ne pas hésiter à parler d'elle plusieurs fois, comme ça ils me garderaient moins longtemps. Il s'agissait d'une arrestation judiciaire et ils auraient pu me garder 48 heures. J'ai donc souvent mentionné cette juriste. Ils m'ont écouté par rapport à ce qu'ils avaient trouvé, je me suis justifié par rapport à tout encore une fois et ils ont clôturé le 2ème procès-verbal. Ils ont tout transmis à la juge d'instruction, je pense, et m'ont dit qu'ils allaient me mettre au cachot une 2ème fois. Ça m'a encore plus énervé. Ils ont dit que c'était la procédure. En plus, ce jour-là, j'avais un rendez-vous avec la dame des Droits de l'Homme à Bruxelles. Je n'ai pas pu y aller.

Et si tu avais dû aller chercher ta fille à l'école ou... ?

Ça ils s'en foutaient. Leur but, d'après ce que j'ai compris, n'était pas de m'arrêter parce que j'attisais la haine. Les inspecteurs, en discutant avec moi des gilets jaunes, étaient totalement d'accord avec moi ! Ils me conseillaient même sur ce que je devais mettre ou ne pas mettre dans le procès-verbal quand je disais certaines choses sous le coup de l'énerverment. Dans le fond, ils comprenaient notre combat, mais disaient qu'ils avaient des ordres et qu'ils devaient m'interroger.

Quel est le but plus haut, alors ?

Le vrai but, c'est d'étouffer le mouvement. Dès les premières semaines, ils ont voulu dénicher toutes les personnes qui conseillaient ou motivaient les autres, ceux qui fédéraient sans se mettre en avant, comme Max « Le Belge » et Cédric Zachariou. À partir du moment où une personne est trop intelligente, prend trop de place ou est trop suivie, elle se fait arrêter. J'étais le premier à Seraing et, pour vous dire à quel point la désinformation dans les médias est impressionnante, *Sud-Presse* a sorti un article sur mon arrestation, totalement faux, mais sans citer mon nom. Pour eux, on était des terroristes, on préparait des grenades, des vraies, pas des fumigènes faits à bases d'engrais et de sucre. Est-ce que ça a déjà tué quelqu'un ?

Et les autres médias ?

RTL-TVi, *Sud-Presse* et la RTBF n'ont pas parlé de mon arrestation, mais pour eux comme pour les autres, c'est soit le silence, soit la désinformation dans le sens où ils utilisent ce qui pourrait nous porter préjudice en enlevant tout ce qui pourrait être en notre faveur. À la RTBF, ils sont magnifiques ! Si, chez RTL, ils ne sont déjà pas très objectifs, à la RTBF, c'est pire. Ils n'ont même pas un peu d'objectivité, ni de conscience. Tout ce qui est partagé, ainsi que les gilets jaunes qui ont été invités sur leurs plateaux, ça a toujours été dans un but d'incriminer notre mouvement.

Tu veux dire qu'ils ont invité des gilets jaunes qui étaient plutôt des moutons ?

Je pense notamment à Elodie Doppagne. J'ai été beaucoup en contact avec elle après sa première interview à la RTBF où, à mon sens, elle s'était fait complètement casser face à des politiques chevronnés parce qu'elle n'était pas prête. 6 mois après, on s'est un peu disputés parce que je lui ai dit qu'elle devait comprendre qu'on était arrivés à un moment où, si on va sur les plateaux de télévision, il ne faut pas avoir d'attitude agressive mais incisive. On n'a plus d'autorisation à demander. Nous, on pense représenter le peuple parce que dans tous les groupes de gilets jaunes auxquels j'appartiens, on est déjà à peu près une centaine de milliers. Je lui avais dit que je n'étais pas contre le fait qu'elle assume le rôle de porte-parole, mais qu'il fallait alors le faire de la meilleure manière possible. Parce qu'on est face à des personnes dont le but est de nous désolidariser. Sur les plateaux, ils vont toujours chercher les personnes un peu simplettes ou celles qui sont restées bloquées sur cette histoire de taxe.

C'est le pouvoir au peuple ?

Le pouvoir au peuple, c'est qu'il puisse avoir sa propre voix dans la politique. Nos représentants ne connaissent en rien le quotidien des gens comme nous. Ils vivent avec 10, 15, 20.000€ par mois... Il suffit de voir ce qu'il s'est passé avec Publifin, Nethys, ou même par rapport au climat : 75.000 personnes marchent pour le climat et 2 jours après, la Belgique est le seul pays à ne pas accepter les conditions qui avaient été posées pour limiter le réchauffement climatique. C'est bien la preuve que leur but n'est pas de régler les problèmes climatiques ou la pauvreté, mais plutôt de servir les lobbies pharmaceutiques et industriels et les plus grandes richesses mondiales. D'ailleurs, quand le mouvement des gilets jaunes a commencé, Rothschild a vendu ses actions. Pourquoi ? Parce que tout le monde se rend bien compte que c'est eux le problème. Et tant qu'ils auront la mainmise sur la politique avec l'argent, on ne pourra pas se faire entendre. Et ça fait 50 ans que ça dure. La Déclaration universelle des droits de l'homme n'est même pas un texte contraignant. Il a été rédigé en 1948, et c'est depuis ce moment-là que les élites préparent le terrain. C'est pour ces raisons qu'on ne veut pas abandonner. La juge d'instruction m'a dit : « *Si jamais on te revoit, ou qu'on voit que tu es trop présent sur les réseaux sociaux, on reviendra t'arrêter !* » Selon la loi, le fait d'avoir ne serait-ce qu'une recette de fumigène artisanal aurait pu me valoir 3 mois. Ils m'ont dit que j'avais de la chance. Ils se sont dit que comme les autres, j'allais me calmer à cause de ma famille, de mon travail. À ce moment-là, j'avais encore un travail, que j'ai perdu à cause de tout ça.

Tu as perdu ton boulot ?

Oui. Je ne vais pas dire que je suis devenu une personne médiatique, mais depuis le 16 novembre, j'ai mis ma vie personnelle entre parenthèses. Je regroupe sur mon mur tout ce qui pourrait être intéressant pour le mouvement. Mon employeur l'a vu, il a su pour mon interpellation parce que j'étais censé travailler ce jour-là. Ma sœur, qui travaille avec moi, lui a expliqué pourquoi je n'étais pas là. Mais j'ai perdu mon boulot après 8 mois, alors qu'ils étaient contents de moi. Voilà leur but, en fait, en interpellant ceux qui essayent de créer des ponts, des liens, de trouver des solutions. Et c'est ce qu'ils ont réussi à faire avec d'autres. Pour ne citer qu'un exemple, Max « Le Belge » était vraiment sur les points de blocage et il s'est fait arrêter pour ça, notamment à Wandre. Filmant en *live* pendant qu'il refusait, c'est sur cette base qu'il s'est fait interpellé. Ils ont perquisitionné chez lui et ont dû trouver quelque chose. Depuis, il s'est calmé. On le voit encore, mais plus à Bruxelles, seulement à Liège dans les manifestations autorisées. Et le problème avec ces manifestations, c'est qu'elles sont récupérées par des petits partis. Pas le PS ou Ecolo, mais plutôt Agora ou Demos. À l'heure actuelle, à Liège, la manifestation est gérée par les gilets jaunes mais aussi par le PTB. À Namur, c'est un autre parti.

Évidemment, tu penses que le mouvement ne doit pas être lié à des partis ?

Tout à fait. Cette semaine-ci, tous les gilets jaunes étaient d'accord pour le RIC [Référendum d'Initiative Citoyenne], c'était vraiment l'idée de base. Le RIC est un suffrage citoyen où pour chaque question, chaque loi, il faut qu'il y ait un vote, donc tout le peuple a le droit

de dire ce qu'il pense. Le RCP est totalement différent. Là, les petits partis veulent faire sauter tous les partis traditionnels – PS, Ecolo, N-VA – pour prendre leur place, car ils étaient dans la politique avant les gilets jaunes. Si le RCP passait à l'heure actuelle, ce serait donc ces petits partis qui n'ont jamais été au pouvoir qui en profiteraient. Le problème ne serait pas réglé parce qu'il faudrait élire une personne dans une liste de ces partis. Encore une fois, le peuple n'aura toujours rien à dire. Et ça c'est un exemple parmi tant d'autres qu'on essaie de combattre sur les réseaux. C'est difficile parce que il y a les gens de Nation, de l'extrême droite, de l'extrême gauche, de partout en fait, il faut vraiment tout surveiller.

Pour terminer, Andréa, malgré les risques, tu vas continuer ?

Moi je vais continuer, je serai présent à Bruxelles jusqu'à la fin, même si je dois me retrouver tout seul avec un gilet jaune ! Mais il serait vraiment temps que les gens prennent conscience que notre combat n'est pas une taxe sur l'essence, c'est d'obtenir une vraie voix populaire pour apporter une solution à la pauvreté, au climat, à la corruption à tous les niveaux du pouvoir, jusqu'au niveau européen. On veut rester à Bruxelles, la capitale de l'Europe est là ! Dans un sens, on a un devoir en habitant en Belgique. Déjà 23 pays se sont soulevés en Europe. Nous on représente la pointe de l'épée, donc il est logique qu'on soit un peu plus malmenés et qu'ils fassent tout pour nous faire taire, mais il est aussi logique que nous ne puissions pas nous arrêter. Il faut rester à Bruxelles, il faut être patients, rameuter les gens, peut-être que la 1ère semaine on sera 500, la 2ème 1.000, la 3ème 2.000, mais je suis sûr et certain qu'à force de continuer comme ça, on peut montrer aux gens que notre mouvement est hors partis et social. Des actions sociales il y en a partout, comme des gilets jaunes qui vont apporter du café aux sans-abris. Il y a du lien qui se recrée et c'est magnifique ! On a tendance depuis une trentaine d'années à se renfermer, en écoutant les médias. On se base en fait sur...

... sur une fausse réalité ?

Une fausse réalité ! Nous, depuis le 16 novembre, on s'en rend compte. Et c'est ça qui est beau ! À chaque manifestation, à chaque blocage, c'est ça qui nous donne la force aussi, on parle avec des gens et on se retrouve toujours sur les mêmes revendications. Sur les réseaux aussi, même si on n'est pas d'accord, on finit toujours par trouver un terrain d'entente. C'est ça qu'ils ne montrent pas, justement pour nous diviser. En ce moment, on est en train de créer un site internet pour prendre contact avec tous les gens de Wallonie, de Flandre et de Bruxelles. Ce sera beaucoup plus facile, vu la censure sur Facebook, où on n'arrive pas à créer un événement de plus de 1.000 participants sans qu'il soit supprimé. Notre but principal est de ne pas laisser tomber Bruxelles, sinon c'est tout le mouvement qui meurt. On l'a déjà vu la semaine passée avec les récupérations politiques. Il faut vraiment que les gens se rendent compte qu'il faut surtout rester unis. On veut tous la même chose, il est temps que les gens en soient conscients et qu'ils sortent en rue, parce que c'est là qu'on a besoin d'eux, à Bruxelles. Tant qu'on n'aura pas de présence, on n'aura pas de poids, mais on continuera malgré tout. Le problème c'est la fatigue mentale due aux arrestations, au froid, aux blocages. Mais on ne lâche rien, on est là ! Ils peuvent revenir et m'arrêter, c'est pas pour ça que je m'arrêterai, comme je l'ai dit aux inspecteurs. Je les ai remerciés parce qu'à vouloir me brider et m'arrêter dans le mouvement, ils m'ont donné 10 fois plus de détermination. Avant de partir je leur ai même fait la bise et je les ai remerciés.

Interview réalisée par Alexandre Penasse, Bruxelles, janvier 2019. Re transcrite par Sébastien Gillard, retravaillée par Bernard Legros.



Vidéo de l'interview disponible sur

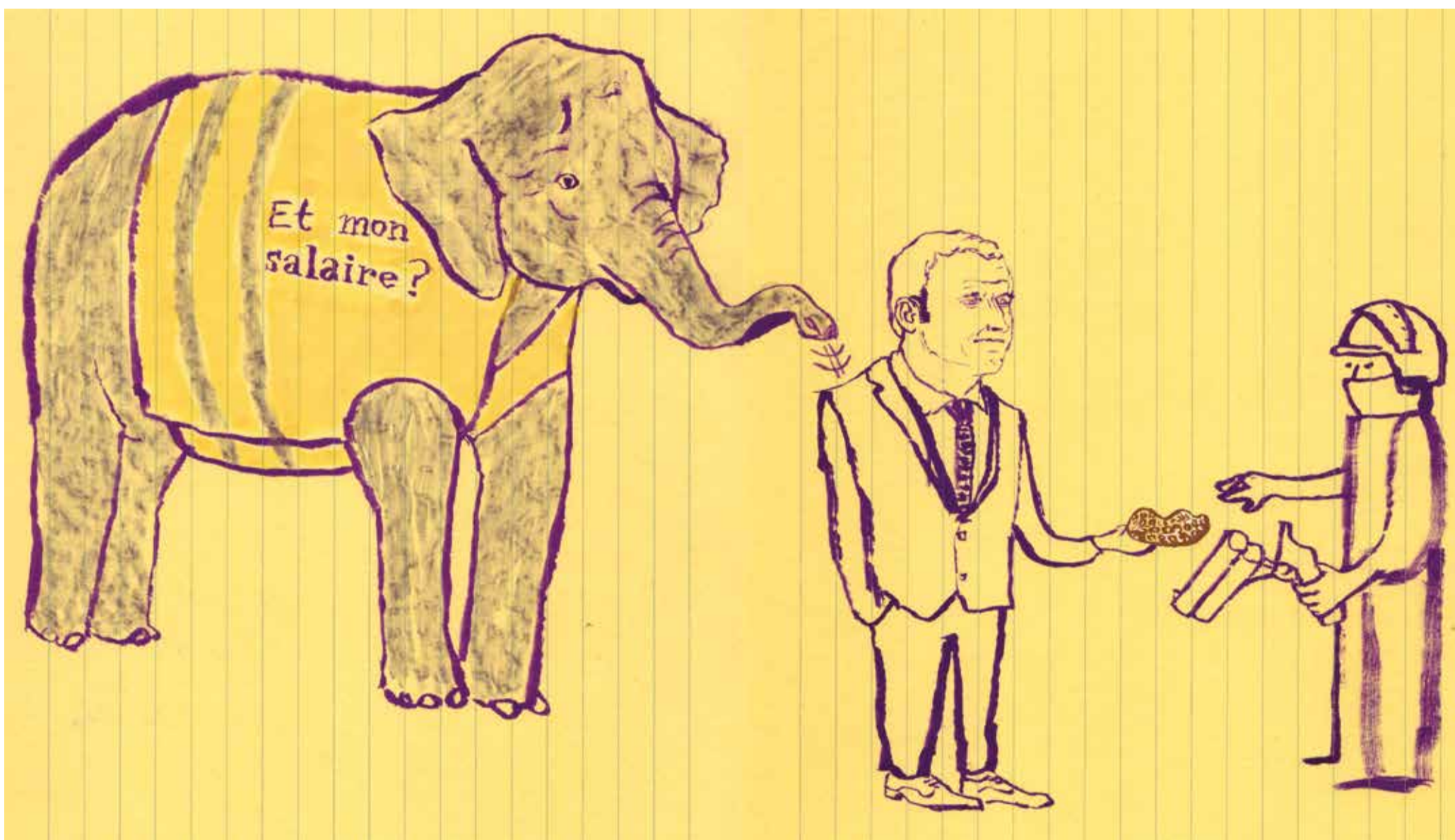
<http://www.kairospresse.be/article/interview-dun-gilet-jaune-belge-le-pouvoir-fait-tout-pour-les-faire-taire>



GILETS JAUNES : PEUPLE OU PROLÉTARIAT ?

Le mouvement des Gilets jaunes est apparu en octobre 2018. La mobilisation de caractère spontané en est à sa 23^{ème} semaine et couvre l'ensemble du territoire français. Il s'organise essentiellement autour de ronds-points et procède à des blocages des voies de communication. À la différence des manifestations traditionnelles, organisées par les organisations syndicales, le mouvement des Gilets jaunes s'est lancé et se développe principalement via le Net, à travers les réseaux sociaux.

Illustration : Olivier Spinewine



Des manifestations nationales ont lieu, chaque samedi, dans de nombreuses villes, depuis le 17 novembre 2018. Les gilets jaunes trouvent un fort écho dans les zones péri-urbaines et, au-delà, dans les métropoles. Étant donné l'organisation informelle, ainsi que l'éclatement des différentes actions, il est difficile de chiffrer précisément la participation. Pour le syndicat Policiers en colère, le nombre de manifestants varie, selon les semaines, de 90.000 à 1.300.000. Ces chiffres contrastent avec ceux du ministère de l'Intérieur qui parle de 30.000 à 280.000 protestataires. Ce dernier nombre est très largement sous-évalué, puisque parfois le nombre de policiers mobilisés serait supérieur au nombre de gilets jaunes.

Les Gilets jaunes représentent un mouvement spontané, singulier par sa composition sociale, reposant sur des couches périphériques du prolétariat, ainsi que par son mode d'organisation, basé uniquement sur le territoire et non plus dans l'entreprise. Il fait suite à une série de défaites des couches centrales de la classe ouvrière, tels les cheminots. Les grèves et manifestations organisées syndicalement contre les réformes du code du travail, contenues dans la Loi El Khomri et les Ordonnances Macron, n'ont pas freiné les initiatives gouvernementales. C'est aujourd'hui de toutes autres couches prolétaires, présentant un rapport de forces immédiat beaucoup plus faible, qui manifestent leur opposition à l'offensive du gouvernement contre le salaire social.

LE PEUPLE COMME RÉFÉRENCE

Avec la révolution française et la notion de peuple comme références, le discours sur les Gilets jaunes dénie plus de 2 siècles de luttes prolétaires. Ce regard, porté par les médias, les désignant comme peuple et non comme prolétariat, témoigne du contexte dans lequel s'inscrit le mouvement. Il relève d'une société qui a perdu toute mémoire, toute référence à sa propre histoire et donc tout rapport avec son présent. « *Le dit qui-court* » interdit de penser l'opposition des différents intérêts sociaux, ainsi, le caractère de classe du mouvement. Les manifestants restent enfermés dans la notion anhistorique de peuple. Ce n'est pas le passé qui, ici, se subs-

titue au présent, au réel concret, mais seulement son image, telle qu'elle a été fabriquée par l'histoire officielle.

Référence incontournable, devant légitimer la revendication du RIC, l'invocation de la révolution française relève du mythe. L'indistinction règne. Les acteurs de la lutte, le prolétariat urbain et les journaliers, disparaissent derrière la notion englobante de peuple. La réalité historique est déniée par la fiction de l'image, celle de l'unicité de la nation et de son État. Est supprimée l'opposition entre 1789 et 1792, entre la révolution au service de la bourgeoisie et la tentative du prolétariat de reprendre la direction des opérations. Aujourd'hui, la confusion se répète. La composition de classe des manifestants est aussi rejetée au profit de la notion iconique de peuple, d'une figure devant représenter l'ensemble de la population française hors « oligarchie ».

DE LA REVENDICATION À LA REPRÉSENTATION

En répondant à l'injonction du pouvoir de se prononcer, non sur ce que veulent les manifestants, mais sur ce qu'ils sont, le mouvement s'est placé sur le terrain balisé par le pouvoir. La réponse des manifestants était destinée à répliquer au commandement méprisant : « *Qui êtes-vous ?* », « *Quelle est votre légitimité ?* », « *Quels sont vos représentants ?* » Malgré sa forme interrogative, l'intervention n'attendait pas de réponse, c'était simplement une injonction de se définir par rapport au pouvoir et ainsi de le reconnaître comme maître du discours. L'injonction de se définir confisque la parole des Gilets jaunes. Au lieu de répondre en présentant leurs propres revendications, en réclamant « *Des sous* », les manifestants ont réagi, au mépris présidentiel, en justifiant la légitimité de leurs actions, en déclarant : « *Nous sommes le peuple* ». Ainsi, le mouvement abandonne son propre terrain de lutte pour se placer là où le pouvoir veut les enfermer.

Les revendications, portant sur le salaire et le pouvoir d'achat, deviennent secondaires par rapport à la recherche de la reconnaissance du pouvoir, dans laquelle s'inscrit la revendication d'un Referendum d'Initiative Populaire.

S'opère ainsi un double mouvement. Il se produit d'abord un déplacement du terrain de la revendication à celui de la représentation, de la lutte salariale à la question de la réforme de la Constitution. Ensuite, s'opère un renversement d'une lutte salariale directement politique, d'un mouvement qui s'attaque directement à la gestion étatique de la force de travail, en un projet abstrait de réforme des modes de représentation, des procédures de médiations politiques.

LE RIC, UNE PROPOSITION PROVIDENTIELLE

Avant qu'elle soit présentée par les médias, mi-décembre 2018, comme l'axe central de la lutte des Gilets jaunes, la revendication d'un Referendum d'initiative populaire était restée marginale. Elle se présente comme un tournant dans le mouvement. Celui-ci quitte son propre terrain, celui des revendications salariales, pour se placer sur celui du pouvoir.

Pour le patronat et le gouvernement, le RIC présente l'avantage de reléguer au second plan les revendications initiales portant sur la revalorisation des salaires minimaux et sur la baisse du prix des carburants, *in fine* sur la valeur de la force de travail. Quant aux manifestants eux-mêmes, ils se limitent, le plus souvent, à ajouter le RIC à leurs revendications, sans lui donner de contenu précis.

Parallèlement, les médias ont fait connaître au grand public Étienne Chouard, porteur emblématique du Referendum d'initiative citoyenne. Cette initiative a déjà été immédiatement reçue favorablement par le premier ministre, qui a tout de suite exprimé le 17 décembre 2018, dans un entretien aux *Échos* : « *Je ne vois pas comment on peut être contre son principe* ».

Une discussion sur le RIC est beaucoup moins onéreuse qu'une réponse positive aux exigences salariales. La possibilité d'organiser des referendums citoyens existe déjà en Suisse et en Italie, sans que l'organisation du pouvoir ait été bouleversée. Il faut aussi rappeler le referendum sur le Traité de la Constitution européenne en 2005 qui, malgré le rejet de plus de 54% des votants, s'est terminé plus tard par la signature du Traité de Lisbonne, texte qui intégrait l'essentiel du caractère supranational de l'acte, précédemment rejeté par les Français.

LE PEUPLE VS PROLÉTARIAT

Les Gilets jaunes représentent une partie importante de la population, mais ils ont des intérêts propres qui ne sont pas ceux de l'ensemble de la société. Ainsi, l'évocation de la notion de peuple occulte la spécificité d'un mouvement social portant des revendications particulières, opposées aux intérêts patronaux.

La manière dont le mouvement se définit pose problème. Si les exigences exprimées portent sur la question du salaire et du pouvoir d'achat, leurs actions sont nommées comme celles d'un mouvement citoyen. Alors que la question salariale est au centre des revendications, le patronat se met complètement hors-jeu. L'État peut alors se poser comme le seul interlocuteur des manifestants.

La notion de peuple recouvrirait un agrégat qui comprend quasiment de l'ensemble de la population, un rassemblement dont l'unité est présupposée, du fait qu'il ne comprendrait pas les 1%, ou les 0,1% ou même les 0,01% de « l'oligarchie » financière. Ainsi, ce n'est pas un concept reposant sur la différence, mais au contraire une catégorie englobante, dont on déduit l'identité par une opposition présupposée aux ultra-riches. Si les classes sociales n'existent que dans leurs rapports de luttes, la notion de peuple neutralise toute opposition de classe. C'est une représentation psychotique, supprimant la différence et rejetant toute séparation d'avec les pouvoirs constitués.

En France, les promoteurs de la notion de peuple font référence à la Révolution de 1789 où le prolétariat urbain a renversé l'aristocratie avec les armes distribuées par les bourgeois et à qui ils les ont remises, une fois le travail accompli¹. Déjà, dans l'historiographie de la Révolution française, la référence au peuple est un paravent dissimulant les acteurs réels, tels les prolétariats urbain et agricole. Elle a, ici aussi, la même fonction de déni de la composition de classe des Gilets jaunes.

Ainsi, disparaissent plus de 2 siècles d'histoire sociale et politique, celle des luttes prolétaires, au nom d'une référence anhistorique de peuple, véhiculée non pas par l'histoire réelle, mais officielle de la Révolution française de 1789.

DÉNI DE LA LUTTE SALARIALE COMME LUTTE POLITIQUE

La dissolution de ses revendications propres dans une demande abstraite de démocratisation de l'État peut facilement se transformer en son contraire, en un renforcement du pouvoir exécutif. Le déni de la composition de classe du mouvement, le refus de se nommer comme prolétariat fait qu'ils sont désignés comme peuple, comme base imaginaire d'un État qui les combat.

Si les revendications portent bien sur la question du salaire, elles ne sont pas présentées comme des actions prolétaires, destinées à défendre la valeur de la force de travail, mais comme un mouvement « citoyen », se réclamant d'un État qui est en première ligne dans la baisse du salaire.

C'est un déni du caractère directement politique de la lutte salariale qui, actuellement, dans une structure de très faible croissance, affronte une accumulation du capital basée, non plus principalement sur l'augmentation de la production de plus-value relative, mais sur une croissance exorbitée de la plus-value absolue. Ainsi, le développement de l'exploitation n'est plus particulièrement basé sur la croissance de la productivité du travail, mais par l'augmentation de sa durée, de la flexibilité du temps de travail, ainsi que la baisse du salaire réel.

La lutte sur le salaire devient directement politique, car toute valorisation de la force de travail remet directement en cause un système d'exploitation basé essentiellement sur la baisse de la valeur absolue de la force de travail. La fonction de l'État comme capitaliste collectif, telles que nous le montre la Loi El Khomri et les Ordonnances Macron, est aujourd'hui centrale dans le démantèlement des garanties permettant aux travailleurs de défendre leurs salaires et leurs conditions de travail. Toute lutte pour le salaire devient une lutte directement politique.

L'ÉTAT POLICIER FORME MODERNE DE L'ÉTAT NATIONAL

La répression, subie par les Gilets jaunes, est d'un niveau inconnu en France depuis des dizaines d'années. Il s'agit pourtant d'un mouvement social non violent qui n'a aucune capacité, ni volonté, de menacer l'exercice même du pouvoir. La violence policière est avant tout « proactive », elle a pour but de créer la peur et de dissoudre préventivement tout processus de recomposition sociale.

Ainsi, tout au long de leurs manifestations, les Gilets jaunes ont été confrontés à la seule structure effective de l'État national : la police. Les États membres de l'UE, même de grands pays comme la France, sont aujourd'hui des instances dépourvues de la plupart des prérogatives régaliennes, qu'elles soient politiques ou économiques. La plupart de celles-ci ont été transférées à des instances européennes et internationales. Les politiques économiques et sociales, telle la réforme du code du travail, sont de simples applications de directives de l'UE.

La police devient l'appareil central de l'État national². La prérogative du maintien de l'ordre reste de son ressort, contrairement à la guerre, à la monnaie ou à la politique économique. Si à ce niveau, l'État national garde une autonomie, elle est relative, car étroitement encadrée par la structure impériale états-unienne. Depuis une trentaine d'années, les polices européennes ont été structurées directement par le FBI³. Non seulement, la police fédérale américaine a organisé les équipes mixtes d'intervention mais, grâce à ses initiatives, elle est parvenue aussi à influencer fortement les législations européennes, tant nationales que communautaires et cela dans les domaines de l'interception des communications, du contrôle du Net, de la création de nouvelles incriminations spécifiant le terrorisme, ainsi que sur les réformes des appareils policiers et judiciaires.

La centralité de l'appareil policier au niveau national a d'abord été explicite dans des pays ayant abandonné depuis longtemps toute souveraineté nationale, telle la Belgique. Elle est maintenant organique à des pays comme la France. Il s'agit là du résultat d'une politique d'abandon de toute indépendance nationale et d'une intégration accrue dans l'Empire états-unien.

UN SUICIDE POLITIQUE

Si la police est devenue, en France, le corps central de l'État national, c'est d'abord comme appareil soumis aux structures impériales. Cette articulation explique les difficultés rencontrées par les luttes prolétaires. La gestion de force de travail est internationale et les luttes restent nationales. L'adversaire est globalement insaisissable. Face aux Gilets jaunes, il n'y a que la police comme représentante d'un État qui a perdu ses prérogatives régaliennes. Les manifestants doivent faire face à un vide de pouvoir. Ils sont confrontés à un État qui règne, mais ne gouverne pas.

La violence de la police vis-à-vis des manifestants et l'utilisation massive de la procédure de comparution immédiate, sont révélatrices de la forme actuelle de l'État, d'un État national qui n'a plus d'autres prérogatives que les fonctions de police et de justice, cette dernière étant réduite à un simple auxiliaire de l'appareil répressif. La procédure de « comparution immédiate » est exemplaire de cette mutation. C'est donc le droit pénal qui est maintenant au centre des relations entre le pouvoir et la population.

Actuellement, le droit pénal a acquis un caractère constituant. Abandonner, comme le demande Étienne Chouard, les revendications salariales et ne pas faire de la défense des libertés fondamentales un axe central de lutte, afin de concentrer tous ses efforts sur le RIC, conduit à l'anéantissement du mouvement. Cela amène à traiter comme objectif principal, sinon unique, la capacité de transformer un texte constitutionnel qui n'a plus qu'une place résiduelle dans l'ordre politique et juridique actuel. Cette tactique se place hors de toute réalité effective. Elle conduit à un suicide politique.

Jean-Claude Paye et Tülay Umay

1. Henri Guillemin, *La révolution française (1789-1794)*, https://www.youtube.com/watch?v=mh7DWUr_nyA

2. Jean-Claude Paye, « Vers un Etat policier en Belgique ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 1999, <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/11/PAYE/3363>, ainsi que *Vers un Etat policier en Belgique*, 159 p, EPO 1999.

3. Jean-Claude Paye, « Europe-Etats-Unis : un rapport impérial », *Le Monde*, le 23 février 2004, https://www.lemonde.fr/international/article/2004/02/23/europe-etats-unis-un-rapport-impérial-par-jean-claude-paye_354079_3210.html

DIABLE, VOILÀ MACRON !

Il fallait s'y attendre : au bout de 2 ans, ou presque, de présidence d'Emmanuel Macron, de nombreux experts et essayistes se sont penchés sur une personnalité exceptionnelle à tous points de vue. Candidat n'émanant d'aucun parti, ambitionnant de révolutionner le système, la politique, le pays, les classes sociales, Macron est devenu un phénomène, un insecte examiné à la loupe par les entomologistes de la politique. Comment a-t-il pratiqué le pouvoir ? De quelle manière a-t-il communiqué ? A-t-il, comme il le proclamait dès sa campagne, changé tout ou presque ? Lui qui voulait incarner un renouveau, n'est-il pas, au sens étymologique du terme, un « diable » : « celui qui jette dans tous les sens » ?

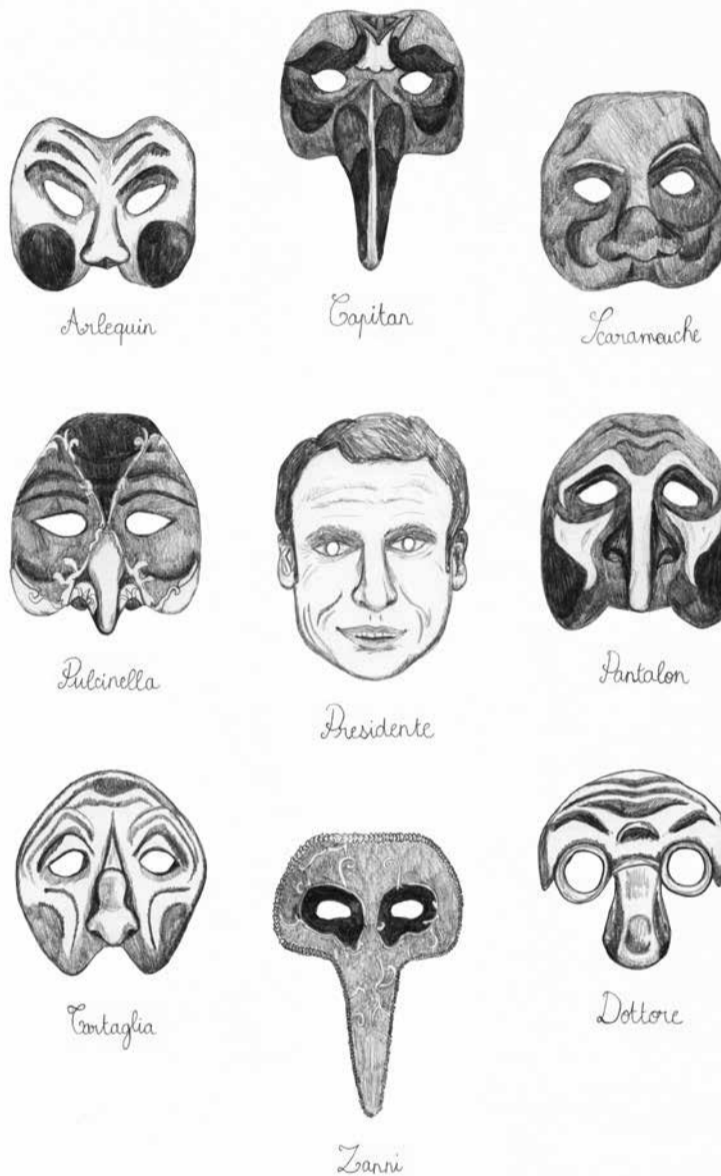
UN « DIABLE » D'HOMME

C'est à l'homme, à ce qu'il incarne et à ce qu'il entend (re)présenter que s'est attaqué Roland Gori dans *La nudité du pouvoir. Comprendre le moment Macron* (Les Liens qui Libèrent, 2018). Selon ce psychanalyste, les pratiques, les décisions, les attitudes de Macron le font passer tantôt pour un infâme positiviste plaçant tout dans la technoscience, tantôt pour un dangereux patron de *start-up*, utilisant le mantra « en même temps » pour concilier les intérêts du marché avec l'illusion que les citoyens veulent entendre : un pouvoir qui leur permettrait d'oublier l'angoisse de la mort, du lendemain qui ne chante pas. L'univers de Macron est construit à partir de son propre parcours (raconté dans nombre de livres, d'interviews et d'articles), et en même temps des exigences du marché, du monde, de l'économie. D'après le psychanalyste, c'est en même temps le fruit de l'ambition du président actuel de faire de la France une entreprise performante et une lecture humaniste que le candidat Macron avait montrée pendant la campagne pour les présidentielles en 2017. Après coup, ces éléments de langage répertoriés et décryptés par Gori semblent mensongers ou creux. C'est en quelque sorte la tentative de réconciliation entre les deux parties du corps du dirigeant : le corps spirituel, symbolique, devant être protégé, inconditionnellement aimé par la population, et le corps matériel, politique, que la populace doit détester et vouer à la destruction.

Gori, s'appuyant sur nombre d'exemples historiques ou contemporains, n'a pu insérer ici les gilets jaunes et l'affaire Benalla... Le corps matériel du fondateur d'En Marche ! n'a cessé de se faire dénuder et dévaloriser. Le président candidat n'a cessé de se mouiller la chemise, d'enlever la veste, de montrer avec les trémolos qui s'imposent qu'il comprenait. Mais son vocabulaire, observe Gori, a encore trompé l'ancien banquier de Rothschild devenu acheteur de services de table pour redorer un blason délavé. Gori décrit cela dans un vocabulaire précis mais accessible, pertinent mais compréhensible et a sans doute raison : le Roi est nu. Le Roi a peu de protections. Il s'enfoncé lui-même dans une impasse technologique, économique, sociale. Les coups qu'on lui assène ne font que briser la carapace qui a pour but de protéger son corps immortel, symbolique, à tel point que d'autres symboles ont été touchés. Le conte d'Andersen, *Les Habits neufs de l'Empereur*, auquel Gori fait allusion au début de son opuscule, n'a jamais été aussi vrai : on se rend compte que Macron n'est pas exceptionnel. Cela peut convenir, si l'entourage et les symboles de la présidence donnent de l'assurance et du réconfort. Sauf que...

...LE « DIABLE » EST DANS LES DÉTAILS

C'est à l'entourage, les alentours d'Emmanuel Macron que se sont attaqués Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot dans *Le Président des ultra-riches. Chronique du mépris de classe dans la politique d'Emmanuel Macron* (La Découverte, 2019). Étrangement, la couverture de leur nouveau livre ressemble à celle de leur réquisitoire contre le mari et fan de Carla Bruni. Carla Bruni est une star. Les Pinçon-Charlot sont aussi des personnages ; mais alors que



Carla fait sans doute frémir les oreilles de bien des *groupies*, eux, en duo, font siffler sans trop se forcer les oreilles de bien des nantis. Ce livre, précis, concis, très bien écrit et à la vocation pédagogique, ne déroge pas à leur ligne de conduite. Cette *Chronique* vaut son pesant de moutarde dans une cuiller en argent !

Tels des scientifiques, les Pinçon-Charlot décortiquent en quoi le prétendu chantre d'un nouveau monde ne cesse de rappeler et d'incarner l'Ancien Régime par ses déclarations (appelées « *macronades* », mot aussi vachard que les « *Poissonnades* » pour la Pompadour), méprisantes et globalisantes, ses décisions, socialement injustes et financièrement coûteuses, ses habitudes indécentes et insultantes pour « *les gens qui ne sont rien* » et son entourage à l'indépendance aussi poussée qu'un petit dans la poche du kangourou. Le « diable » est dans tous les détails d'une machinerie entretenue par les médias, officiels et élyséens.

Tels des *snipers*, les poils à gratter de la bourgeoisie et des riches en France passent au crible de leur prose tous les ors du macronisme et ne loupent jamais leur cible. De l'Élysée à la villa du Touquet, de l'origine sociale (généralement haute) des députés LREM au *storytelling* d'Emmanuel Macron visant à le faire passer pour un gamin méritant, l'ouvrage est très efficace. Il s'achève sur une vision presque poétique dans un article bien pensé sur la déferlante des gilets jaunes dans les « beaux quartiers » et les Champs-Élysées. Cet épilogue montre bien le décalage d'une politique payée par la majorité de la population pour une minorité de la population. Une majorité à qui on ne demande rien et à qui on impose trop pour une minorité à qui on propose tout et qu'on impose trop peu... C'est un déséquilibre, mais on pourrait penser que la prise de conscience peut arranger tout. Sauf que...

ERRARE HUMANUM EST... PERSEVERARE DIABOLICUM

C'est une charge titanesque que Paul Cassia, professeur de droit, s'est imposée dans *La République en miettes. L'échec de la start-up Nation* (Libre et Solidaire, 2019). Citoyen engagé par ailleurs, il démontre au long de 300 pages à quel point le personnage, ce qui l'entoure, mais plus encore ce qu'il produit, déclare, réalise, n'est en rien une rupture ou un changement, mais une continuité dans la veine néolibérale avec une pointe (pour le goût, sans doute) d'autoritarisme.

Il y a lieu d'être admiratif de Cassia : d'abord, il s'est attelé à la lecture précise de tous les projets de loi, tous les décomptes de voix, toutes les déclarations, toutes les interviews, tous les discours – ou presque – de Macron, depuis le moment où il était dans le comité de rédaction du « Rapport Attali » en 2008 ! Il a pu y repérer, comme Gori et les Pinçon-Charlot, une facilité vocabulaire, axée sur bien des mots creux si on ne les incarne pas aux yeux de tout un chacun. Ensuite, comme cela se ressent au long de certains inventaires fastidieux (36 cas de volte-face égrenées ou la litanie des « *Je fais le contraire de ce que je dis* » sur une quinzaine de pages), l'idéologie de Macron et le dogme qui sous-tend son mouvement n'existent pas, n'ont pas d'ancrage et surtout pas d'intérêt. Beaucoup de paroles et beaucoup d'actes aussi (puisque Cassia recense la surabondance de projets de loi, d'ordonnances, d'amendements, déposés au cours de la première année du locataire actuel de l'Élysée). Mais surtout beaucoup de répétitions. S'il s'agissait de répétitions d'améliorations, cela occasionnerait moins de dégâts. Mais, selon le dicton dont Macron a oublié semble-t-il la seconde partie, « *se tromper est humain mais continuer est diabolique* »... Cassia s'interroge : comment quelqu'un qui accumule autant contre-vérités, mensonges, actes anticonstitutionnels, propos naïfs (au mieux), socialement violents (souvent), dénis de ses propres déclarations, changements de fusil (langagier) d'épaule peut-il se faire élire, d'abord, puis obtenir le soutien de personnalités qui l'avaient vilipendé au long de son ascension ? La réponse est simple : nous avons affaire à un artisan expert dans le fumigène. Il protège le corps spirituel du Roi, feint de se montrer vulnérable mais continue intérieurement à se croire légitime pour représenter la France, surtout à l'étranger. N'en déplaise à Trump qui se moque de lui, aux partenaires européens qui le suivent à reculons, Macron est là, et peu importe les moyens, pourvu que l'objectif égocentrique du président soit atteint ! Les erreurs commises et les jugements des autres ne peuvent qu'accroître le prestige d'un président qui prend des idées partout sans aucun fil conducteur, semant la zizanie partout où il passe. Un vrai « diable ».

Si le livre de Cassia était farci de jargon juridique, son propos n'atteindrait presque personne. Mais l'auteur a de la culture, de la mémoire et le sens de l'humour. Son propos fait mouche et sa déconstruction du « macronisme » obtient le résultat escompté : une méfiance, un rejet, une vigilance accrue. À la lecture des pistes que Cassia soumet, à la fin de son livre, pour éviter que ça ne finisse mal, on se dit que ce n'est pas gagné. Il faudrait un changement radical d'une personne, d'un système, d'un parti, d'une logique gouvernementale. Tout comme les Pinçon-Charlot et Gori, il a des doutes sur l'amélioration de la situation et envisage l'arrivée d'une nouvelle Révolution française.

Et si Macron était le dernier avatar d'un système à bout de souffle, dans lequel il va mettre le désordre pour en montrer la vacuité ? S'il était Romulus Augustule, que Dürrenmatt a magnifié dans *Romulus le Grand*, un empereur entré dans la carrière pour détruire ce pouvoir de l'intérieur ? Mais combien de vies brisées et de personnes démolies auparavant ?

Dans ce cas, les Français peuvent compter sur quatre solides garde-fous. Dont, curieusement, la majorité des médias parlent assez peu. Lisez-les, d'urgence.

David Tong

INTÉGRER LA CRITIQUE DU NUMÉRIQUE DANS L'ÉCOLOGIE

Depuis l'été 2018, les manifestations en réaction à la catastrophe écologique en cours montrent l'élévation du niveau d'inquiétude. Des milliers de personnes sortent régulièrement dans les rues pour exprimer leur colère face aux dégâts. L'écologie, globalement réduite au climat, obtient plus de place dans les médias et les débats publics. En Belgique, lors des élections communales de novembre 2018, le parti Écolo connaît un grand succès. Le Premier ministre y voyait même un complot : la médiatisation sur le réchauffement du climat aurait servi le parti Écolo (« *Quand la RTBF ouvre son JT de 19h30 samedi sur le dérèglement climatique, on sait que tout est mis en place pour qu'Écolo gagne* »).

Cependant, alors que les constats partagés font écho à une situation de plus en plus grave, les propositions sont, elles, curieusement toujours très légères. Les « alternatives » avancées pour répondre aux problèmes socio-économiques et environnementaux ne semblent pas liées à la gravité de la situation et à la prise de conscience de nombreux phénomènes causés par le système économique dominant, capitaliste, productiviste et technologique. Le secteur des TIC (technologies de l'information et de la communication) devient progressivement le cœur de cette catastrophe écologique en cours, avec toutes ses implications sociales, sanitaires et politiques. Il est cependant totalement absent des débats, voire à *contrario* vu comme le remède défendu dans pratiquement tout l'horizon politique.

Un exemple illustre ce propos. Le 20 novembre 2018, le journal gratuit *Métro*, financé par la publicité, interviewe Philippe Bihouix, auteur de livres d'utilité publique tels que *L'âge des low-tech : Vers une civilisation techniquement soutenable* et *Le désastre de l'école numérique : plaidoyer pour une école sans écrans*, avec Karine Mauvilly. Auparavant, il publiait en 2010 un ouvrage universitaire, *Quel futur pour les métaux ? Raréfaction des métaux : un nouveau défi pour la société*, dans lequel il montrait que le développement durable et le capitalisme vert sont impossibles car basés sur des technologies nécessitant des métaux dont certains arrivent à leurs pics de production. Dans l'interview au journal *Métro*, Philippe Bihouix dénonce l'extraction de minerais et de pétrole à un prix environnemental toujours plus élevé, non pris en compte et répète, une fois de plus, que « *les high tech nous éloignent d'un monde durable* ». Cela n'empêche pas le journal de proposer une page entière, avec deux fois plus d'espace que l'interview, pour mettre en avant « *Sept applications pour un mode de vie plus vert* », insistant principalement sur les efforts individuels à faire. Un exemple symbolique pour illustrer la manière dont les médias peuvent décrire des dégâts environnementaux irréversibles et, sur la page d'à côté, tenter de faire croire que les problèmes seront réglés par des mesures ou des gadgets qui ne font qu'accroître l'empreinte extractiviste.

Pas étonnant me direz-vous, venant d'un journal gratuit. Le traitement de l'écologie dans des médias généralistes, réputés plus sérieux, s'écarte pourtant très peu de ce que propose *Métro*. Ces « grands » médias, peu connus pour leur indépendance, car quasi exclusivement possédés par des grandes familles ou de grands groupes capitalistes, sont financés eux aussi par la publicité ainsi que par l'État et ses aides à la presse.

UNANIMITÉ MÉDIATIQUE SUR LE PROGRÈS TECHNOLOGIQUE

Lundi 13 août 2018, dans *Le Soir* : les robots remplaceront les agents du fisc, apprend-on en Une. On découvre que l'administration des finances s'est fixé comme objectif de devenir une administration sans papier avec des processus entièrement numérisés en 2025. A-t-on consulté la population ? Est-ce souhaitable et faisable ? Dans quel intérêt est-ce imposé ? Ces questions semblent inutiles à lire les propos du journaliste. En effet, *Le Soir* pointe ces citoyens réfractaires au progrès, à propos des baux locatifs : « *Malgré le lancement de l'application my rent qui permet aux propriétaires d'enregistrer directement leurs baux via internet, 52% d'entre eux continuent de se rendre physiquement dans les 42 bureaux d'enregistrement que pos-*

sède le SPF Finances ». Cela ne fait pas les affaires du SPF Finances qui veut réduire l'offre des services physiques de proximité et les supprimer à court terme ! Une fois de plus l'IA (intelligence très artificielle) est avancée comme la solution pour parvenir à ce progrès autoproclamé.

Dans son édition du mardi 31 juillet, *Le Soir* consacrait une page entière sur « *Les projets un peu fou de Google* ». Cependant, rien de très critique à part évoquer vaguement une réputation d'expérimentations de dingues et une culture d'entreprise très particulière dans la société Google X Labs. Pour le journaliste, ne sont pas problématiques des projets tels celui nommé Loon de la société X (anciennement Google X Labs) qui vise à développer l'accès à l'Internet dans les zones les plus reculées de la planète en utilisant des ballons stratosphériques gonflés à l'hélium. Ces ballons peuvent offrir un réseau 4G dans un rayon de 80 km. Sans le moindre questionnement sur les intérêts commerciaux, politiques, sécuritaires, géostratégiques de ce projet, le journal nous annonce qu'il a servi suite à des inondations au Pérou et aux ouragans à Porto Rico. Google avance des missions soit disant sociales centrées sur la croyance au progrès pour justifier toute technologie ; et le discours passe comme une lettre à la poste dans des médias qui clament sans cesse leur neutralité. Autre projet : « *En concurrence avec le Prime Air d'Amazon, Wing vise à généraliser la livraison [de marchandises] par drones non pilotés par un humain, afin de réduire le coût carbone de la livraison* ». Un projet écologique donc, il fallait oser.

Vu tous ces projets généreux, il n'est guère étonnant de lire, en décembre 2018, l'apparition d'un principe d'innovation qui devrait voir le jour dans la législation européenne, « *imaginé pour neutraliser le principe de précaution* », pourtant déjà peu contraignant.

QUI A DIT « SOLUTIONNISME TECHNOLOGIQUE » ?

En feuilletant le journal *Le Monde*, on apprend tout et parfois son contraire, mais avant tout les bienfaits du numérique et de son dernier avatar très médiatique, « *l'intelligence artificielle* ». Petit florilège de quelques bénéfices autoproclamés et rapportés dans la presse²: « *À propos de Notre Dame de Paris - des reconstitutions historiques en 3D ou encore des modélisations d'architectes numériques offrent une documentation désormais précieuse pour reconstruire le monument ravagé par les flammes.* » (17 avril 2019). « *Dans l'usine Veolia d'Amiens, un tri mécanique effectué par un robot facilite le travail des opérateurs...* » (15 avril 2019). « *Santé, agriculture ou éducation..., la fondation indienne Wadhvani AI veut mettre la technologie au service de la lutte contre la pauvreté dans les pays émergents... L'intelligence artificielle (IA) explore de nouveaux territoires. Elle pourrait bientôt servir, en Inde, à diminuer la mortalité.* » (11 avril 2019)

On ne lira malheureusement rien ou trop peu dans ces médias sur les résistances contre Linky ou surtout contre la 5G, qui s'annonce pourtant comme « *un changement sociétal sans précédent à l'échelle mondiale* » selon des médecins, scientifiques, membres d'organisations environnementales et citoyens ayant signé un appel récent demandant l'arrêt de la 5G.³ Ces derniers réclament des mesures immédiates pour protéger l'humanité et l'environnement, conformément aux impératifs éthiques et aux conventions internationales. Par contre, d'autres titres nous annoncent que l'intelligence artificielle permettra de prévoir les crises alimentaires, de traiter les 460.000 contributions du « grand débat » orchestré par Emmanuel Macron, comment organiser son voyage nature grâce à des applications, comment l'IA va répondre aux enjeux du développement...

Grand oublié des débats en lien avec l'écologie, le numérique et plus largement le monde technologique induit également la question du modèle économique que l'on souhaite. Intégrer cette donnée aux analyses et réflexions en vue des mobilisations sociales et écologistes s'avère nécessaire si l'objectif est de lutter réellement, tant au Nord qu'au Sud de la planète, contre les inégalités, l'exploitation de la nature et pour une société digne. Du côté des mouvements contestataires, plus critiques du discours dominant et des

grands médias capitalistes, on réclame de la justice sociale et écologique, ce qui nécessite donc un changement profond de modèle. Les réflexions et revendications quant à l'extractivisme sont depuis quelques années intégrées, mais non encore reliées à une analyse globale sur les implications en terme de refus du développement technologique illimité.

La transition numérique telle qu'elle est actuellement mise en œuvre participe au dérèglement climatique plus qu'elle n'aide à le prévenir. Ceci est reconnu par le rapport sur l'impact environnemental du numérique publié en octobre 2018 par The Shift Project, *think tank* de la transition carbone. La part du numérique dans les émissions de gaz à effet de serre a augmenté de moitié depuis 2013, passant de 2,5% à 3,7% du total des émissions mondiales.

La prise en compte des technologies comme facteurs de pollutions et d'inégalités est totalement absente des discussions. S'il est bien sûr très important de revendiquer la réduction du flux de transports aériens, une transformation du système agricole vers un système paysan et une alimentation comportant 5 à 10 fois moins de protéines animales, deux des mesures les plus souvent mises en avant, devrait également être envisagée une remise en cause du totalitarisme numérique puisque le secteur des TIC, depuis 2009, consomme autant que l'aviation civile mondiale. De plus, les TIC s'attaquent désormais à une transformation de tous les domaines de la vie : l'habitat avec les assistants personnels type Alexa et avec les villes connectées, l'agriculture connectée avec l'invasion de toutes sortes de machines effectuant des tâches auparavant faites par des humains, le travail avec la disparition de 10 à 50% des emplois (selon les estimations), les transports envahis là aussi par la numérisation à outrance, notamment les voitures dites autonomes promues même par le parti Écolo. Un parti Écolo qui ne voit aucun problème à proposer une application de jeu sur smartphones « *pour éduquer les jeunes* ». Début mars 2019, il lançait le jeu Planet Alert afin de promouvoir « *un modèle, plus horizontal, plus participatif et égalitariste* », dicit la communication destinée à promouvoir ce jeu.

Comme l'a montré Bruno Poncelet dans des études et conférences, les multiples usages en augmentation de diverses technologies ne sont pas issus d'un mouvement naturel de l'histoire. Cette invasion technologique qui entoure tout un chacun en 2019 vient notamment des recommandations de Digital Europe, un groupe de puissantes firmes marchandes asiatiques, étatsuniennes et européennes qui s'organisent pour défendre ses intérêts auprès de l'Union européenne. « *L'un de leurs axes de travail consiste à présenter un argumentaire général pour donner du sens et de la légitimité à la transformation digitale de la société.* » Sans que cela étonne vraiment, on retrouve à peu près le même discours dans un grand nombre de rapports politiques gouvernementaux (ou sur le site officiel de la Commission européenne) consacrés aux projets numériques. Tous assènent la même idée : les outils numériques sont un bienfait d'intérêt général pour autant qu'on en ait la maîtrise, ce qui implique d'agir au plus vite pour digitaliser nos sociétés... Mais, concrètement, ça veut dire quoi « *digitaliser la société* » ? Pour Digital Europe, cela peut tenir en une phrase : « *Il faut créer (au minimum à l'échelle européenne, si possible à l'échelle mondiale) un marché numérique aussi globalisé que possible.* »⁴

L'Union européenne finance également indirectement des plateformes flottantes habitables destinées à une vie dans les eaux internationales, projet impulsé, entre autres, par des libertariens transhumanistes de la Silicon Valley comme Peter Thiel, cofondateur de PayPal et investisseur historique de Facebook. Il affirmait en 2009 ne « *plus croire que la liberté et la démocratie soient compatibles...* ». Il disait aussi « *être opposé à l'idéologie de l'inévitabilité de la mort* ». Un autre dirigeant de ce projet, Joe Quirck, annonçait dans un essai « *comment les nations flottantes vont restaurer l'environnement, enrichir les pauvres, guérir les malades et libérer l'humanité des politiciens* ». L'article du *Monde* racontant ce projet⁵ explique que le financement de cette vie insulaire sera permis par une cryptomonnaie, l'ethereum, et nécessitera donc des connexions internet à haut débit. Bien sûr ce projet servirait aussi aux populations déjà menacées par la montée des eaux.

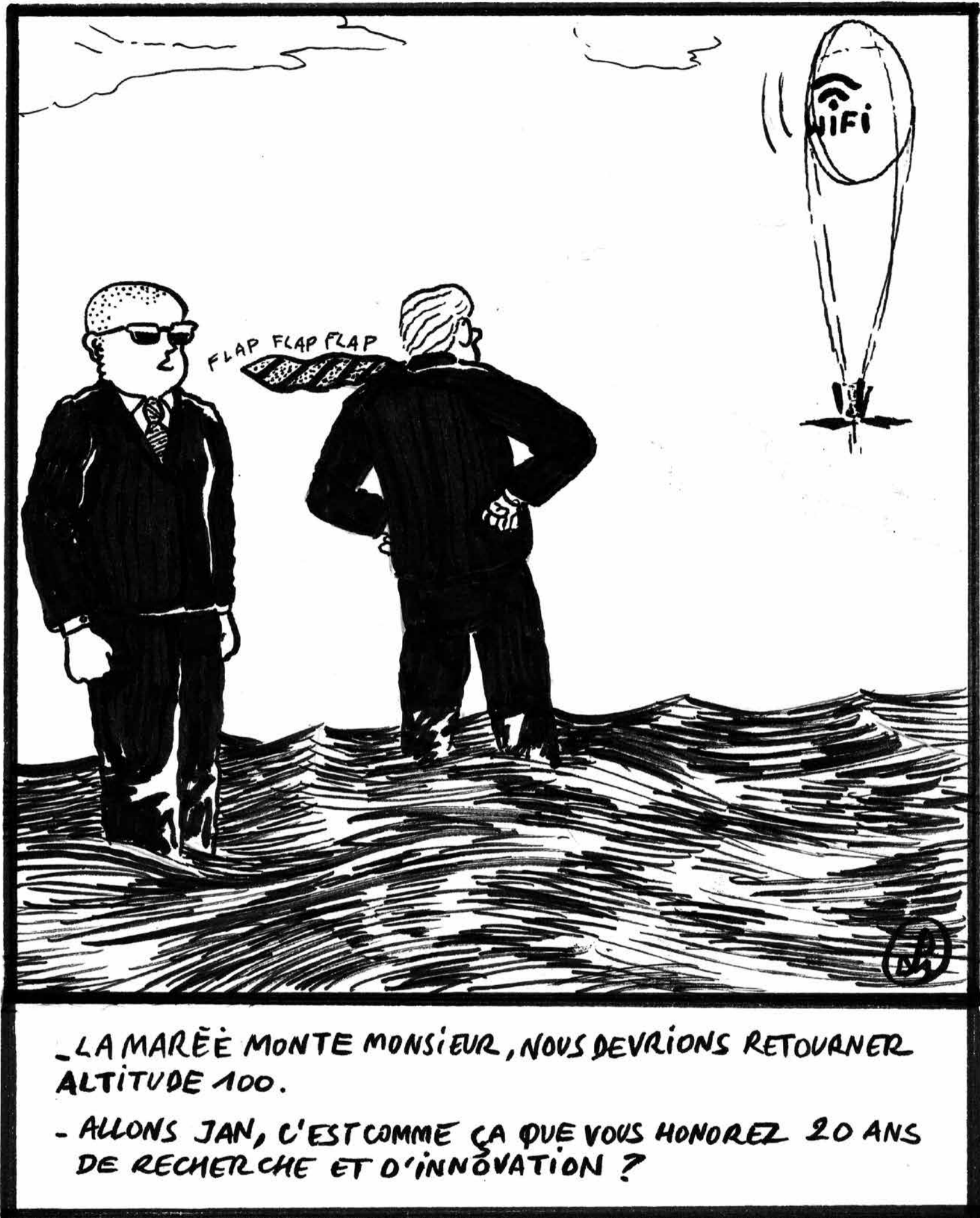


Illustration: Pierre Mercier

LA GÉNÉROSITÉ DIGITALE

En novembre 2018, La Commission européenne annonce l'initiative Wifi4EU. Une enveloppe de 120 millions € est mise à disposition de 8.000 communes à l'intérieur des frontières de l'UE jusqu'en 2020. Rien de très compliqué, pas de mesures environnementales et sanitaires envisagées par les pouvoirs publics. Les communes ont pu « déposer leur candidature en ligne afin de demander un coupon d'une valeur unitaire de 15.000€ ». En quoi consiste-il concrètement ? « Grâce à ce coupon, la commune pourra installer un point d'accès Wi-Fi dans les lieux publics, notamment les mairies, les bibliothèques publiques, les musées, les parcs publics ou les places publiques ». Une initiative qui bénéficierait à tout le monde et que l'on pourrait même qualifier d'éthique à en croire leur communication: « L'utilisation des réseaux financés par l'initiative WiFi4EU sera gratuite. Ces réseaux seront exempts de publicité et ne collecteront pas

les données personnelles.⁶ » De quoi réduire la fracture numérique ? Mais cette fracture n'est-elle pas elle-même introduite par ces mêmes institutions qui ont favorisé la connexion de toutes parts ?

Ce capitalisme numérique, intimement lié aux multinationales, est dénoncé par les mouvements de gauche et écologistes, mais il est difficile d'y faire face. Toutefois, les oppositions et modes d'action peuvent être multiples. Toute utilisation de Google, que ce soit via Youtube ou pour un Doodle (s'accorder à plusieurs sur une date de réunion) revient malheureusement à enrichir cette multinationale et donc financer leurs projets de transhumanisme (Ray Kurzweil ingénieur en chef chez Google souhaite transplanter un cerveau humain sur un ordinateur d'ici 2040). Il ne s'agit pas de refuser toute technologie mais de l'envisager dans un cadre systémique, de questionner le progrès et d'élargir les contestations et réflexions : la lutte contre l'extractivisme et contre les dettes écologiques implique un refus de

la numérisation du monde. Écologie et numérique sont aussi incompatibles qu'écologie et capitalisme.

Robin Delobel

1. *Métro*, 20 novembre 2018.
2. Comme on l'a vu par ailleurs, de telles surprises sont publiées dans *Le Soir*, dans *La Libre* on peut lire des tribunes affirmant que « Sans notre modèle économique et technologique, il sera impossible d'atteindre l'excellence écologique », signée par Corentin de Salle, directeur du Centre Jean Gol (le centre d'études du MR) et Damien Ernst, professeur à l'ULiège, spécialisé en énergie et intelligence artificielle.
3. « Pour une planète viable, arrêtons la 5G » <https://reporterre.org/Pour-une-planete-viable-arretons-la-5G>, 8 avril 2019.
4. « La révolution numérique : créatrice ou destructrice d'inégalités ? », Bruno Poncelet, novembre 2017 https://www.cepag.be/sites/default/files/publications/2017_-_cepag_-_etude_-_revolution_numerique_0.pdf.
5. Des racines et des îles, mardi 2 octobre 2018.
6. https://ec.europa.eu/commission/news/wifi4eu-2018-nov-05_fr.

DU BESOIN DE BOUCLER LA BOUCLE

Il y a quelques jours, je dégustais tranquillement au coin du feu de délicieuses pralines. Négligemment, je jouais avec le ruban rouge qui entourait la boîte, avant de remarquer le label qui y avait été apposé. Le graphisme était peut-être mal choisi, mais le chocolat restait d'une qualité incontestable. J'ai souri malgré moi : « Ce chocolat soutient les producteurs de caca. » Tout en laissant fondre la ganache sur ma langue, j'ai laissé cette phrase résonner dans mon esprit, en pensant à Victor Hugo.

POUSSIÈRE

« Car tu es poussière, et tu retourneras à la poussière. »

Genèse 3:19.

Si l'on s'entend pour dire que notre corps fait partie du grand cycle de la Vie, que notre mort fera la vie d'autres organismes, notre pudeur nous pousse tout de même à enfermer nos chairs vides dans des boîtes creuses, au fond de trous profonds¹. Une fois morts, nous ne sommes plus qu'un « déchet », certes teinté d'une grande symbolique, mais un rebut tout de même. On enterre nos défunts pour ne pas voir ce qu'il advient de leur corps, puis on les recouvre de pierre et de fleurs. Pour être sûr.

Même si la symbolique est peut-être moins profonde, on fait de même à chaque fois que l'on va « au petit coin ». Avec un ego bafouant tout éco, on chasse d'une eau pure ce dont notre vie n'a plus besoin, évacuant au plus vite de notre vue ces productions taboues. On rabaisse le couvercle de la cuvette, dans une odeur de fleurs diffusée par un pot-pourri rappelant l'odeur du cimetière et l'on s'en va, oubliant instantanément ce dont on vient de se séparer (et parfois, aussi, la lumière allumée).

Les selles humaines dites normales pèsent de 150 à 200 grammes par jour. Multiplié par un peu plus de 7,55 milliards d'êtres humains sur la planète, l'humanité produit quotidiennement son lot de 1.510.000 tonnes de matière fécale (soit près de 17,5 tonnes par seconde). Et c'est sans compter les urines ! Mais de tout cela, point de poussière. Nous n'en voulons tout bonnement pas dans notre cycle de la vie. Et pourtant...

SOUS LES PAVÉS, LA FANGE
« À cela deux résultats : la terre appauvrie et l'eau empestée. La faim sortant du sillon et la maladie sortant du fleuve. »

Victor Hugo, *Les Misérables*, 1862.

Au début du XIX^e siècle, les sources d'engrais sont limitées. Les résidus organiques, et en particulier les excréments, sont récupérés en ville pour engraisser les champs de la périphérie. À Bruxelles, l'entreprise est effectuée par la Ferme des Boues, secteur du service de nettoyage de la voirie. Vidange de latrines et de fosses d'aisance communes, les extrants sont menés au nord du pentagone, en bordure du canal. Après évaporation partielle de l'eau surabondante, le « fumain »² – le fumier humain – est vendu aux agriculteurs locaux, bouclant la boucle.

Entre 1831 et 1846, la population bruxelloise passe de 140.000 à 232.000 habitants. Avec la densification démographique, arrivent aussi les maladies. Le milieu du XIX^e siècle voit se succéder des vagues pandémiques de choléra et plusieurs épidémies se suivent à Bruxelles. La contamination par *Vibrio cholerae* se faisant principalement via des eaux souillées d'excréments infectés, des mesures d'hygiène s'imposent petit à petit. S'amorce alors une transformation majeure de la gestion des matières fécales.

Dès 1857, le « tout-à-l'égout » est favorisé, le réseau de drainage des eaux de pluie devenant un véritable système d'évacuation des eaux usées. Les égouts se déversent dans la Senne, qui emmène au loin toute source de contagion... et brise en même temps la loi de la restitution. Face à l'apparition des engrais de synthèse, la question ne dure pas longtemps et la part des déjections humaines dans le cycle nutritif est oubliée peu à peu : les selles ne sont plus que pollution. L'état de la Senne est dénoncé par les autorités locales en aval de Bruxelles mais, après de nombreux palabres menant au voûtement de la rivière, une commission spéciale du conseil communal

de la Ville déclare en 1882 « qu'un des rôles dévolu dans la nature aux cours d'eau est précisément d'assainir leurs rives en entraînant au loin toutes les matières putrescibles qui en découlent. [...] La Ville de Bruxelles use simplement d'un droit naturel en déversant son sewage dans la Senne ». Ainsi pendant 120 ans, la Senne restera l'égout de la capitale.

Bruxelles possède aujourd'hui deux stations d'épuration de l'eau de ses égouts. La station Sud a été inaugurée en 2000, après menaces de l'Europe pour que s'initie sa construction et elle vient d'être massivement rénovée pour rester aux normes européennes. Elle se charge d'environ 25% des eaux traitées de l'agglomération. La station Nord, ouverte en 2007, traite les 75% restants. 60 millions de m³ d'eau potable sont consommés chaque année à Bruxelles. 98% des eaux usées sont mises à l'égout. Mélangées aux eaux de pluies et à la canalisation du Maelbeek et d'autres ruisseaux, c'est finalement 128 millions de m³ d'eaux usées qui sont traités chaque année dans les deux stations d'épuration de Bruxelles. Cela ne représente pourtant qu'entre 90 et 95% des eaux d'égouts, le reste étant toujours évacué par les 14 points principaux de débordement des égouts dans la Senne et le canal.

Les boues d'épuration produites, mêlant déversements industriels et ménagers aux matières organiques, contiennent métaux lourds, substances toxiques et polluants pharmaceutiques persistants. Dès lors, suite au mélange des matières nutritives aux pollutions de la ville, les boues résultantes sont impropres à toute utilisation agricole et, de la centrale Sud, partent par camion chaque jour 6 à 10 containers de boues en route pour incinération en Allemagne.

COMPOSTAGE

« Une grande ville est le plus puissant des stercoraires. Employer la ville à fumer la plaine, ce serait une réussite certaine. Si notre or est fumier, en revanche, notre fumier est or. Que fait-on de cet or fumier ? On le balaye à l'abîme. »

Victor Hugo, *Les Misérables*, 1862.

Les matières organiques animales, mêlées à un substrat végétal, sont utilisées depuis toujours comme fumier pour engraisser les champs, nourrissant les sols et fertilisant les cultures. L'utilisation de matières nutritives humaines – à l'exception du dernier siècle de l'histoire occidentale – en a toujours fait partie. L'application de matières fécales non traitées n'est pas sans risque (ni sans odeurs), aussi bien pour l'agriculteur que le consommateur³. Le choléra en est une bonne démonstration. Mais si l'on sait aujourd'hui que la maladie est due à une bactérie, on sait également qu'elle ne survit

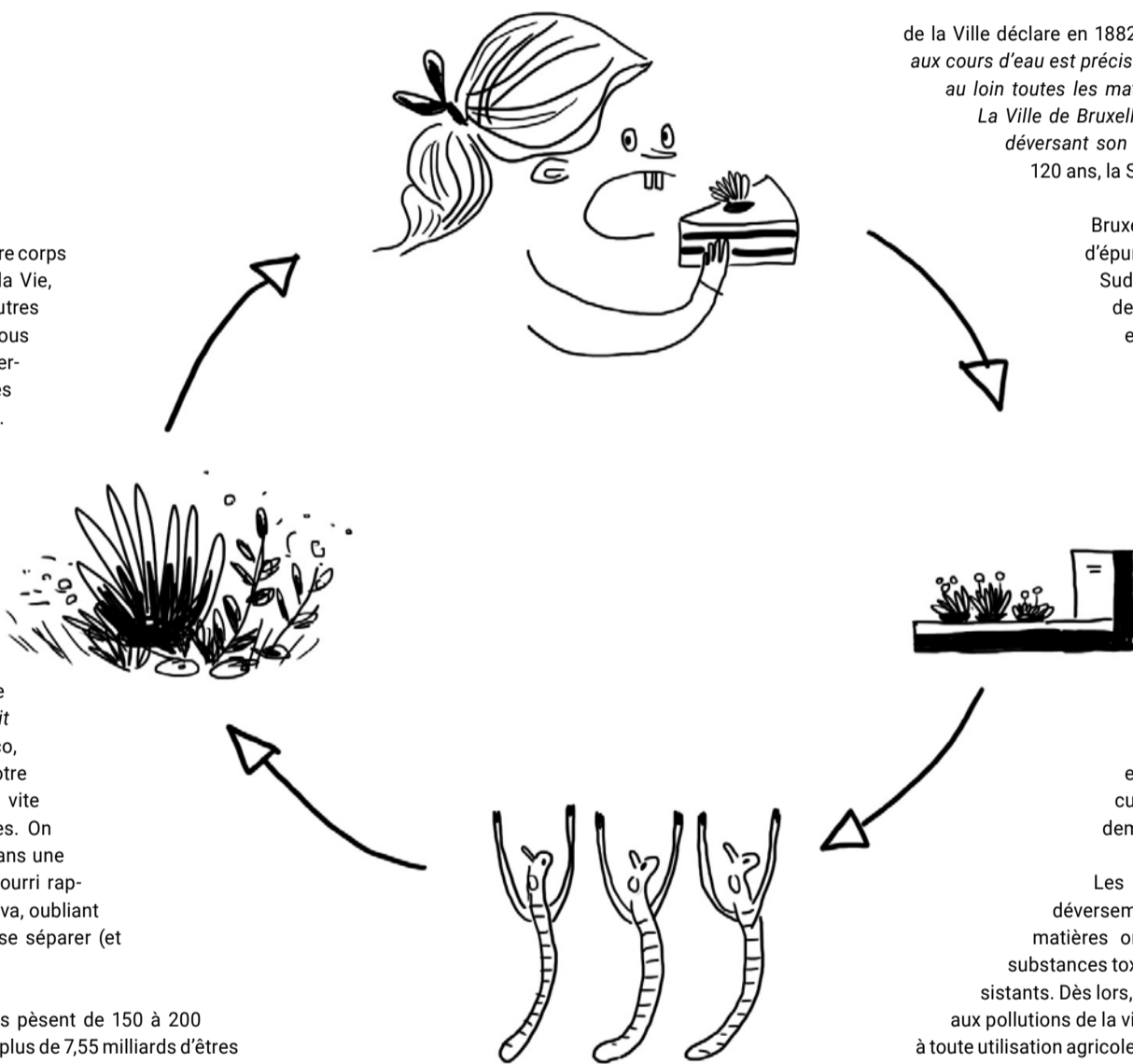
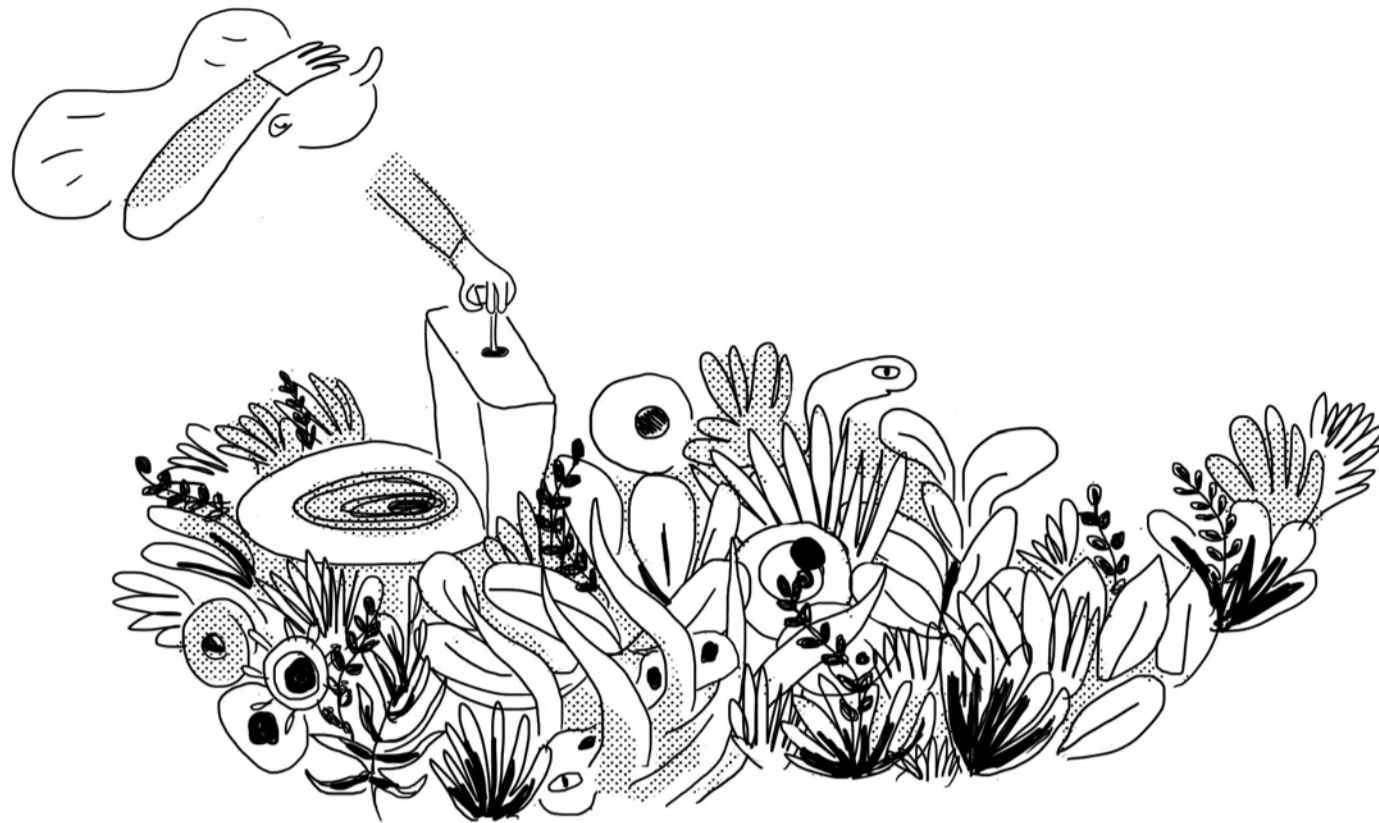


Illustration: Adèle Jolivard



jamais plus d'un mois en dehors d'un hôte humain. Rien qui ne peut être surmonté par le compostage.

Pas le compostage des boues d'épuration pourtant, ces dernières posant toujours le problème de pollution aux métaux lourds, substances toxiques et résidus pharmaceutiques. La clé est dans la « toilette sèche à litière bio-maîtrisée » mettant fin à l'aberration des déjections dans l'eau potable. Tout fermier peut exposer comment un bon fumier se compose des déjections de ses animaux (excréments et urines mélangées) dans une litière végétale sèche, avec un rapport de un pour trois. L'humain n'est qu'un animal comme les autres : les toilettes sèches n'utilisent pas de chasse d'eau mais une litière végétale riche en carbone – sciure, foin, feuilles mortes, etc. – pour couvrir tout dépôt et absorber les liquides. Les matières ainsi récoltées peuvent être ensuite compostées.

Tout ce qui provient d'une plante ou d'un animal se compostera naturellement dans la nature et se décomposera d'autant mieux dans un compost. Agrumes, viandes ou graisse sont tout autant périssables que les selles et leur papier toilette, que les tampons en coton ou le cadavre du vieux hamster, bien que coquilles d'œufs, os et branchages prendront plus de temps à être dégradés. Avec suffisamment d'humidité, d'oxygène piégé dans les interstices du substrat et un bon rapport C/N entre carbone (litière) et azote (extraits)⁴, la plupart de la matière organique sera transformée en humus en moins d'un an. Dans le cas de compostage par lot de grands volumes, entrepris par exemple par des collectivités, les phases principales de la décomposition peuvent être opérées en quelques mois.

COPROPHOBIE

« Tout l'engrais humain et animal que le monde perd, rendu à la terre au lieu d'être jeté à l'eau, suffirait à nourrir le monde. »

Victor Hugo, *Les Misérables*, 1862.

L'hétérogénéité des réglementations et le tabou social que représente le sujet reflète une coprophobie généralisée. Dans de nombreux pays, le compostage des biosolides est très fortement réglementé et leur utilisation en agriculture largement interdite. En Europe, seule l'utilisation d'urine ayant été séparée des fèces à la source peut être utilisée, et ce uniquement en agriculture conventionnelle. Le compostage domestique des excréments humains n'est cependant pas légiféré en Belgique, tombant sous la juridiction des règles de bon voisinage du code civil (article 544) : l'on ne peut empêcher son voisin de jouir et disposer de sa propriété en diffusant des odeurs nauséabondes. Un compost bien géré ne sentant pas plus qu'un sous-bois en automne, libre à ceux qui disposent d'un jardin de composter leur « fumain »⁵.

Quid des déjections de la majorité de la population urbaine ou de ceux ne voulant pas avoir à gérer un compost ? Si l'on récoltait les 3.000 millions de tonnes de matières organiques que produirait l'ensemble de l'humanité si elle utilisait universellement des toilettes sèches, on pourrait couvrir les 1,4 milliard d'hectares de terres arables mondiales de plus de deux tonnes de compost par hectare chaque année.

Si des entreprises de compostage de « fumain » existent (principalement en Asie ou encore en Haïti⁶), les biosolides sont généralement gérés comme des déchets, transformés en matériaux de construction, biocarburants ou combustibles. Cette gestion permet de réduire la pollution aquifère, mais elle tourne toujours le dos au cycle naturel des nutriments. Et si des projets de fertilisation comme en Égypte permettent de transformer des surfaces désertiques en forêts ligneuses, combien de terres arables sont exclues du cycle en contrepartie ?

CONCLUSION

« Ces tas d'ordures du coin des bornes, ces tombereaux de boue cahotés la nuit dans les rues, ces affreux tonneaux de la voirie, ces fétides écoulements de fange souterraine que le pavé vous cache, savez-vous ce que c'est ? C'est de la prairie en fleur, c'est de l'herbe verte, c'est du serpolet et du thym et de la sauge, c'est du gibier, c'est du bétail, c'est le mugissement satisfait des grands boeufs le soir, c'est du foin parfumé, c'est du blé doré, c'est du pain sur votre table, c'est du sang chaud dans vos veines, c'est de la santé, c'est de la joie, c'est de la vie. »

Victor Hugo, *Les Misérables*, 1862.

Le naturalisme⁷ occidental a oublié la place de l'homme dans la nature. En excluant les matières organiques humaines du cycle nutritif pour raison sanitaire avant la compréhension du fonctionnement du compostage – Pasteur rédigeait ses premières publications au moment où les travaux de voûtement de la Senne commençaient à Bruxelles –, l'histoire a pris la voie d'un verrouillage à la fois social et pluri-technique : tabou social, infrastructures de canalisation, (non) gestion des eaux et plus tard des boues d'épuration, mais aussi lois sanitaires et industrie de la production d'engrais de synthèse, etc.

Un autre paradigme est pourtant possible. Fertilisante et pathogène, la double nature de la matière fécale est facilement réduite à une action féconde saine par le compostage du fumain, d'autant plus lorsque cela est fait de manière collective, permettant une pasteurisation naturelle de la matière organique et un contrôle sanitaire adéquat. L'entreprise est de plus payante : le prix de l'enlèvement des extraits, de leur transport et de leur traitement revient (en tenant compte de sa valeur marchande finale) à moins de 1/5^{ème} du coût de transport par les eaux usées suivi d'un traitement en station d'épuration (sans compter la gestion des boues résultantes).

Il n'y a pas moyen d'y échapper : le cycle de la vie ne produit pas de déchets, les excréments d'un organisme sont l'aliment d'un autre. Notre Terre est unique et la seule manière d'y vivre durablement est en s'inscrivant dans le cycle de la biosphère, pas à côté. Le tout premier principe de l'agroécologie n'est-il pas de « permettre le recyclage de la biomasse, d'optimiser la disponibilité des nutriments et d'équilibrer le flot de nutriments » ? La question, hautement inter-

disciplinaire et sociale devrait avoir été traitée mille fois. Comment prétendre à l'agroécologie d'une manière plus centrale qu'autour du sujet des déjections humaines ? Sans ces matières nutritives, point de résilience, de durabilité ni d'autonomie. Pas de système agro-alimentaire complet. Comment soutenir un circuit court qui ne circule que dans une seule direction, comment aspirer à une économie circulaire sans boucler la boucle ? Comment construire une agriculture nourricière durable sans l'inscrire dans le cycle naturel de la biosphère. Il est grand temps de penser à l'« écosystème total »⁸ et à enfin boucler la boucle. Aller jusqu'au bout de la logique. Pourtant personne n'en parle. Attend-on d'être dans la merde jusqu'au cou avant de s'y intéresser ?

Noé Vandevoorde

Cet article a été rédigé dans le cadre du cours théories et gestion des transitions agroécologiques. où les étudiants du master en agroécologie (ULg-ULB) ont rédigé chacun un essai, en guise de clôture de leur quadrimestre « Agroécologie et sciences sociales » au Campus d'Arion de l'ULg.

Autres sources :

- Wikipédia. « Matière fécale ». Wikipédia, l'encyclopédie libre, 2018. [En ligne : http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Matière_fécale].
- United Nations. « World Population Prospects ». Key findings and advances tables, 2017. [En ligne : https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf].
- Ananda Kohlbrenner. « De l'engrais au déchet, des campagnes à la rivière : une histoire de Bruxelles et de ses excréments ». *Brussels Studies*, 2014. [En ligne : <http://journals.openedition.org/brussels/1224>].
- Ville de Bruxelles. « Eau d'égout : Rapport présenté, au nom de la Commission spéciale, par M. le Conseiller Allard ». *Bulletin du conseil communal de la ville de Bruxelles*, pages 407-453, tome 1, séance du 1^{er} mai 1882.
- Bruxelles Environnement. « Épuration des eaux usées ». *État de l'environnement*, 2016. [En ligne : <https://environnement.brussels/etat-de-lenvironnement/rapport-2011-2014/eau-et-environnement-aquatique/epuration-des-eaux-usees>].
- Société Bruxelloise de Gestion de l'Eau. « Rapport d'activité ». *Le traitement des eaux usées en Région de Bruxelles-Capitale*, 2017. [En ligne : http://www.sbgge.be/documents/SBGE2018-fr_180707_web.pdf].
- Joseph Jenkins. *The Humanure Handbook: A Guide to Composting Human Manure*. Joseph Jenkins Inc., 3rd édition, 2005. [En ligne : <http://humanurehandbook.com/downloads/Contents.pdf>]. Jean-Paul Chavaret. *Atlas de l'agriculture : Comment pourra-t-on nourrir le monde en 2050 ?* Éditions Autrement, 2010.
- Oliver Ristau. « Sewage effluent fights desertification in Egypt ». *Deutsche Welle*, 2016. [En ligne : <https://p.dw.com/p/1J3XJ>].
- W. Rybczynski et al. « Appropriate Technology for Water Supply and Sanitation – Low Cost Technology Option for Sanitation, A State of the Art Review and Annotated Bibliography ». *Banque mondiale*, page 20, 1982.
- Pierre Stassart et al. « L'agroécologie : trajectoire et potentiel. Pour une transition vers des systèmes alimentaires durables ». dans *Agroécologie entre pratiques et sciences sociales*, 2012.

1. On notera tout de même la mise en place d'humusation, un projet alternatif autorisé pour expérimentation en Belgique depuis août dernier. Métamorphose. « Métamorphose pour mourir... puis donner la vie ! ». *Fondation d'Utilité Publique*, 2018 [En ligne : <https://www.humason.org>].
2. L'expression est due à Joseph Jenkins dans son livre *The Humanure Handbook. A Guide to Composting Human Manure*. Inc., 3rd édition, 2005. [En ligne : <http://humanurehandbook.com/downloads/Contents.pdf>].
3. Des risques existent également pour les cultures, la forte concentration en azote des boues brûlant les végétaux et l'utilisation directe des excréments pouvant alors s'avérer contre-productive.
4. L'équilibre nutritionnel des microorganismes est situé à un rapport C/N d'environ 25, les fèces pures ayant un rapport entre 5 et 10.
5. À ce sujet, lire l'excellent ouvrage de Joseph Jenkins « *The Humanure Handbook* », traduit en français aux éditions Écosociété : « *Le petit livre du fumain* ». Cela n'exonère pas du raccordement à l'égout lorsqu'il existe, pour l'évacuation des eaux grises. Dans le cas où l'égout n'existe pas, il est obligatoire d'installer un système d'épuration autonome, qui peut être réduit de 30% en présence de toilette sèche.
6. Voir par exemple l'ong *Sustainable Organic Integrated Livelihoods* (soil). <https://www.oursoil.org>
7. Au sens de Philippe Descola, voir par exemple https://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe_Descola#Naturalisme
8. Clin d'œil à David Western, voir par exemple https://archive.boullier.bzh/cosmopolitiques_com/cosmopolitiques_com_archive_boullier_bzh_1-western.pdf

LA RECHERCHE SUR LES ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES CENSURÉE PAR L'UNIVERSITÉ ?

Marie-Claire Cammaerts, docteure aujourd'hui pensionnée du département de biologie des organismes de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), nous explique les effets désastreux des ondes électromagnétiques sur les organismes mis en évidence dans ses recherches. Mais aussi comment l'université et certaines revues scientifiques ont tenté d'étouffer ses résultats.

Dans quelles circonstances commencez-vous à vous intéresser aux ondes ?

Le point de départ est que j'adore les abeilles. À cette époque, on commence à parler du CCD¹. J'ai pensé que cela devait être causé par les ondes électromagnétiques, car l'utilisation de telles ondes et le syndrome de mortalité des abeilles apparaissent en même temps, à la même époque, après la réglementation relative à l'emploi des insecticides.

Vos recherches débutent avec les fourmis toutefois ?

J'ai demandé pour avoir des abeilles et on me l'a interdit.

C'est-à-dire ?

On m'a interdit d'avoir des abeilles. J'ai demandé pourquoi : « Ça pique ! ». Si on s'arrête à ça... Les rats mordent alors, les bactéries sont infectieuses, etc.!

Vous êtes convoquée à l'époque ?

La doyenne m'a simplement répondu par mail qu'elle m'interdisait d'avoir des abeilles. J'ai été appelée chez le doyen, par après, quand tout était publié. L'Université met des antennes sur ses toits et reçoit de l'argent pour ce faire. Elle a mis le wifi partout, dans tous les auditoriums et les lieux publics. Alors dire que cette technologie est nuisible, cela ne peut se faire!

Est-ce que vous savez qu'il y a un contrat entre l'ULB et Huawei² ?

Oui je l'ai appris. Monsieur André Fauteux me l'a envoyé, en me disant : « Vous connaissez ça sans doute Madame ? ». « Non »³ ai-je répondu. C'est un contrat pour installer la 5G.

Vous voulez dire que l'université ne peut plus dire ce qu'elle veut dès lors qu'elle a des intérêts économiques avec des opérateurs et des producteurs de GSM ?

Oui, c'est exactement ça. On ne peut pas dire que ces choses-là sont nuisibles.

Est-ce qu'on vous l'a dit clairement ?

Quasi. Le doyen m'a dit : « Il y a du wifi ici Madame, et je ne sens rien », sous-entendu : c'est ce que vous devez dire aussi.

En tout cas, on vous met des bâtons dans les roues ?

Oui, j'ai donc cessé mon travail sur les ondes et focalisé mes recherches sur d'autres choses. Après les ondes électromagnétiques, j'ai étudié les effets de toute une série de substances utilisées par les hommes, notamment la nicotine. Ensuite, j'ai étudié les antidépresseurs : à cette époque-là, on utilisait la fluoxétine, une substance très néfaste. Toutes les fourmis sont mortes : elles ont déchiré leurs nymphes, elles s'agressaient l'une l'autre, et sont finalement mortes. Effectivement, finalement, mais après pas mal de temps et de procès à son sujet, on a supprimé la fluoxétine du marché. J'ai également étudié la quinine et j'ai montré que si elle protège la personne des effets de la malaria, elle augmente toutefois sa propagation. J'ai étudié le Xanax® (= l'alprazolam) qui entraîne une forte dépendance. J'ai étudié le glutamate et montré qu'il est très nocif ! Tous les produits asiatiques contiennent du glutamate et certains produits européens aussi (par exemple les produits Knorr, Royco...). J'ai étudié les édulcorants : l'aspartame (qui se décompose en produits nocifs), le sucralose (qui libère du chlore).

Revenons sur la recherche sur les ondes électromagnétiques. Vous découvrez les effets sur les fourmis et vous proposez votre publication ?

Oui, ce fut éprouvant, j'ai mis 3 ans avant d'y parvenir.

Qu'est-ce qui était terrible ?

Publier. Je l'ai envoyé à Myrmecological News. Réponse : « Nous ne publions pas ça ». Puis à Biologicala. Réponse : « Nous ne publions pas ça ».

Sans explications ?

Aucune, le travail était parfait. Ils n'avaient pas de reproches à faire, mais ils ne voulaient pas publier l'information que « les ondes sont néfastes ». J'ai envoyé à Belgium Journal of Zoology : il a été accepté avec révision. Cela a ensuite beaucoup traîné, puis l'éditrice a fait ce qu'on ne peut pas faire : elle l'a envoyé à Luc Verschaeve⁴ (Institut de santé publique), qui à cette époque détruisait tous les travaux montrant l'impact des ondes. Il a même écrit une revue entière où il détruit tous les travaux, notamment ceux de Panagopoulos, Balmori, Favre et moi-même, attaques auxquelles nous avons répondu (voir pour cette citation et les suivantes, les références en fin d'article).

Pourquoi il fait ça ?

Il était payé par Belgacom, notamment

Vous avez la preuve de cela ?

Oui, c'est connu. Alors finalement quelqu'un m'a renseigné la revue d'Henri Lai. C'est un médecin qui est en même temps éditeur de la revue Electromagnetic Biology and Medicine. C'est un excellent éditeur et il a publié mes travaux. J'ai travaillé ensuite sur des paramètres, ce qui permet de voir l'effet des ondes sur la membrane cellulaire. En fait, les ondes agissent sur tout ce qui a des charges électriques. La membrane de la cellule, celles des mitochondries et des chloroplastes, l'ATPase, l'influx nerveux, l'enveloppe du noyau, etc. Les brins d'ADN sont l'un contre l'autre grâce à des ponts d'hydrogène. Un pont d'hydrogène c'est un proton qui va constamment d'un brin à l'autre ; ce n'est pas une liaison fixe, c'est une liaison électrique et les ondes agissent dessus, les rendant moins stables. Si, à ce moment-là, il y a un agent mutagène, une mutation peut se faire facilement. Les ondes n'induisent pas la mutation mais elles la favorisent.

Quels sont les risques pour l'être humain, concrètement ?

L'influx nerveux va fonctionner moins bien. Tout ce qui fonctionne avec les membranes va fonctionner moins bien. C'est le cas, par exemple, des cristae, situées dans l'oreille, comprenant de petites cellules ciliées permettant d'avoir l'équilibre. Au niveau des oreilles, il y a aussi l'organe de Corti, qui sera affecté par les ondes (on aura des acouphènes et autres troubles). Les mitochondries, qui produisent l'ATP sont aussi affectées par les ondes (on sera donc fatigués).

L'influx nerveux se propage le long de la membrane cellulaire. Les cellules nerveuses soumises aux ondes électromagnétiques doivent constamment essayer de réparer leurs membranes pour fonctionner correctement. Cela vaut pour les nerfs, mais aussi pour le cerveau, où s'effectuent sans cesse de nombreux influx nerveux. Les ondes entraînent des maux de tête et des tumeurs.

Vous pensez que les ondes ont profondément changé le fonctionnement cérébral des gens ?

Non, ça ne change pas le fonctionnement cérébral, ça l'abîme. Vous roulez en auto, vous cognez quelqu'un, vous n'avez pas changé votre auto mais elle est abîmée et vous devez la réparer.

Mais alors, cela peut provoquer un vieillissement anticipé et notamment des malades d'Alzheimer précoces, comme le Dr. Belpomme l'a montré ? Des troubles de la mémoire ? Des enfants qui rentrent dans une pièce qui ne savent plus par où sortir...

Oui.

Dès lors, si vous deviez prendre des mesures politiques après avoir découvert tout cela, qu'est-ce que vous feriez ?

Il faut remettre des fils électriques dans les maisons, chaque fois qu'il y a moyen. Il ne faut surtout pas utiliser des compteurs « intelligents ».

Mais ils sont en train de mettre du wifi partout, dans les écoles, dans les crèches...

Il ne faut pas le faire, on va sortir de l'école épuisé. Ça ne sert à rien. Si c'est nécessaire pour l'enseignement, il faut installer le wifi dans une seule pièce de l'école et pas dans toutes les classes. On sort du Thalys épuisé, parce qu'ils ont mis le wifi dans toutes les voitures. On devrait en mettre dans une seule voiture pour les personnes qui ont impérativement besoin de travailler avec leur ordinateur.

On pourrait même poser la question du « besoin impératif » ?

Oui, ce n'est pas nécessaire.

Est-ce que les ondes peuvent provoquer des nécroses, des morts cellulaires ?

Je ne suis pas certaine mais elles vont favoriser quelque chose d'autre qui pourrait entraîner une fragilisation. Vous imaginez une maison où vous fragilisez les murs, vous fragilisez les appareils... Vous ne détruisez pas la maison mais s'il y a un tremblement de terre, elle sera détruite alors que les autres, non fragilisées, ne seront que peu abîmées.

Est-ce que vous parleriez d'un scandale sanitaire pire que l'amiante ?

C'est comme l'amiante. Sauf que l'amiante est présente dans un bâtiment. Dans la rue, il n'y en a plus. Les ondes, elles sont désormais présentes partout : dans les maisons, les lieux publics, les écoles, les universités, les trains, etc.

De plus, il y a une addiction au wifi et aux GSM...

Oui. On met du wifi partout, dans les moyens de locomotion... on fait fonctionner les appareils de maison au wifi. Les personnes sont accrocs à leurs appareils et on invente toujours des gadgets de plus en plus sophistiqués pour qu'ils continuent à consommer. On a un jour demandé à quelqu'un : « Pourquoi faites-vous cela ? Ça n'allait pas bien avant ? ». Sa réponse : « Si. Mais si on garde le même appareil qu'avant, on ne va plus en vendre... On doit donc en fabriquer un nouveau un peu différent doté de gadgets supplémentaires, pour que les gens rachètent ». C'est du commerce, cela doit être lucratif ! Et cela au détriment de la santé⁵.

LA RECHERCHE SUR LES ONDES ÉLECTROMAGNÉTIQUES CENSURÉE PAR L'UNIVERSITÉ ?

Interview de Marie-Claire Cammaerts

Comment vous vivez cela, en tant que chercheuse, le fait que vous découvrez scientifiquement la nocivité de ces dispositifs, mais que ça n'a jamais ou presque jamais d'effets sur la réalité ?

Il faut parfois longtemps, mais la vérité fini toujours par éclater au jour. Finalement elle est acceptée, elle est vénérée. On l'accepte finalement. Le mouvement de la Terre autour du soleil, au début ce n'était pas accepté. On devait accepter que la Terre soit au centre et que les astres tournent autour de la Terre. Avant qu'on accepte le système solaire tel qu'il est, il a fallu longtemps.

Je comprends ce que vous dites mais est-ce que vous supportez de toujours être sur une vérité postposée ?

Oui, c'est très dur. Je tape du pied comme Galilée. Cela ne changera pas, c'est inhérent à la manière dont l'humanité progresse. Pour tout : quand on trouve quelque chose qui est contraire à la croyance normale, qui va à l'encontre d'une vente lucrative, on doit cacher la vérité. Cela existe dans tous les domaines : santé (médicaments), sciences, politique, et même la vie courante... Par exemple, les dates de péremption sont fausses. En les lisant, on jette un produit dit périmé et on en rachète, alors qu'en fait il est toujours bon.

Vous dites : « On cache la vérité » mais qui cache la vérité ?

Les producteurs.

Ceux qui ont le pouvoir de ne pas le dire ?

Oui.

Mais si les gens étaient au courant, vous pensez qu'ils accepteraient ça ? Les ondes, s'ils savaient vraiment leurs effets...

C'est la même chose que pour la nicotine. Beaucoup de fumeurs, à cause de la nicotine qui est dans leur cerveau, sont devenus accros. Ils fument et ils savent très bien que c'est nocif, qu'ils risquent le cancer, qu'ils détruisent leurs poumons, etc. Ils le savent et ils fument quand même. Si on explique à un jeune qui est accro à son téléphone, à sa tablette, et qu'il ne sait plus s'en passer, que cette technologie est nocive, il comprendra mais continuera à en abuser. En fait, on attend que les gens soient accros avant de commencer à dire la réalité. Comme ça, même si on la dit, cela n'a pas d'impact sur une partie de la population. Cela n'aura d'impact que sur ceux qui sont les plus raisonnables.

Y a-t-il de plus en plus de contrôle sur l'information ?

Oui. Certains n'osent pas révéler les résultats de leurs recherches ou, s'ils le font, quelqu'un d'autre détruit ces résultats. On agit sur vous, on ne vous publie pas, on vous en empêche. Le premier qui a montré l'impact des ondes (sur les plans de tomates, en mettant en évidence l'impact sur des enzymes et le fait que la plante fabrique alors des substances comme elle le ferait en état de stress) n'a pas pu publier son travail. On a détruit son labo, il n'a pas pu continuer. C'est par après que ses élèves, qui croyaient en lui, ont reconstruit tout le labo et ont publié l'article.

Vous dites qu'on a détruit son labo ?

Oui. Il a retrouvé son labo détruit. Le professeur Johansson aussi n'a pas pu continuer. J'ai ensuite publié deux petits travaux avec ce professeur.

Vous avez arrêté vos recherches sur les ondes électromagnétiques.

Oui, mais j'avais trouvé. J'avais fini.

Vous devriez continuer.

Non, j'avais fini. Je voulais des abeilles, je n'ai pas pu. J'ai pris des paramécies et j'ai utilisé mon téléphone pour terminer. J'ai ensuite, beaucoup plus tard, écrit un petit texte sur les abeilles.

Parce que vous ne pouviez plus avoir de générateur d'ondes ?

Ils m'ont dit qu'ils ne pouvaient pas prêter à nouveau le générateur, car ils en avaient besoin pour les étudiants. Je suis allée voir le local où on met les générateurs : il y en avait 4 en plus de ceux qui servent aux étudiants. Et pour les abeilles je ne pouvais pas en avoir. Alors j'ai tiré mon plan : j'ai utilisé mon téléphone et des paramécies (qu'on étudie avec les étudiants) et j'ai dit : « *Moi je ne travaille pas sur les ondes, je travaille sur les paramécies utilisées aux travaux pratiques.* »

Donc vous avez dû mentir ?

Oui. Mon mari et moi avons ensuite écrit l'article à la maison.

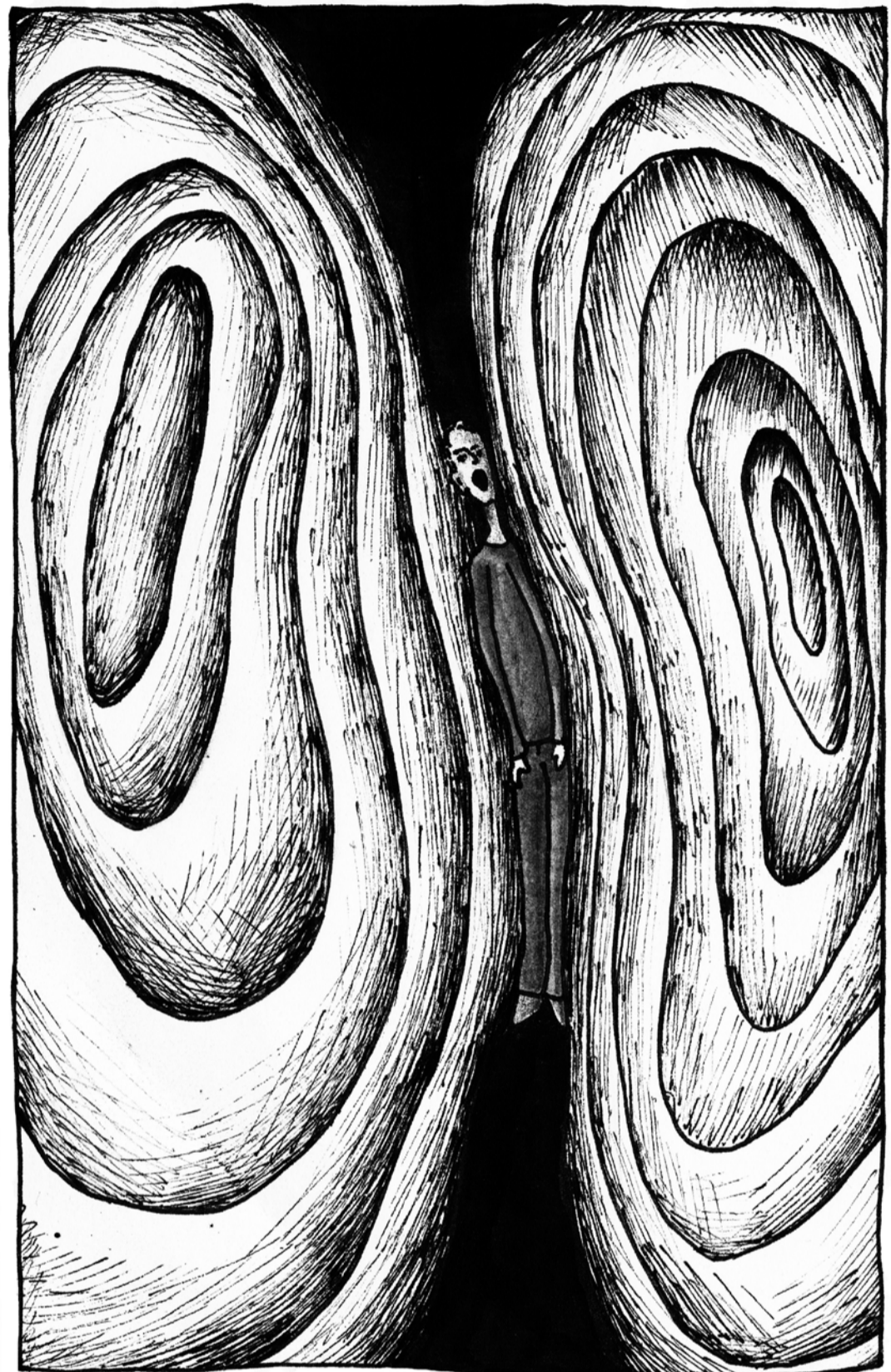


Illustration : Nadia Berz

Quand quelqu'un comme ça qui n'est pas haut placé vous refuse le générateur d'ondes... D'où viennent les ordres ? Vous avez dû vous poser la question ?

Je ne sais pas par qui ils sont influencés. Le doyen de la Faculté des Sciences ? Mais lui aussi est sans doute influencé...

C'est quand même frappant qu'à l'ULB, les idées dérangeantes n'ont pas leur place... À l'ULB et ailleurs...

Oui, dans beaucoup de firmes, organismes, maisons d'édition, etc.

Et en fin de compte dans les écoles primaires, dans les écoles secondaires.

Oui. Je suis d'accord avec vous. Et dans les journaux, à la télévision, ... Coca zéro : cela passe à la télévision, et les gens acceptent!

C'est le grand spectacle du mensonge !

Mais vous avez déjà vu la réclame Coca Zéro ? On en boirait vraiment ! C'est alléchant ! Et le fluor ! On a mis tant et tant de réclames sur le fluor pour blanchir les dents et on donnait du fluor aux enfants... Et c'est toxique !

Une minorité en profite...

Cela profite à toute une série de personnes, oui. Cela profite à tous ceux qui vendent toute une série de choses. Cela profite aux politiciens, aux pharmaciens, à ceux qui vendent de la nourriture avec des additifs alimentaires... Cela atteint tous les domaines ! Cela concerne M. Toulemonde.

Vous disiez dans le *Kairos* de mars 2013⁶ que les gens font l'autruche parce qu'ils ne veulent pas savoir...

Oui, quelqu'un qui est complètement accro à la cigarette, il fait l'autruche. Il sait qu'il fume et que c'est mauvais ; c'est la même chose avec les jeunes et leurs téléphones.

Sauf que la cigarette on le sait maintenant clairement... Le reste on essaye plutôt de le taire...

Oui, on minimise. On se dit que ce n'est pas grave...

Interview réalisée par Alexandre Penasse

1. NDLR Colony Collapse Disorder, ou syndrome d'effondrement des colonies d'abeilles, « phénomène de mortalité anormale et récurrente des colonies d'abeilles domestiques notamment en France et dans le reste de l'Europe, depuis 1998, aux États-Unis, à partir de l'hiver 2006-2007 » (Wikipedia).
2. www.ulb.ac.be/babelbox/ws/getfile.php5?filter=databox6-art-attach-699...pdf.
3. Éditeur, *Magazine La Maison du XXI^e siècle*.
4. Voir le dernier article-dossier du *Kairos* de février-mars 2019, « L'illusion technocratique à la lumière de la 5G ».
5. M-C Cammaerts décrit ici un des principes essentiels au système capitaliste qu'est l'obsolescence programmée, ajoutant la nocivité intrinsèque pour le sujet que celui-ci peut contenir.
6. « Que nous racontent les rats et les fourmis », *Kairos* février-mars 2013.

DEGRÉS DU HARCÈLEMENT PUBLICITAIRE

Illustration: Juliette Framorando



La publicité nous indispose tous. Elle envahit tous les instants de notre vie sous diverses formes. Parmi ces formes, certaines sont plus insupportables que d'autres. Lançons-nous dès lors dans une tentative de classification subjective (mais basée sur beaucoup de témoignages) du gradient de nuisance des diverses manières par lesquelles la publicité essaye de nous convaincre que nous serons très malheureux si nous n'acquiesçons pas tel ou tel objet, dans l'ordre croissant de dérangement.

Sur papier glacé de préférence, la plupart des périodiques regorgent de belles photos et de mots qui se veulent séducteurs pour nous convaincre de consommer tel ou tel produit. C'est parfois joli, parfois un peu ridicule, mais la page est vite tournée et rien n'oblige à faire attention aux images tentatrices. Toutefois, dans un récent débat entre Béatrice Delvaux et Alexandre Penasse, la rédactrice en chef du *Soir* reconnaissait que lorsqu'un gros annonceur menaçait de ne plus collaborer avec le journal, cela menaçait l'équilibre économique du quotidien. C'est bien pourquoi, soucieux de son indépendance vis-à-vis des pouvoirs d'argent, *Kairos* (et quelques autres médias) refusent la publicité dans leurs pages.

Nos boîtes-aux-lettres sont théoriquement destinées à héberger le courrier qui nous est destiné. La pub les squatte allégrement et nous submerge de kilos de papiers que, en bons écolos, nous mettons à la poubelle sélective. Heureusement, des autocollants « *Pub non merci* » sont disponibles et – plus ou moins – respectés par les diffuseurs.

Selon des études sérieuses, lorsqu'on déambule dans les rues de nos villes, sur une journée ordinaire, nos yeux captent entre 2.000 et 3.000 publicités. Quand c'est l'enseigne d'un commerce, c'est utile et acceptable mais les « sucettes » et autres panneaux, parfois éclairés, sont de gênantes entraves à la circulation (piétonne, évidemment). Heureusement, certaines villes ont interdit les panneaux de grandes dimensions (20m² à 40m²), véritables pousse-au-crime consommatoire...

Les programmes de télévision sont rarement intéressants et sont de plus en plus interrompus par des « pauses » publicitaires. Même si c'est l'occasion de satisfaire de menues obligations, leur répétition est plus qu'irritante. Quelques chaînes résistent partiellement à cette invasion mais souvent ces publicités sont un tel apport financier qu'elles influencent le contenu des programmes (qui, selon le directeur de TF1, ne sont qu'un moyen de fournir « *du temps de cerveau humain disponible* » aux annonceurs).

De plus en plus de nos contemporains ne regardent plus la télé mais vont chercher infos et divertissement sur Internet. Là non plus, pas de refuge : les inserts publicitaires, à gauche, à droite, avant, après, pendant les images... nous poursuivent. Pis encore, les algorithmes nous espionnent et nous imposent les pubs censées nous intéresser. Qui, après avoir tenté de réserver un hôtel dans un endroit quelconque, ne s'est vu bombardé de propositions d'hébergement ciblées sur cette région ?

Enfin, sommet du harcèlement, l'appel téléphonique qui n'est pas celui que vous attendez impatientement mais bien d'une compagnie de téléphone, d'un marchand de vin ou de tout autre mercanti qui vient vous déranger jusque dans votre sieste. On a envie d'insulter la personne au bout du fil mais on se rappelle que c'est un pauvre employé qui, souvent d'un lointain pays francophone du sud de la planète, essaie de survivre dans un *call-center* qui le sous-paie. Personnellement, je réponds « *Oui...* » d'un air faussement intéressé et abandonne le cornet. Je ne sais combien de temps l'opérateur parle dans le vide, mais c'est toujours ça de coût de communication inutile pour son p... de patron. On se défend comme on peut contre ces damnées pubs qui parasitent notre vie quotidienne.

Alain Adriaens



VU, LU, ENTENDU



Simon Charbonneau propose une sorte de « précés de révolte » contre le monde tel qu'il va. Héritée des Lumières et véhiculée ensuite par la culture américaine, une des causes principales de la dérégulation est cette idolâtrie de la science et des techniques, dont le développement infini est vu comme la condition des autres progrès. Elles se montrent pourtant asservissantes et déshumanisantes, plus que jamais dans leurs derniers avatars en date, la numérisation et la robotisation. Or, concernant cette mutation et cette accélération, « *aucun programme politique n'a jamais été revendiqué ni proclamé* » (p. 142), et il est bien sûr impossible de s'y adapter entièrement, aussi connecté soit-on. En tant que juriste, l'auteur consacre un chapitre à la crise du droit, qu'il convient de repolitiser en vue d'un « *désamorçage de la croissance technico-économique en cours* » (p. 49). Les technologies et l'économie réifiées ont déclaré la guerre à l'homme et à la nature : ainsi les OGM sont conçus pour concurrencer cette dernière. Orchestré par l'oligarchie, le monde qui vient en Occident est totalitaire mais indolore, car basé sur le consensus et l'évasion dans le divertissement. Cessons alors de rêver et remettons-nous à la quête de sens avec un « *nouvel esprit conservateur pour rompre radicalement avec la course destructrice dans laquelle s'est fourvoyée l'humanité* » (p. 111). Ou bien cultiver l'espérance dans un pessimisme actif œuvrant à la

renaissance de l'Esprit dans le cœur des hommes.

Simon Charbonneau, Résister à la société qu'on veut nous imposer, Libre et solidaire, 2018, 166 pages. B.L.



Dans son premier essai, l'enseignant et philosophe Julien Lebrun fait un état des lieux bien documenté des désastres écologiques, dus secondairement à la société productiviste-consumériste, et fondamentalement à un imaginaire collectif nihiliste et aveugle vis-à-vis du réel qui provoquera notre perte. Ce nihilisme, on le trouve à foison dans la publicité. Le système actuel ne se contente pas de tolérer des abus de toutes sortes, il les valorise ; il encourage la déresponsabilisation sociale à travers le (gas)pillage consumériste. Ainsi, en 2014, cent milliards de pièces de vêtements ont été produites, sans parler des TIC, du trafic aérien et des automobiles. Au fur et à mesure que le tocsin sonne de plus en plus fort dans les médias, la schizophrénie s'installe : « *D'un côté, nous souhaitons une connexion internet toujours plus rapide, des smartphones toujours plus perfor-*

mants, nous désirons multiplier nos départs à l'étranger, agrandir nos maisons ou acquérir le dernier objet à la mode, et, de l'autre, nous constatons avec effroi les désastres à venir » (p. 104). Que faire ? Opérer rien de moins qu'une révolution de l'Esprit supposant de « *repandre contact avec le réel et d'assimiler la dimension cosmique de notre monde* » (p. 121), en n'oubliant pas que c'est le néant qui est la norme dans l'univers, pas la vie, fragile dans sa diversité et son interconnectivité. « *Si nous sommes parvenus à survivre au néant qui nous entoure, ce n'est pas grâce à notre ingéniosité. C'est grâce à notre environnement* » (p. 165). Toute idée de conquête spatiale est pulvérisée, la farce du développement durable est démont(r)ée au profit de la décroissance. L'auteur en appelle enfin à la liberté de penser et de déterminer notre destin.

Julien Lebrun, Vivre sur Terre. Comment dépasser le nihilisme contemporain, L'Harmattan, 2019, 222 pages. B.L.



Dans cet ouvrage dense, érudit et ambigu, le philosophe Fabrice Flipo présente un tableau récapitulatif des étapes de l'anthropologie politique de la modernité qui peuvent nous éclairer sur le chemin de l'émancipation, fil rouge de sa réflexion. Le XXI^e siècle étant le temps de l'inventaire des idées, aussi passe-t-il le libéralisme et le marxisme par pertes et profits, soulignant également leurs points communs, et faisant remarquer que « [...] le marxisme est resté trop exclusivement focalisé sur une forme spécifique d'aliénation : l'exploitation du travail » (p. 205). L'auteur ouvre au contraire les perspectives. Pour autant, c'est à un au-delà du libéralisme qu'il nous convie, tout en reconnaissant les progrès qu'il a pu apporter. Pour ce faire, il s'appuie particulièrement sur Sartre et sa *Critique de la raison dialectique*, où sont étudiés les mécanismes d'aliénation des masses, de pouvoir et de quasi-souveraineté, de sérialité et de passivité des individus, ainsi que les conditions d'une révolution qui ne sacrifierait pas l'émancipation, ni la vérité qui en est le fondement. Aucun des différents mouvements contestataires ne possédant à lui seul la formule de l'émancipation, c'est « la pluralité des mouvements sociaux [qui] pose une question nouvelle qui est celle de la synthèse, à partir de revendications très différentes les unes des autres, ne dessinant pas de convergence évidente » (p. 216). Rénchanter le monde sera une tâche ardue. Schmitt, Rousseau, Bakounine, Gauchet et Dumont sont également convoqués pour les besoins de cette brillante démonstration, à digérer lentement.

Fabrice Flipo & André Tosel (préface), Rénchanter le monde. Pouvoir et vérité, Le Croquant, 2018, 274 pages. B.L.



Alors que je traite habituellement d'écrits radicaux, voici un essai qui, au contraire, se veut pragmatique en développant la notion de *cyber-minimalisme*, une approche individuelle de désaliénation au numérique et à la cybernétique au travers de diverses pratiques, en vue de récupérer du temps, du bien-être et de la liberté ; au passage, c'est aussi « tout bénéf » pour l'environnement. K. Mauvilly ne prône pas l'abandon complet des technologies numériques — sauf si certains intrépides en font le choix —, mais la limitation de leur usage pour ne pas tomber dans la cyber-dépendance. N'est-ce pas peine perdue, se demandera le militant radical ? Peut-être, mais, en attendant, le citoyen trouvera dans ce livre une série de conseils pratiques de bon sens pour limiter les dégâts : réduire le stock d'objets connectés, les acheter d'occasion, se protéger contre le piratage, préférer les logiciels libres, interdire le smartphone avant l'âge de 15 ans, renoncer au *life-log* (publication de sa vie privée sur Internet), fréquenter un réseau social libre, ne rien acheter en ligne, se méfier des applications « facilitatrices », etc. On ne peut s'empêcher de voir là autant de compromis (sions ?) dans une démarche individualiste, alors que K. Mauvilly avait précédemment dégainé l'arme politique dans son essai précédent, co-écrit avec Philippe Bihouix, *Le désastre de l'école numérique* (Seuil, 2016). Elle y revient d'ailleurs en fin d'ouvrage, dans quelques pistes d'action collective : entre autres, combattre la numérisation de l'école, installer en ville des espaces publics numériques et exiger le droit à la non-connexion pour vivre sa citoyenneté.

Karine Mauvilly, Cyber-minimalisme. Face au tout numérique, reconquérir du temps, de la liberté et du bien-être, Seuil, 2019, 226 pages. B.L.



Nous avons perdu la tête ! C'est ce que prétend Jacques Ascher, psychiatre et psychanalyste à Lille, s'alarmant de la tendance de notre époque à perdre ses repères dans des domaines fondamentaux (la fin de vie, la procréation, la médicalisation de l'existence...). S'appuyant sur une sélection éclectique (7 pages de bibliographie de Freud à Lebrun, de Levinas à Marx), tentant des interprétations qui fleurissent bon la qualité mythologisante des récits bibliques (essentiellement centrés sur Moïse) et la religiosité de la mythologie grecque, il s'alarme : non seulement notre civilisation a perdu un sens, un fil rouge, une direction, parce qu'elle veut prendre trop de distance avec les générations d'avant, mais de surcroît elle perd la tête et la queue en ceci qu'elle n'ose plus poser l'angoisse existentielle de l'être humain, foncièrement néotène et désarmé devant les conditions d'une vie et les catastrophes qu'il a lui-même par inconscience entraînées, en se convaincant que seules les machines et les coups de griffe au contrat humain — et donc mortel — pourront éviter et évacuer la peur de mourir, d'être malade, impuissant, moins fort que la nature. Ascher déconstruit ce modèle postmoderne (où tout doit être aussi remis en cause), posthumain (recours à des tuteurs matériels, médicaux et psy-

chologiques, contre cette insupportable néoténie) et postdémocratique (où des entreprises remplacent et surpassent l'État), indirectement, avec des exemples « anciens ». Analysant nos structures de pensée se prétendant surpuissantes, il nous soumet à la question : en voulant réinventer presque *ex nihilo* notre condition humaine, mais en la coupant de ses référents psychologiques, ne nous rendons-nous pas encore plus fragiles et faibles ? Au vu de certains politiciens qui gonflent les muscles face à certains gilets qui exhibent leur force, dans un bras de fer mental, intellectuel et social, on est tenté de rejoindre l'inquiétude de l'auteur.

Jacques Ascher, L'Éden infernal. Postmodernité, posthumanité et postdémocratie, Erès, 2017, 190 pages. David Tong



Attention : Objet Littéraire Non Identifié ! Est-ce un recueil de nouvelles ? Une compilation de documents ? Une litanie d'accablants témoignages rédigés à la première personne sur le merveilleux monde du travail dans la grande distribution ? Une infâme pièce de théâtre en 19 tableaux dressés avec mordant sur le travail des « petites mains » qui officient dans des domaines au *turn-over* impressionnant ? Une fable en 19 étapes dont le personnage principal serait ce Travailleur auquel on ne fait guère attention, entité floue et à la forme variable, à la fonction interchangeable, au quotidien souvent précaire et instable ? À moins qu'il ne s'agisse d'un conte philosophique en 19 stations ou chapitres, comme un chemin de croix d'un Jésus ou d'un Candide au pays merveilleux de l'humanité. Sa morale serait « Ce travail est absurde et merdique, foutons-y le feu et révoltons-nous ». Au terme de la lecture, après avoir rencontré de multiples avatars tous aussi dingues et improbables du Travailleur (réincarné en Plastic Bertrand ou en Iggy Pop, spécialiste de course avec machines à palettes ou d'aérobic sur des montagnes de choucroute, à moins qu'il ne soit chanteur sur des musiques mécaniques d'une entreprise qui veut fonctionner), à la suite de la lecture de ses aventures drôles, tantôt touchantes, tantôt glaçantes, tantôt encore un brin répétitives, on pense à la phrase de Churchill « *Quand on a une statue à son effigie, on regarde les pigeons d'un autre œil* ». Ces pigeons qui défilement sur la statue, ce sont les Travailleurs qui vont finir par démolir la statu(r)e des entreprises qui font du profit avec les plus dégoûtants procédés. À moins qu'il ne s'agisse des « petites gens », dont quelqu'un a dit qu'« ils n'étaient rien », qui pourraient fort bien détruire la gloriole des *start-up nations*.

Åke Anställning, Le travailleur de l'extrême, CMDE, 2018, 94 p. David Tong



Wilhelm Reich, psychanalyste allemand disciple de Freud, proposa dans l'Autriche d'entre-deux guerres d'établir une unité dialectique entre la psychanalyse et le marxisme, reprochant à la première son individualisme, au second son trop grand désintérêt pour la psyché individuelle. Si ses écrits sonnent parfois quelque peu désuets à notre époque, son expérience et son analyse des conditions misérables de la classe ouvrière qu'ils voyaient à l'origine de nombreuses névroses, révèlent un intérêt actuel en ce sens qu'il questionne sur ce qu'est la conscience de classe et ce qui fait obstacle à son développement. L'origine de son livre résonne aussi avec notre époque et explique sa réédition, car alors que Reich décide d'écrire *Qu'est-ce que la conscience de classe* en partant de son questionnement sur la façon dont la classe ouvrière a pu suivre Hitler et œuvrer contre ses propres intérêts, on peut se demander aujourd'hui, peut-être plus que jamais, comment les dominés ne se révoltent pas en masse face à un système plus inégal et destructeur que jamais ; il peut aussi nous offrir des pistes pour comprendre des mouvements comme ceux pour le « climat » qui, selon nous élude la question de la lutte des classes (contrairement à l'écologie politique). L'auteur apporte des réflexions qui peuvent nous servir pour construire la révolution qui devra venir, expliquant notamment l'échec des mouvements révolutionnaires par leur volonté de greffer des idées sur des individus, alors qu'il faut selon lui partir de leurs préoccupations concrètes et les politiser.

Wilhelm Reich, Qu'est-ce que la conscience de classe, Collection marxismes, 2018, 143 pages. A.P.



Les arbres n'oublient jamais, non ? Enfin, dans la forêt de Pripiat, les arbres ont perdu la mémoire. Ils sont là, poussant sur les arbres malades qu'on a enterrés. Mais un soir, un ours rappelle à un jeune arbre d'où il vient et le monde qu'ils habitaient : « Au village tout proche vivaient des gens, des enfants et des animaux. On y trouvait des jardins et des fleurs, des pommes de terre et du lait, du miel et des fruits. Un jour, un feu terrible embrasa le ciel. Une pluie de cendres noires s'abattit sur la forêt et sur le village, suivie d'une tempête de poussière blanche, aussi blanche que la neige ». Heureusement que certains se souviennent, car ici dans notre petit pays, on ne raconte rien aux enfants sur le cataclysme qui eut lieu il y a 33 ans. Ce petit livre pour enfant et grands enfants, dont les pages sont nées de gravure sur bois, rétablit poétiquement cette vérité.

Chelsea Mortenson et Jen Rice, Dans la forêt rouge, La ville brûle, 2019. A.P.

NOUS VOULONS
DES COQUELICOTS



APPEL DE 100 CITOYENS
POUR L'INTERDICTION
DE TOUS LES PESTICIDES
DE SYNTHÈSE EN BELGIQUE

Les pesticides sont des poisons qui détruisent tout ce qui est vivant. Ils sont dans l'eau de pluie, dans la rosée du matin, dans le nectar des fleurs et l'estomac des abeilles, dans le cordon ombilical des nouveau-nés, dans le nid des oiseaux, dans le lait des mères, dans les pommes et les cerises. Les pesticides sont une tragédie pour la santé. Ils provoquent des cancers, des maladies de Parkinson, des troubles psychomoteurs chez les enfants, des infertilités, des malformations à la naissance. L'exposition aux pesticides est sous-estimée par un système devenu fou, qui a choisi la fuite en avant. Quand un pesticide est interdit, dix autres prennent sa place. Il y en a des milliers.

Nous ne reconnaissons plus notre pays. La nature y est défigurée. Les tiers des oiseaux ont disparu en quinze ans; la moitié des papillons en vingt ans; les abeilles et les pollinisateurs meurent par milliards; les grenouilles et les sauterelles semblent comme évanouies; les fleurs sauvages deviennent rares. Ce monde qui s'efface est le nôtre et chaque couleur qui succombe, chaque lumière qui s'éteint est une douleur définitive. Rendez-nous nos coquelicots ! Rendez-nous la beauté du monde ! Non, nous ne voulons plus. À aucun prix. Nous exigeons protection.

Nous exigeons de nos gouvernants l'interdiction de tous les pesticides de synthèse dans notre pays. Assez de discours, des actes.

SIGNEZ LA PÉTITION SUR
COQUELICOTS.GRAPPE.BE,
ET BATTEZ-VOUS POUR LUTTER CONTRE
CEUX QUI DÉTRUISENT LA VIE ET NOUS
PRÉPARENT UN MONDE INTENABLE.



Julian Assange et leur « liberté de la presse »



Illustration : Anir Amsky

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!